



CHRONIQUE PRISON – JUSTICE

JANVIER 2012

1^{er} janvier – Mise en application de la loi du 10 août 2011 relative à la participation des citoyens au fonctionnement de la justice pénale et du jugement des mineurs.

1) Début de l'expérimentation des « citoyens assesseurs » pour juger les délits graves d'atteinte aux personnes dans les tribunaux correctionnels dans les ressorts de deux Cours d'Appel (DIJON et TOULOUSE) - Être âgé de plus de 23 ans et être inscrit sur les listes électorales – Durée maximum : 10 jours par an.

2) Cour d'Assises : Diminution du nombre de jurés – 6 au lieu de 9 – en 1^{er} ressort, 9 au lieu de 12 en appel. Les arrêts de Cour d'Assises doivent dorénavant être motivés (conformément à la jurisprudence de la Cour Européenne des Droits de l'Homme).

3) Nouveau tribunal pour juger les mineurs de plus de 16 ans poursuivis pour des délits punis d'au moins 3 ans de prison commis en récidive – Tribunal Correctionnel des mineurs présidé par un juge des enfants et accompagné de deux assesseurs.

4) En matière d'application des peines, au sein du tribunal d'application des peines : 3 professionnels, 2 assesseurs citoyens. Intervient en matière de libération conditionnelle et de requête en relèvement de la période de sureté. En appel, Chambre de l'application des peines : 3 magistrats professionnels, 2 citoyens assesseurs.

2 janvier – Suicides en prison, 1^{er} janvier suicide à MURET, 2 janvier suicide à FLEURY MEROGIS, homme de 45 ans soumis à une surveillance spéciale, les tendances suicidaires ayant été repérées.

Etat condamné – Sept détenus handicapés, en fauteuil roulant, incarcérés à FRESNES ont saisi le tribunal administratif. L'Etat a été condamné pour traitement inhumain ou dégradant – dommages et intérêts de 1000 à 5000 euros.

3 janvier – En Seine Saint Denis mise en place d'un dispositif d'accompagnement des élèves exclus de leur collège pour problème de comportement. Objectif : prévenir le décrochage scolaire. Sur les 680 collégiens exclus en 2010, 77% n'ont pas connu de nouvelle sanction dans l'année.

223000 jeunes sont sortis du système sans diplôme en 2011.

Trahi par ses couteaux, vingt cinq ans après un meurtre (assassinat d'une jeune fille en 1986 au CREUSOT) le suspect est atteint de schizophrénie.

4 janvier – Un détenu corse en grève de la faim est hospitalisé Le dossier cristallise les tensions entre la justice marseillaise et les avocats insulaires.

Premières audiences correctionnelles avec des jurés populaires Réforme proposée par Nicolas SARKOZY en septembre 2010 pour « rapprocher le peuple de la justice ».

5 janvier – Deux « citoyens » inaugurent à DIJON les premiers jurés populaires, une expérience enrichissante selon eux.

Première relaxe pour des jurés populaires à TOULOUSE « Ceux qui attendent une plus grande sévérité de la justice avec cette réforme se trompent » a estimé Patrice DAVOST Procureur Général de la Cour d'appel de TOULOUSE.

A NANTES, la nouvelle Maison d'Arrêt s'annonce déjà surpeuplée. Elle ouvrira en mai 2012, capacité prévue 510 places. Début octobre le, Ministère de la Justice a ordonné en urgence la création au minimum de 60 places supplémentaires.

« Un monde tortionnaire » Rapport de l'ACAT – France 2011 Près d'un pays sur deux pratique la torture. Chaque année l'ACAT réussit à extraire 200 victimes des mains de leurs bourreaux.

Télérama 4 janvier 2012

« Le couteau dans la plaie » Tel « Faites entrer l'accusé », nombre d'émissions stigmatisent les justiciables détenus ou libérés. Une double peine qui les marque à vie.

6 janvier – Les Présidents des tribunaux dénoncent le « désenchantement et la souffrance » des juridictions. Souhait émis : « que soit mis fin en 2012 à l'avalanche de textes dictés par des considérations électorales ».

Le fichage ADN « fourre tout » au cœur du procès d'un ex salarié de Continental. Xavier MATHIEU avait refusé de se soumettre au prélèvement de ses empreintes génétiques, relaxé en 1^{ière} instance, le parquet avait fait appel. 1,7 Million de personnes sont inscrites au fichier national des empreintes génétiques (FNAEG).

Débat : faut-il interdire ou encadrer la prostitution ? Suite à la résolution du 6 décembre 2011 qui envisage de pénaliser le client.

Monde magazine 7/01/2012

2005, inauguration des Etablissements publics d'insertion de la Défense (EPIDE) Il en existe 20 en France qui accueillent environ 2300 jeunes de 18 à 25 ans sur la base du volontariat. L'encadrement est assuré par d'anciens militaires pour moitié. Dès février suite à l'adoption de la proposition de loi CIOTTI l'accès aux EPIDE sera étendu à des mineurs condamnés pour délit sur proposition du juge.

La Cour des Comptes a contesté le coût de ces établissements : à Bordeaux 40.000 euros par jeune et par an. C'est presque moitié moins que les centres fermés ou à fortiori la prison.

En Californie c'est 110 euros la nuit en prison. Pour renflouer ses caisses, un comté criblé de dettes facture aux détenus les plus riches leur séjour à l'ombre.

8 janvier – Les détenus bouddhistes auront bientôt leurs propres aumôniers de prison. L'Union Bouddhiste de France (UBF) a été chargée de la mission de fournir à l'Administration Pénitentiaire des aumôniers.

Deux policiers de CLERMONT FERRAND mis en cause après une interpellation violente.

Non lieu requis en faveur d'un gendarme qui avait tué un jeune gitan en 2010 dans le Loir et Cher.

Pas de poursuite requise contre les policiers après le décès d'un homme à l'issue de sa garde à vue.

Patrick KEIL, un magistrat déchu face à ses pairs. Le juge de l'affaire FESTINA, révoqué en 2009, comparaisait pour avoir monnayé des informations à des amis.

10 janvier – Claude GUEANT crée une « haute autorité » : Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS). Près de 1000 entreprises se créent chaque année embauchant anciens policiers gendarmes et militaires.

JARNAC : la justice enquête sur les écoutes illégales menées avant l'affaire du sabotage.

CLERMONT FERRAND : neuf personnes interpellées suite à des incendies de voitures après l'interpellation violente, la nuit de la Saint Sylvestre d'un homme qui tombera dans le coma après son arrestation.

Un ex patron de la DST soutient la libération de Georges Ibrahim ABDALLAH. Incarcéré depuis octobre 1984, il peut bénéficier d'une libération conditionnelle 2002.

11 janvier – Le gouvernement affiche une baisse historique des naturalisations en 2011 : 30% de naturalisations en moins. Un record : 32912 éloignements forcés.

Interpellation de CLERMONT FERRAND, l'homme dans le coma est mort. Marine LE PEN plaide pour que soit accordée une présomption de légitime défense aux forces de l'ordre.

12 janvier – En une : « le scandale de la police des polices » L'inspection générale des services (IGS) suspectée d'avoir sciemment truqué une enquête judiciaire en 2007. Parmi les victimes deux fonctionnaires, jugés trop proches du Parti Socialiste, ont été sanctionnés à tort à propos d'un éventuel trafic de titres de séjour.

13 janvier – Police des polices : opacité et impunité. « Si l'Etat veut être respecté, il doit être respectable » Nicolas SARKOZY 14 janvier 2007.

Près d'un tiers des français sont d'accord avec les idées du Front National. 66% des personnes interrogées estiment que la justice n'est pas assez sévère avec les petits délinquants.

L'Assemblée Nationale repousse de justesse l'information des maires sur les condamnés dangereux (amendement de l'UMP soutenu par le Garde des sceaux).

Prison : 24000 places en plus d'ici à 2017, certaines seront réservées aux détenus condamnés à moins d'un an de prison.

Syrie : les trois naufragés de TADMOR – Construit sous le mandat français dans les années 20, il a été utilisé par Hafez Al Assad puis Bachar Al Assad. C'est l'équivalent de TAZMAMART au Maroc d'Hassan II.

14 janvier – Programme de marie LE PEN Rétablissement de la double peine.

Une proposition de l'UMP sur la délinquance étrangère : auteur Jean Paul GARAUD rendre systématique l'examen par les juges de la possibilité d'expulser des étrangers condamnés qui ne disposeraient pas d'attache en France, extension des peines planchers des « récidivistes » aux « réitérants » soit des personnes condamnées pour d'autres faits qu'initialement.

Accusé d'inaction face aux manquements de la police des polices, le préfet de police Michel GAUDIN se défend « Les policiers de l'IGS conservent tout mon soutien ».

Frank JOHANNES

Les autorités administratives indépendantes (dont le Contrôleur Général des lieux de privation de liberté) ont réussi à exister dans le débat public et constituent d'utiles contre-pouvoirs, mais leur impact au regard de l'appareil d'Etat, est surtout symbolique.

15 janvier – Affaire de l'Inspection Générale des Services : un policier accuse ses supérieurs de faux. Mis en examen, Jean Pierre DELCHER nie être l'auteur d'un procès verbal truqué.

Adolescent tué dans le DOUBS, un suspect de 17 ans incarcéré.

Monsieur SARKOZY veut respecter l'avis du Conseil supérieur de la magistrature pour le parquet. C'est cependant toujours le gouvernement qui proposera le nom des candidats. Ils vont accélérer la généralisation du dispositif des jurés populaires en correctionnelle dès 2013.

Le juge antiterroriste Marc TREVIDIC dit subir des pressions de sa hiérarchie.

18 janvier – Sécurité : maigre bilan des années - SARKOZY Claude GUEANT, face à l'explosion des cambriolages, pointe « les malfaiteurs venus de l'étranger » « les raids menés par des personnes originaires d'Europe Centrale ou Orientale ».

A MARSEILLE l'emprise du crime et de la drogue – Dans les quartiers nord, la drogue touche et structure les cités les plus précaires. Les affrontements se font à la kalachnikov pour la conquête de nouveaux « plans ».

Les liens du Maire de SARCELLES avec le grand banditisme – Relations troubles de Monsieur PUPPONI avec les banditismes corse et parisien.

Christian LACOND ex maire de VENCE reste en prison jusqu'à la décision de la commission de révision. Condamné à 9 ans de prison pour viol de son petit fils en 2009, celui-ci s'était rétracté.

19 janvier – Les fadettes, le procureur et la liberté de la presse. La Cour Européenne des Droits de l'Homme considère que « la protection des sources constitue une des pierres angulaires de la liberté de la presse ».

Les députés ont voté le projet de loi sur l'exécution des peines :

- Construction de 20000 places de prison d'ici 5 ans
- Mesures contre la délinquance des mineurs

« Reprenons-nous ! » titre de l'ouvrage de Jean Paul DELEVOYE (TAILLANDIER 14,90 €) Il s'alarme du peu de cas que l'on fait de la mission de réinsertion de la prison avec « l'illusion que tous les récidivistes potentiels pourraient être tenus, ad vitam aeternam, derrière les murs ». Il dénonce une « démocratie d'émotion ».

20 janvier – La loi du 9 juillet 2010 sur les violences faites aux femmes reste méconnue et peu appliquée.

Les juges aux affaires familiales peuvent mettre en œuvre une « ordonnance de protection » permettant la mise à disposition d'un logement à destination des femmes victimes de violence.

Attribution de « téléphones de grand danger » permet de solliciter une aide d'urgence (coût 1600 euros par an et par téléphone).

Mariage forcé : une seule condamnation en 2010.

Le juge Isabelle PREVOST DESPREZ va être renvoyée devant le Conseil Supérieur de la Magistrature à la demande du Ministre de la Justice à la suite de son livre « SARKO m'a tuée ».

21 janvier – CUBA : décès d'un prisonnier politique après 50 jours de grève de la faim.

La Direction Centrale du Renseignement Intérieur prise au piège de ses secrets. A sa création en 2008, aucun contrôle des activités n'a été prévu. Un livre accuse la DCRI d'être une police politique au service de l'Eglise.

Fadettes : les curieuses pressions du procureur COURROYE sur le policier pour obtenir le contenu du SMS d'un journaliste.

La Cour Européenne des Droits de l'Homme condamne la France pour la rétention de mineurs accompagnés (âgés de 5 mois à 3 ans) le centre était « inadapté », rétention de 15 jours disproportionnée.

22 janvier – Sécurité : la difficile défense du bilan de Nicolas SARKOZY – Face à une droite gênée aux entournures, les socialistes les socialistes n'ont pas encore trouvé leur ton ; Le profil bas du Parti Socialiste peut paraître surprenant : les réformes menées depuis 2002 sont nombreuses et Monsieur GUEANT a souvent été à la manœuvre.

Vu dans « hommes et libertés » revue de la Ligue des Droits de l'Homme

Les comparutions immédiates à la loupe - De février à fin juin 2011, 47 auditeurs et auditrices ont fait vivre l'observatoire des comparutions immédiates de TOULOUSE. 102 audiences journalières, 543 affaires. Une affaire est traitée en moyenne en 36 minutes, délibéré compris.

Population de jeunes pauvres.

95% des hommes dont 10% de S.D.F. 20% ont des problèmes de santé

65% d'apparence maghrébine au moins.

« Les comparutions immédiates, c'est la prison. D'abord la prison... ».

63% des prévenus condamnés à de la prison ferme

57% partent directement en prison sans mandat de dépôt.

La section de TOULOUSE LDH a décidé de mettre à la disposition d'autres sections LDH la base de données et les outils utilisés.

Centre de Rétenion administrative de MESNIL-AMELOT - Quand il sera terminé, il pourra accueillir 360 personnes. Il est situé au bord des pistes de ROISSY. Il comprend un « village judiciaire » Deux ordres de juridiction interviennent :

- juge administratif pour apprécier la validité des décisions administratives

- juge des libertés et de la détention pour le contentieux de la privation de liberté.

Objectif de la LDH : créer des observatoires citoyens de la liberté près de chaque centre de rétention administrative. 26 en France dont 3 outre-mer.

23 janvier – Condamnation de l'Etat - Cour Administrative d'Appel – 3 détenus dans une cellule des BAUMETTES de 9 m2. Expertise d'un architecte : 20 mètres cubes minimum pour un loger décent. Projet de rénovation des BAUMETTES (2013 – 2016) objectif 95% des détenus en cellules individuelles.

24 janvier – Le nouveau combat de Pierre JOXE, avocat commis d'office – L'ancien Président de la Cour des Comptes défend à 77 ans les mineurs délinquants. Il est l'auteur du livre « Pas de quartier ? » chez FAYARD, il dénonce une politique de plus en plus répressive à l'égard des mineurs.

Meeting du BOURGET, François HOLLANDE – Il veut aider les territoires qui en ont le plus besoin, créer des zones de sécurité prioritaires. 1000 postes supplémentaires par an dans les domaines de la police, de la justice ou de la gendarmerie.

Les partenariats publics privés – VINCI, BOUYGUES et EIFFAGE se partagent 92% des plus gros contrats. Ils sont les seuls capables de s'offrir d'avancer les frais d'études nécessitées par la compétition. « Les financements innovants permettent d'échapper à la rigueur budgétaire. Le cumul des loyers à payer à très long terme pourrait asphyxier nos finances » Jean ARTHUIS Sénateur.

PRISONS : pas d'économies mais un meilleur service. Rapport d'octobre 2011 de la Cour des Comptes sur 25 ans de gestion privée des prisons françaises. Sur 189 prisons, 45 sont en gestion déléguée. Au plan financier rien n'indique que le privé soit plus performant. Les loyers annuels pour des décennies vont passer de 95,4 Millions d'euros en 2010 à 567,3 Millions d'euros en 2017.

26 janvier – Plainte du « Monde » devant le Conseil Supérieur de la Magistrature contre Monsieur COURROYE. Depuis la réforme constitutionnelle de 2008, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2011, un particulier peut saisir le CSM d'un manquement d'un magistrat. L'affaire doit être terminée depuis moins d'un an, elle doit énoncer les griefs et non pas être anonyme. 400 plaintes ont été reçues à ce jour, aucune n'a franchi l'étape de la commission d'admission de requêtes.

27 janvier – Projet HOLLANDE en matière de sécurité - Rétablissement d'une « sécurité de proximité ». Une centaine de zones de sécurité prioritaires seront établies avec des moyens exceptionnels en matière de justice, police, fisc, douane. Pour « sécuriser » ces quartiers des CRS ou des gendarmes mobiles seraient établis pendant plusieurs mois.

En matière de justice – Mieux garantir l'indépendance de la justice en réformant le Conseil Supérieur de la Magistrature. Suppression des peines planchers. Il s'engage à faire exécuter toutes les peines prononcées. En matière de prison, il s'engage à améliorer les conditions de vie des détenus.

A FRESNES, la prison se transforme en galerie d'art contemporain – Mamadou CISSE, veilleur de nuit, y expose ses villes extravagantes, il anime chaque semaine un atelier avec des détenus pour expliquer son travail.



28 janvier – Nicolas SARKOZY défend sa vision de la justice pénale – Le Président inaugurerait à DIJON sa réforme des jurés populaires en correctionnelle. « Est-il populiste de vouloir rapprocher le peuple des institutions qui le représentent ? » Nicolas SARKOZY. « Que dit le peuple français ? Qu'il veut une plus grande sévérité » « L'institution judiciaire c'est d'abord l'institution des victimes. A vous les magistrats, vous travaillez d'abord pour elles ».

Jugé pour corruption de mineurs, le couple LAVIER admet des « comportements déplacés ». Le procureur de la république a requis dix huit mois de prison avec sursis contre les époux tous deux acquittés en 2005 dans l'affaire d'OUTREAU.

Internet – Midi Libre 31-11 2011

Une loi créée sur mesure après chaque nouveau fait divers depuis 2005

- Loi du 22 décembre 2005 fait suite à l'assassinat d'une joggeuse Nelly CREMEL - Elle impose un suivi et un ensemble d'obligations et

d'interdictions pour les récidivistes. En cas de non respect la personne retourne en prison.

- Loi du 25 février 2008 suite à l'enlèvement et au viol du jeune ENIS - Surveillance accrue durant 2 ans renouvelable indéfiniment si nécessaire. Cas de non respect : placement en rétention de sûreté durant un an renouvelable.
- Loi de mars 2010 suite au viol et au meurtre de Marie Christine HODEAU - Sanction en cas de refus ou d'interruption de traitement antihormonaux par des criminels sexuels : retour en prison.
- Meurtre de Laëtitia PERRAIS - Rapport d'Eric CIOTTI prévoit un durcissement de l'exécution des peines et l'augmentation du nombre de places de prison.
- Mort d'Agnès dans un collège-lycée de CHAMBON sur LIGNON - Le gouvernement annonce une série de mesures : placement en centre éducatif fermé de tout mineur suspecté d'un « crime sexuel particulièrement grave », évaluation pluridisciplinaire de la dangerosité, accroissement du partage d'informations entre professionnels. Relance du débat à propos de la justice des mineurs à l'initiative de Claude GUEANT.
- 25 janvier 2012 LUYNES - Le surveillant de prison tabassé témoigne. « L'incompréhension est plus douloureuse que les coups ».
- 25 janvier 2012 AGEN – Détour vers une psychiatre à visage humain 20% de la population carcérale souffre de maladies psychiatriques lourdes. Fabien AUBAT chef de pôle dans l'hôpital psychiatrique de LA CANDELIE milite pour la création « d'une unité sécurisée de soins intensifs en psychiatrie » (USIP).
- 25 janvier 2012 - Rapprochement familial du détenu – Une proposition de loi adoptée par l'Assemblée Nationale à l'initiative du texte, le maire de BAYONNE.
- 25 janvier 2012 – Nouvelle agression de surveillant au Centre Pénitentiaire de LONGUENESSE.
- 26 janvier 2012 - Le juge des référés suspend les fouilles intégrales en prison à VIVONNE Initiative de l'O.I.P.
- 26 janvier 2012 – Des centaines de détenus se cousent la bouche au KIRGHIZISTAN pour protester contre leurs conditions de détention.
- 26 janvier – Suicide d'une détenue à la prison des BAUMETTES à MARSEILLE.
- 28 janvier 2012- Un détenu se suicide au Centre Pénitentiaire du PONTET près d'AVIGNON.

- 30 janvier 2012 – L’Etat condamné à propos des conditions de détention à la Maison d’Arrêt PARIS LA SANT2 – Arrêt de la Cour Administrative d’Appel de PARIS à l’initiative des trois dossiers Maître Etienne NOËL administrateur de l’O.I.P. Provision de 1500 euros pour chaque détenu.
- 31 janvier 2012 – Un projet de prison expérimentale divise un village du JURA. Projet de Pierre BOTTON à SAINT JULIEN sur SURAN évalué à 10 Millions d’euros.
- 31 janvier 2012 – MURET : les agents d’insertion en colère. A l’appel de l’Union Générale des Syndicats Pénitentiaires CGT les conseillers tirent la sonnette d’alarme. Dégradation de leur mission de travailleurs sociaux.

29 janvier – Magistrature : des nominations très politiques. Le gouvernement met la dernière main à un mouvement de procureurs généraux qui seront en place pour sept ans. Il s’agit d’écarter les gêneurs, et de recaser des proches dont les sympathies se sont manifestées.

De rencontres en coups de main, une vie de religieuse au cœur de la cité de GRIGNY-2 Il arrive aux trois sœurs de la Congrégation Notre Dame d’aller chanter à la prison de FLEURY MEROGIS.

31 janvier – Une méthode de contention interdite a pu provoquer la mort de Wissam El-Yamni. L’homme était tombé dans le coma après son interpellation à CLERMONT FERRAND. Dans le jargon policier la méthode est connue sous le nom de « pliage ».

Un délinquant multirécidiviste interpellé pour la 50^{ième} fois (trafic de stupéfiants).

VILLIERS – LE – BEL : plainte contre le procureur qui avait proposé de l’argent à des témoins. Le Conseil Supérieur de la Magistrature (CSM) a été saisi par six avocats « Il n’est plus fait appel au sens civique du témoin mais à sa cupidité ».

FEVRIER 2012

Chiffres de la population pénale au 1^{er} février 2012

11314 personnes bénéficient d’un aménagement de peine sous écrou soit 19.3% des personnes écrouées condamnées.

46945 condamnés sans aménagement de peine

Personnes sous écrou : 75222

- 16463 prévenus détenus
- 49236 condamnés détenus
- 8424 condamnés sous surveillance électronique
- 599 condamnés - placement extérieur

Population hébergée :	65699	16463 prévenus
		49236 condamnés

Place opérationnelles:	57213
Surnombre :	8486

L'Etat condamné en 2012 - Sept détenus handicapés en fauteuil roulant incarcérés à FRESNES ont saisi le Tribunal Administratif. Condamnation de l'Etat pour traitement inhumain et dégradant à des dommages et intérêts de 1000 à 5000 euros.

Deux détenus incarcérés aux BAUMETTES à MARSEILLE cohabitent avec un 3^{ème} détenu dans une cellule de 9m2. La Cour Administrative d'Appel condamne l'Etat suite à une expertise d'un architecte qui estime que 20m3 constituent un volume minimum pour un logement décent.

L'Etat condamné à propos des conditions de détention à la Maison d'Arrêt de PARIS-LA-SANTE. – Arrêt de la Cour Administrative d'Appel, provision de 1500 euros pour chaque détenu.

3 dossiers soutenus par Etienne NOËL administrateur de l'O.I.P.

Rapport du Contrôleur Général des lieux de privation de liberté à propos de la Maison d'Arrêt de PARIS-LA-SANTE - visite du 21 au 24 décembre 2009

Procédures disciplinaires excessives

Manque d'intimité aux parloirs

Coût prohibitif de la location de téléviseurs (38 euros par mois).

Centre Pénitentiaire de LILLE SEQUEDIN surpopulation : 144%0. L'Etat doit dans ce cas verser une pénalité à l'entreprise privée SODEXO – 630 000 euros.

L'Etat de nouveau condamné pour mauvaises conditions de détention. Après ROUEN et PARIS-LA-SANTE, DUNKERQUE, sept détenus recevront 150 euros par mois de détention. A l'horizon 2016 la Maison d'Arrêt de DUNKERQUE devrait être fermée au bénéfice d'un établissement construit à SAINT VENANT.

Procédures en cours pour DOUAI, LOOS SEQUEDIN devant le Tribunal Administratif. Maître Emmanuelle LE QUIEN et Maître Quentin LE BAS.

1ier février – L'armée craint une judiciarisation des actions de guerre – La Cour d'Appel de PARIS a décidé qu'une enquête pouvait être ouverte sur la tuerie d'UZBIN en Afghanistan.

Henri BENTEGAT, ancien chef d'Etat Major particulier du Président de la République « les valeurs changent en Europe, et l'idée domine selon laquelle la guerre est par essence immorale. Nos interventions sont affaiblies potentiellement par la nécessité de limiter la violence ».

Le procureur de la République de NICE, Eric De MONTGOLFIER fait appel d'une décision de relaxe d'un policier municipal.

1ier février – Loi de programmation relatif aux moyens nécessaires à la mise en œuvre de la loi pénitentiaire du 24/11/2009 – Vote du Sénat :

- suppression des peines planchers,
- atténuation de peine en cas d'altération du discernement,
- aménagement systématique des peines de moins de 3 mois,
- mécanisme de prévention de la surpopulation pénale.

Non inscrit dans le texte :

- libération conditionnelle automatique à 2/3 de peine,
- suppression de la rétention de sureté.

2 février – Un « call center » au centre de détention de BAPAUME – Projet dans les cartons depuis 2008 - Centre d'appels inauguré aujourd'hui - Premier centre où les travailleurs seront des hommes, après le Centre de RENNES et de la Maison d'Arrêt pour femmes de VERSAILLES où le personnel est féminin. Deux équipes de 15 détenus y travailleront (partenariat Administration Pénitentiaire – Société MKT et SODEXO Justice).

2 février – NANTERRE, 46 détenus refusent de regagner leurs cellules. L'équipe régionale d'intervention et de sécurité (ERIS) est prête à intervenir.

3 février – Plan Santé du candidat HOLLANDE – Il promet un plan sur la santé en prison. Il insiste sur le fait que les détenus ont tout autant que d'autres « le droit d'être soignés ».

5 février – La pénalisation du séjour irrégulier conforme à la Constitution d'après le Conseil Constitutionnel « La peine d'emprisonnement de 1 an et l'amende prévues ne sont pas manifestement disproportionnées ».

5 février – Pour la 1^{ière} fois en région Centre, de détenus ont suivi une journée de défense et citoyenneté à la Maison d'Arrêt d'ORLEANS. Trois thèmes abordés :

- droits et devoirs du citoyen
- les menaces sur nos sociétés
- le militaire citoyen.

La prochaine journée pourrait avoir lieu à BLOIS.

6 février – Le contrôleur des prisons épingle la SANTE

- procédures disciplinaires excessives,
- manque d'intimité aux parloirs (visite du 21 au 24 décembre 2009)
- coût prohibitif de la location de téléviseurs 38 euros par mois

Réponse du Ministère à compter de janvier 2012 8 euros par mois et par cellule.

6 février – Un surveillant des BAUMETTES a été appréhendé pour avoir trafiqué avec des détenus : portables et résine de cannabis.

7 février – Sécurité : HOLLANDE se met dans les pas de JOSPIN. En quête de crédibilité, le socialiste prône le retour de la police de proximité et la création de zones prioritaires. Le choix des zones sera fait par le Parlement. Chez les policiers ce sont moins les propositions sur la sécurité qui font réagir que le chapitre justice avec la suppression des peines planchers.

**8 février** – Programme Marine LE PEN

- Rétablissement de la peine de mort
- « perpétuité réelle »
- Suppression des prestations sociales pour toute peine d'emprisonnement d'un an et plus
- Amende de 1500 euros pour les outrages à agent
- Expulsion systématique des sans papiers et des étrangers condamnés pénalement.

Internet – 06-02 2012

2005 - construction de la prison de SEQUEDIN par le groupe EIFAGE pour remplacer la Maison d'Arrêt de LOOS (taux d'occupation 216%).

2011 - la nouvelle prison, gérée par SODEXO JUSTICE SERVICE, connaît elle aussi la surpopulation 144%, l'Etat est tenu d'indemniser l'entreprise dans ce cas : coût 630 000 euros versés en novembre 2011.

7 février – Une détenue devant les prud'hommes pour défendre ses droits – Elle attaque la société MKT Societal après avoir travaillé dans un centre d'appels en prison. Contrat rompu à la suite d'un appel personnel de la détenue – jugement le 12 septembre.

10 février – L'ancien ministre du Budget Eric WOERTH mis en examen dans l'affaire BETTENCOURT pour trafic d'influence passif. L'Etat condamné pour déni de justice dans l'affaire de « l'Ecole en Bateau » onze plaignants, victimes présumés de viols et d'agressions sexuelles entre 1979 et 1995. Leonid KAMENEFF devrait être jugé par la Cour d'Assises de Mineurs en mars 2013.

16 février – Les statistiques montrant une forte hausse de la délinquance des étrangers – La part des étrangers mis en cause pour viols et cambriolages est passée de 12,8% à 17,3% de 2006 à 2011. Cette hausse concerne surtout les roumains, particulièrement ciblés par la police. « si le ministre insiste sur un type de délinquance, l'institution va produire plus de chiffres sur cette délinquance » Christian MOUHANA du CESDIP.

17 février – Scènes d'horreur dans une prison du HONDURAS où plus de 350 détenus ont péri dans un incendie. L'établissement « modèle », construit pour 420 prisonniers, en accueillait plus du double.

Prison ferme pour « l'appât » et son amoureux transi – Le directeur de prison a été condamné à 2 ans de prison dont un avec sursis et 10000 euros d'amende, l'ancien premier surveillant 18 mois de prison dont 9 avec sursis, l'appât à 12 mois dont 8 avec sursis.

Projet de Palais de Justice pour PARIS de Renzo PIANO – Contrat de partenariat public-privé avec BOUYGUES qui finance la construction et assure l'exploitation pendant 27 ans moyennant 12,8 Millions d'euros par an. L'Etat en sera ensuite propriétaire.

Face au truand corse Jacques MARIANI les victimes du racket se font conciliantes. Cet homme, qui purge 15 ans de prison pour assassinat, comparait devant le tribunal correctionnel de MARSEILLE pour des extorsions de fonds opérés sur des boites de nuit de la région aixoise.

18 février – La chute d'un clan familial maître du trafic de drogue à LA COURNREUVE. La famille HOUMANI s'était imposée sur le très lucratif marché des stupéfiants dans la cité des 4000.

19 février – ROCANCOURT contre BREILLAT : la confusion des sentiments – Le tribunal a jugé l'escroc coupable d'abus de faiblesse sur le cinéaste.

23 février – Aux Assises des Hauts de Seine, le procès d'un désastre policier et judiciaire – David SAGNO comparait pour deux meurtres commis en 2001 et 2002 sur le pont de NEUILLY. Ses aveux avaient permis d'innocenter Marc MACHIN. « J'étais un gamin de 14 ans apeuré, je tremblais comme une feuille. J'étais incapable de me défendre » Marc MACHIN. David SAGNO a été condamné à 30 ans de prison.

25 février – Condamnation de la France pour traitement inhumain ou dégradant par la Cour Européenne des Droits de l'Homme pour avoir emprisonné un détenu souffrant de graves troubles mentaux au lieu de le faire interner. 10000 euros de dommages et intérêts.

Claude GUEANT rebondit sur la lutte contre les bandes – Il y aurait 313 « bandes » en France « la figure des bandes est devenue un épouvantail social » d'après Marwan MOHAMMED.

28 février – Ce que HOLLANDE se prépare à garder de SARKOZY
Justice

- « Les peines planchers » introduites par la loi DATI de 2007 seront supprimées.
- « La rétention de sureté », votée en 2008, qui consiste à maintenir en prison quelqu'un qui a purgé sa peine est contraire au droit. Mais on ne peut relâcher dans la nature sans surveillance des gens considérés comme malades » selon André VALLINI responsable du pôle Justice.
- Les jurés citoyens en correctionnelle – Mr VALLINI préfère le concept d'échevinage avec des citoyens volontaires associés au travail des magistrats.
- Réforme du Conseil Supérieur de la Magistrature : les magistrats du parquet seront nommés comme les magistrats du siège.

- « La garde à vue » réforme à poursuivre pour répondre aux standards des pays européens.
- Justice des mineurs – retour au principe de l’ordonnance de 1945, primat de l’éducatif sur le répressif.

Menace sur la Cour Européenne des Droits de l’Homme – L’institution est présidée par Londres²⁹ qui lui est hostile. Les 47 Etats membres se réunissent en avril pour la réformer. Selon Jean Marie DELARUE Contrôleur Général des lieux de privation de liberté c’est un moteur pour la démocratie. En 2011 la France a été condamnée 23 fois dont 5 pour « traitements inhumains ou dégradants ».

29 février – UHSA SECLIN Mai 2013, 22 Millions d’euros – 60 places CP Lille Annœullin
11 agressions de surveillant en 4 mois.

29 février – A la Réunion, la main lourde de la justice – Les jeunes participants aux émeutes contre la vie chère ont été sévèrement condamnés par le tribunal.

Internet – 29-02 2012

La Maison d’Arrêt d’Agen ne sera pas fermée.

L’Unité hospitalière spécialement aménagée (UHSA) de SECLIN dans le Nord devrait ouvrir en mai 2013. Montant de la dépense 22 Millions d’euros. 60 places prévues. 3 UHSA ont été ouvertes : LYON, NANCY, TOULOUSE. 4 en chantier dont SECLIN.

Au Centre Pénitentiaire d’ANNOEULLIN pas moins de 11 agressions de surveillants en 4 mois – Protestation des syndicats.

Suicide à la prison de LONGUENESSE, le détenu faisait l’objet d’une surveillance spécifique.

Le Parlement entérine la création de 24000 nouvelles places de prison en 5 ans. Coût du projet 3,57 Milliards d’euros.

L’Etat a été condamné par le Tribunal Administratif de ROUEN à verser 15000 euros à la mère d’un détenu qui s’est suicidé le 2 septembre 2009.

MARS 2012

Les tâches confiées au privé finissent par coûter cher – Depuis 2006 l’Etat a signé 10 contrats de partenariat public privé, 6 avec BOUYGUES, 4 avec EIFFAGE représentant 6600 places de prison. 40 chantiers supplémentaires prévus d’ici à 2017. SODEXO et GEPSA (filiale du groupe GDF – SUEZ) ont récupéré la gestion déléguée dans 38 établissements pour la première, 14 pour la seconde.

1^{er} mars – Manifestation devant la Maison d’Arrêt de DUNKERQUE menacée de fermeture en 2016. Le Ministre veut créer un Centre Pénitentiaire à SAINT VENANT près de BETHUNE.

Travaux de rénovation de la Maison d’Arrêt de PARIS – LA – SANTE en 2014 – La capacité sera portée à 905 places contre 493 actuellement.

Anniversaire de la loi KOUCHNER relative aux droits des malades du 4 mars 2002 – Elle prévoit la possibilité d'une suspension de peine pour les détenus gravement malades. Depuis cette date 700 détenus en ont bénéficié. 1200 détenus sont morts en prison.

Maître Quentin LEBAS défend un ancien détenu de SEQUEDIN – Paralysé des deux jambes il avait les pires difficultés pour vivre. Expertise forcée ordonnée par le tribunal administratif contre l'avis de l'Administration pénitentiaire.

LIANCOURT – Drogue en prison : une étude souligne l'inefficacité des stratégies mises en œuvre.

Remise en liberté d'un schizophrène détenu à SEQUEDIN décidée par la Cour d'Appel de DOUAI.

6 mars – Proposition de Nicolas DARKOZY sur la justice :

« La victime a le droit de donner son avis sur la remise en liberté de celui qui en a fait une victime ». Les victimes disposeraient d'un droit d'appel à tous les stades de la procédure : détention provisoire, jugement et application des peines.

Libération conditionnelle après les 2/3 de la peine extension des jurés populaires dans tous les tribunaux correctionnels

Réforme de l'ordonnance de 1945 relative aux mineurs

L'Institut pour la Justice, proche de la majorité se réjouit de ses propositions. Par contre les magistrats de l'USM et du SM sont très critiques. Le Parti Socialiste est contre le retour de la « vengeance privée ».

7 mars – Le suspect d'un meurtre estime sa garde à vue illégale – La Cour d'Appel de TOULOUSE examinera jeudi la requête en nullité déposée par la défense. Son droit au silence ne lui a pas été notifié et il n'a pas été assisté d'un avocat durant les interrogatoires en violation, selon son avocat, de l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

8 mars – Propositions de Nicolas DARKOZY sur l'immigration :

« Il y a trop d'étrangers sur notre territoire ». Il veut diviser par deux l'immigration légale 100.000 personnes par an contre 180.000 en 2012. Il veut restreindre l'accès au revenu de solidarité active (RSA) et au minimum vieillesse pour les étrangers.

L'utilisation des armes à balles souples par les policiers au cœur d'un procès à NANTES. Un lycéen a perdu un œil à la suite d'un tir gomme cogne en 2007 lors d'une manifestation.

9 mars – La Cour suprême du Mexique pourrait libérer Florence CASSEZ. Les droits de la française, condamnée à 60 ans de prison, auraient été violés lors de son arrestation.

10 mars – La prison de POLYNESIE tient par miracle, malgré une situation « insupportable ». Le 29 février, le juge des libertés et de la détention a demandé la

libération d'un prévenu du centre de NUUTANIA, évoquant des conditions de détention difficiles. 420 prisonniers, dont 90 prévenus, pour 165 places.

A NOUMEA « une saleté repoussante » Jean Marie DELARUE a pour la première fois utilisé la procédure d'urgence en rendant immédiatement public son rapport. Les détenus sont entassés dans des cellules insalubres avec une surpopulation de 300%.

13 mars – Les habitants de SAINT JULIEN SUR SURAN (JURA), site choisi pour accueillir la prison expérimentale conçue par Pierre BOTTON, ont voté à 54% contre le projet.

14 mars – La criminologie érigée en discipline autonome – Le gouvernement est passé outre la vive contestation des universitaires qui dénoncent une décision politique. A l'origine du projet Alain BAUER, conseiller officieux de Nicolas SARKOZY en matière de sécurité.

Le Président de l'Association Française de Criminologie Alain BLANC, magistrat, dénonce « la méthode opaque du ministère et la vision sécuritaire sous-tendue par ce projet ».

Prison : avec 66445 détenus la France atteint un niveau record historique. Les prisons françaises comptent 57213 places théoriques. Un quart des détenus en attente de jugement ou en appel.

15 mars – G45 profite à plein de la privatisation de la sécurité. L'activité du groupe britannique a progressé de 5% en 2011. Implanté dans 110 pays, il emploie 630000 salariés. Il gère notamment des prisons. La firme a été frappée par de nombreux scandales notamment de maltraitance dans les prisons placées sous sa supervision. Ses détracteurs soulignent le manque de qualification de ses surveillants.

Incidents de SAINT AIGNAN : prison ferme pour Miguel DUQUENET. Le manouche avait forcé un barrage. La mort de son passager avait provoqué des émeutes en juillet 2010.

16 mars – Dans le Jura, la prison « modèle » de Pierre BOTTON sème la zizanie. Le projet « ensemble contre la récidive » est soutenu par Hélène PELISSARD, conseillère régionale et générale, épouse du Président de l'Association des maires de France. Sont partenaires du projet les fondations de la FNAC, M6, Carrefour, Bolloré et Lagardère. Consultation des habitants de SAINT JULIEN SUR SARAN 80% de participation 54% contre 46% pour.

Le syndicat national des directeurs de prison s'est aussi mêlé du débat : « un projet un peu incongru, opaque, mené avec des fondations d'entreprises du fait des liens personnels entre Monsieur BOTTON et certains milieux économiques et aussi grâce à ses liens avec Nicolas SARKOZY. C'est un objet pénitentiaire non identifié ». Jean Michel DEJENNE Syndicat National des directeurs pénitentiaires.

17 mars – Pour ses collègues, la Seine Saint Denis se résout à signer des partenariats public – privé. Monsieur BARTOLONE (PS) justifie son choix par la situation financière du département. 3 contrats ont été conclus avec Eiffage et Fayat pour la construction de 5

collèges et la rénovation de 7 autres – loyer à verser durant 20 ans à compter de la fin de chantier en 2015 (24 Millions d'euros par an durant 20 ans).

18 mars – Libération d'Abdelhamid HAKKAR après 27 ans de prison - Agé de 56 ans, il est incarcéré depuis 1986 pour le meurtre d'un policier qu'il a toujours nié. Il a été condamné 4 fois pour des tentatives d'évasion. Il a purgé toutes ses peines. Il devrait être placé sous surveillance électronique.

Christel OUDIN, l'oubliée des crimes de l'A26 – Plusieurs jeunes filles ont été tuées en 1985 le long de l'autoroute. La justice refuse de rouvrir tous les dossiers. La prescription est de 10 ans en matière criminelle.

La Chine est le premier pays au monde pour le nombre d'exécutions capitales. Les organisations de défense des droits de l'homme l'estiment entre 2000 et 5000.

20 mars – A TOULOUSE l'horreur et la peur – Après le 15 mars où trois parachutistes ont été tués, lundi 19 mars quatre morts dont trois enfants devant un collège juif toulousain. Le calibre de l'une des deux armes serait le même dans les deux affaires.

Vols, flicage et ex-gendarmes... la vie chez IKEA – Dans le magasin de BREST une grande partie du personnel du groupe a été espionnée sans que l'on sache pourquoi.

21 mars – Page complète de publicité dans le MONDE de l'Institut pour la Justice – « 1700000 Français ont signé le Pacte 2012 pour la Justice. Un candidat à la Présidentielle peut-il l'ignorer ?

Actualité INTERNET

Orléans – La prison sort de terre à SARAN 768 places (Maison d'Arrêt, Centre de détention, quartier femmes, Centre de semi-liberté) ouverture d'ici l'été 2016, fermeture prévue d'ORLEANS et de CHARTRES. Coût : 95 Millions d'euros.

Trafic de CANNABIS au Centre de Détention de CAEN durant deux années 2009 – 2011 17 personnes impliquées.

Rassemblement devant la prison du PONTET (près d'AVIGNON) pour dénoncer les suicides ou morts suspectes en prison.

Un projet de prison dans une ancienne caserne du BAS-RHIN contesté par la population locale.

La « folie en prison », en prison on les appelle les « orphelins ».

Centre Pénitentiaire de LAON, un homme tente de se suicider en s'embrasant. Il a été sauvé par les surveillants le 17/03/12.

Réunion du syndicat FO au Centre de Détention de BAPAUME, il s'alarme à propos de la surpopulation carcérale dans la région pénitentiaire.

- ARRAS 138% taux d'occupation
- LONGUENESSE 209%
- Même situation à BETHUNE

Leur crainte : l'abandon de la fouille à corps, les « missiles » des paquets projetés au-dessus des murs d'enceinte.

Prison de REIMS pleine à craquer, les nouvelles incarcérations ont lieu à CHALONS en CHAMPAGNE – taux d'occupation 168%.

22 mars – Questions autour du suivi socio-judiciaire du suspect du meurtre de MARION à NANTES – Yannick Luende BOTHELO a été condamné à 9 reprises depuis 2007 pour des faits de petite délinquance n'ayant jamais entraîné de peines de prison ferme supérieure à 6 mois. Il avait arraché son bracelet électronique. Il était considéré comme évadé. Il a avoué avoir poignardé l'adolescente, grièvement blessé un retraité, tenté d'étrangler un octogénaire à son domicile.

La loi pénitentiaire du 24 11 2010 a assoupli les critères d'aménagement de peine. Dans le Grand Ouest 2769 mesures de placement sous surveillance électronique ont été initiées en 2011 contre 1583 en 2009.

22/23 mars – La même semaine dans le Nouvel Observateur et dans le magazine « le Monde » 2 articles à propos de Pierre BOTTON « le pénitent fier ».

23 mars – Mohamed MERAH, itinéraire d'un djihadiste – La dérive radicale d'un gamin des cités.

24 mars – L'Administration Pénitentiaire estime entre 100 et 200 le nombre de radicaux islamistes en prison. Les aumôniers musulmans sont encore trop peu nombreux en milieu carcéral.

L'avocat de Mohamed MERAH estime que « sa maturation idéologique s'est faite en cellule avec ses codétenus ».

Certaines prisons proches des grandes villes accueillent entre 50 et 80% de détenus de confession musulmane. Les délégués au renseignement pénitentiaire ont établi une grille d'évaluation pour détecter les phénomènes de radicalisation.

Un détenu obtient gain de cause contre les fouilles à nu - Tribunal Administratif de POITIERS détenu du Centre Pénitentiaire de VIVONNE.

La Cour d'Assises du Nord a acquitté Alexandra 32 ans du meurtre de son mari violent. « C'est l'avocat de la société qui vous le dit, vous n'avez rien à faire dans une Cour d'Assises, madame. Acquittez-la ». Luc FREMIOT avocat général.

27 mars – Abdelkader MERAH, cerveau islamiste ou fidèle inoffensif ? Il a avoué avoir prêté main forte à son frère pour voler le scooter, reste à déterminer s'il en connaissait l'usage.

La Cour Européenne des Droits de l'Homme rejette le recours de Dany LEPRINCE – Condamné à la Réclusion criminelle à perpétuité, assortie d'une peine de sureté de 22 ans, pour le meurtre de quatre membres de sa famille il clame depuis toujours son innocence. Demande de suspension de la peine de sureté qui court encore pendant 4 ans et demande de remise en liberté sous contrôle judiciaire devant le tribunal d'Application des peines de MELUN.

29 mars – « 2001 » un moment de consensus républicain contre le terrorisme – Après le 11 septembre, le gouvernement de Lionel JOSPIN avait proposé des mesures antiterroristes. Le PS et la Droite se sont alors unis au Parlement autour d'un texte originellement temporaire mais devenu fondateur.

La Pologne rattrapée par sa collaboration avec la CIA – L'ex patron du renseignement polonais est mis en examen à la suite d'une enquête sur une prison secrète américaine.

Un forestier avoue avoir tué une lycéenne. (Il était sans antécédent judiciaire).

Après les cafés philosophiques, voici le premier café du Droit. L'Ecole des Hautes Etudes appliquées en droit est à l'origine de cette initiative. Brasserie les Patios Place de la SORBONNE. 11 avril débat sur la peur de la justice pénale en France.

30 mars – De Khaled KELKAL à Mohamed MERAH, deux dérives meurtrières, deux énigmes. Les habitants de VAULX-EN-VELIN ont été frappés par les similitudes entre le jeune terroriste du GIA tué en 1995 par les forces de l'ordre et l'auteur des tueries de TOULOUSE et MONTAUBAN. « Des dizaines de milliers de jeunes ont la rage, le sentiment d'être humiliés » Christian DELORME prêtre du diocèse de Lyon.

Ouverture du procès d'ADLENE HICHEUR soupçonnée de visées terroristes. Le chercheur a été arrêté après plusieurs mails échangés avec un des cadres d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI).

Interpellation de quatre mineurs soupçonnés d'avoir tué l'un de leur camarade, de crainte qu'il ne les dénonce pour un cambriolage.

TOKIO trois condamnés à mort exécutés, il y a 13 condamnés à mort dans les prisons japonaises.

La cocaïne se banalise et prend la santé publique en défaut. 400.000 Français en consomment chaque année. Ses ravages ont terni l'image d'une drogue « festive ».

Trayvon MARTIN, symbole du »fardeau des jeunes noirs ». En Floride son meurtre éveille les consciences. Manifestants et pétitionnaires réclament justice face à ce crime raciste. L'auteur a été laissé en liberté.

31 mars – En Normandie, le guet-apens meurtrier de quatre adolescents – Alexandre, 17 ans, a été tué de deux balles dans la nuque par des camarades âgés de 15 à 17 ans.

Interpellations autour du groupe islamiste FORSANE ALIZZA. Selon les enquêteurs, le mouvement dissous le 29 février « formait des gens à la lutte armée ».

AVRIL 2012

1^{er} avril – Adlène HICHEUR ou le procès de la tentation djihadiste – Le procureur a requis 6 ans de prison contre le physicien, accusé de visées terroristes.

La vente aux enchères d'instruments de torture n'aura pas lieu, collection personnelle de l'ex-bourreau MEYSSONNIER, qui a procédé à 198 exécutions judiciaires en Algérie entre 1957 et 1962.

2 avril

LA CROIX - Nicolas SARKOZY s'est exprimé samedi devant l'Institut pour la Justice – Il a proposé que « les crimes sexuels répétés, jugés au cours de la même procédure, puissent être punis par la réclusion criminelle à perpétuité » contre 20 ans actuellement. Il a souhaité étendre les peines planchers à la réitération et plus seulement en cas de récidive. Il a prôné plus de « fermeté » envers les mineurs délinquants.

Nouvel Observateur – Un député sonne l'alarme « les prisons sous influence islamiste » Le chef de l'Etat a demandé au Garde des Sceaux « une réflexion approfondie sur la propagation de ces idéologies dans le milieu carcéral » 100 à 200 individus islamistes radicaux dans une population de 65 700 détenus. Sur les 918 aumôniers fréquentant 186 établissements pénitentiaires, 100 sont musulmans. Le député de l'Aude Nicolas DHUICQ (UMP) dénonce le prosélytisme qui progresse particulièrement dans les centrales.

3 avril – Entrée en vigueur d'un droit de pétition dans l'Union Européenne – Un million de citoyens peuvent demander à la Commission de légiférer sur un sujet précis depuis le 1^{er} avril (Initiative citoyenne européenne). Il faut constituer un comité de citoyens d'au moins sept Etats membres de l'Union, qui rédige une proposition enregistrée par la Commission après vérification de son contenu dans les deux mois. Au moins un million de citoyens doit la soutenir dans un délai de 12 mois. La Commission donne suite ou non dans un délai de 3 mois.

Le père d'une fillette agressée par son instituteur dénonce « l'inertie de l'Etat ».

4 avril – Le gouvernement affiche sa fermeté contre l'islam radical – Expulsions d'islamistes radicaux. Treize membres du groupe salafiste FORSANE ALIZZA mis en examen pour « entreprise terroriste ».

5 avril – TARNAC : le juge FRAGNOLI aurait renoncé au dossier. Contesté par les avocats le juge aurait demandé à être dessaisi.

6 avril – « Dans l'Amérique surarmée où il est permis de tuer » - Trayvon MARTIN a été abattu en Floride le 26 février au nom du droit à « défendre son territoire ». Une loi de 2005 offre une protection sans égale aux adeptes de l'auto-défense. A l'origine de cette loi et d'autres similaires dans d'autres états une association aussi puissante que discutée « l'Américan Legislative Exchange Council » ALEC qui préconise aussi les privatisations dans le domaine de l'éducation et des prisons.

Comment le juge traque les 4 Millions d'Euros disparus de l'affaire BETTENCOURT qui auraient pu contribuer à la campagne de SARKOZY en 2007.

Une série de quatre meurtres en ESSONNE met la police en alerte. Une arme de même calibre a déjà tiré trois fois.

MONDE | TÉLÉVISIONS | Le Monde
Dimanche 8 - Lundi 9 avril 2012

14

La prison, et après ? La réinsertion des femmes détenues

TÉVA 20.40 | DOCUMENTAIRE | Marielle Fournier a suivi trois femmes durant un an

Marie-France, 61 ans est revenue voir, de l'extérieur, la prison qu'elle a quittée il y a un an. Ses premiers mots ne manquent pas de surprendre : « J'ai abandonné mon petit chez-moi, ma petite cellule. » Plus tard seulement, elle précisera : « On quitte la prison la peur au ventre, parce que vous vous retrouvez soudain face à vous même. Plus personne qui vous dit de faire telle ou telle chose, et à quelle heure. En prison, on est entouré. Le personnel et les autres détenues vous aident. Vous n'êtes pas seul. Au début, je n'avais qu'une envie : y retourner. »

Le retour à la liberté n'est pas synonyme de bonheur. Il faut se reconstruire, réapprendre le quotidien, coupé de la famille, souvent, et sans travail. Une fois dehors, le chemin à parcourir est encore long. Difficile. Nombreuses sont celles qui n'y résistent pas. Dans les cinq ans qui suivent la sortie, une femme sur trois est à nouveau condamnée. Beaucoup replongent dans les addictions (drogue, alcool) dont elles étaient victimes avant leur emprisonnement. La dépression aussi peut les conduire au pire. Le regard des autres ne faisant pas de cadeau, et particulièrement aux femmes : « Par rapport à la féminité, à la maternité, une femme a moins le droit à l'erreur », souligne-t-on à l'association de soutien et d'accompagnement, Parcours de femmes.

« RENOUER AVEC UNE FÉMINITÉ REFOULÉE... »

Pour son premier documentaire, en qualité de réalisatrice, Marielle Fournier a suivi trois femmes, durant un an, à des étapes différentes de leur réinsertion. Elle a recueilli leurs propos, avec pudeur, se plaçant à bonne distance. Elle est également entrée dans le quartier des femmes de la maison d'arrêt de Beauvais (Oise) pour rendre compte du tra-



Sorti de prison, il faut se reconstruire, réapprendre le quotidien. X. POPLY/TEVA

vail de réinsertion entrepris par l'administration pénitentiaire et Pôle emploi. Au programme, un « job-dating » et un relooking, pour trouver un emploi, reprendre confiance en soi et « *renouer avec une féminité refoulée après des années d'incarcération* ». Au-delà d'un secours concret, cette initiative apporte un soutien psychologique important. Certaines détenues se mettent à pleurer, émues qu'on puisse ainsi s'occuper d'elles et que l'on fasse ressortir ce qu'elles ont de meilleur en elles.

Malgré les blessures et les embûches, certaines parviennent à repartir. Comme Sarah, 25 ans qui, à sa sortie de prison, n'avait qu'une envie, « *marcher, marcher, marcher. Même la nuit, je sortais pour marcher* », et qui s'est offert un tour du monde lors duquel elle a trouvé son prince, « *la perle rare* » qu'elle n'attendait plus. De l'autre côté du mur, parfois, l'horizon s'ouvre sur un avenir. ■

VÉRONIQUE CAUHAPÉ

Marielle Fournier (France, 2012, 74 minutes).

Le Conseil Constitutionnel impose l'enregistrement de toutes les gardes à vue criminelles sans exceptions : un régime différent selon les crimes constituait une « discrimination ».

Levée des dernières gardes à vue d'islamistes radicaux présumés.

Justice : première audience à PARIS du nouveau tribunal correctionnel pour mineurs, composé de trois juges professionnels dont un juge des enfants (réforme instaurée par la loi du 10 août 2011).

10 avril – En Corse un double meurtre intervient après une série d'assassinats liés au banditisme – Depuis le 1^{er} janvier cinq hommes ont été tués par arme à feu en Corse.

11 avril – Incendie criminel contre une mosquée en Corse.

12 avril – Mouvement de blocage des Maisons d'Arrêt. Initiative du mouvement : Force Ouvrière. Demande de recrutement de personnels de surveillance du fait du transfert du Ministère de l'Intérieur au Ministère de la Justice des missions d'extraction et d'escorte des personnes détenues.

Contrôles au faciès : l'Etat assigné en justice. Avec le dépôt de 15 recours le 11 avril l'ONG « Open Society » entend dénoncer une « discrimination institutionnelle ».



Un policier tué lors d'une intervention à CHAMBERY.

Projet de loi antiterroriste en conseil des ministres après l'affaire MERAH

- Créer un délit de consultation habituelle et sans motif légitime des sites internet qui incitent au terrorisme ou en font l'apologie.
- Délit : le fait de se rendre, même seul dans un camp d'entraînement à des fins terroristes.

Le bracelet électronique, star contestée de l'aménagement de peine – Le nombre de personnes sous surveillance électronique a augmenté de 25% en un an, alors que les prisons ne cessent de battre des records de surpeuplement.

13 avril – Education : l'Etat favorise les plus privilégiés d'après un document de la Cour des Comptes. En France on sait où vont les élèves défavorisés mais on ferme les yeux sur cette donnée lors de l'allocation des moyens.

Terra Nova, boîte à idée proche du PS propose d'importer le « community organizing » à l'américaine dans les banlieues françaises. Créer des conseils d'habitants dotés d'un vrai pouvoir de décision.

La mort d'un policier à CHAMBERY relance le débat sur les effectifs.

Le neveu d'un caïd marseillais tué par balles (2011 20 règlements de compte dans les Bouches du Rhône).

14 avril – Dans le Nord, petit arrangement avec la loi dans trois commissariats. Des policiers ont vendu illégalement à des ferrailleurs des objets saisis.

Les confessions du clandestin corse « DUME », ou la dérive d'un ex poseur de bombes, il a été condamné à 13 ans de prison.

Le groupe TOTAL devenu une arme de destruction massive - Tribune d'Eva JOLY « Nous devons en finir avec l'impunité des entreprises de criminels en col blanc ».

16 avril – Ouverture du procès d'Anders BREIVIK auteur de double attentat à OSLO et sur l'île d'UTOYA qui a fait 77 morts le 22 juillet 2011.

17 avril – François BAYROU propose que le ministre de la Justice soit désigné par consensus. Le parlement se prononcerait par un vote qualifié sur le choix du garde des sceaux.

Un suspect interpellé et placé en garde à vue dans l'affaire des quatre meurtres de l'ESSONNE.

Coup de filet anti islamiste : la colère d'une famille humiliée. Deux frères ont été libérés sans charge après 37 heures de garde à vue et une violente interpellation.

Sept interpellations dans l'affaire du policier tué à VITROLLES – Les sept personnes appartiennent à la communauté des gens du voyage.

Le Conseil Constitutionnel valide la taxe de 35 euros sur les procédures judiciaires non pénales (150 euros en appel).

18 avril – Le général VIDELA admet les milliers d'assassinats perpétrés sous la dictature argentine, à partir de 1976 l'armée du coup d'Etat.

Le parquet fait appel de la libération conditionnelle de Jean Marc ROUILLAN ancien d'Action Directe (il bénéficie d'une semi liberté sous bracelet électronique).

Le policier impliqué la collision mortelle de VILLIERS LE BEL en 2007 jugé le 29 juin.

Les enquêteurs de la Brigade des Stups mettent au jour un vaste trafic de CANNABIS entre le Maroc et la France. Nourdine A. est suspecté d'être le chef d'un réseau brassant des dizaines de millions d'euros.

Le tribunal administratif refuse d'annuler l'expulsion d'un Algérien après l'affaire MARAH. Il a été expulsé en urgence, par le Ministre de l'Intérieur qui l'accusait d'avoir participé à des attentats au Maroc en 1994.

Procès d'Anders BREIVIK – Il peut être condamné à une peine de prison 21 ans maximum ou être enfermé dans une institution psychiatrique le reste de sa vie.

19 avril – Face à ses juges, Anders BREIVIK s'enferme dans sa rhétorique de haine - Il veut sauver l'Europe du multiculturalisme, de la trahison des journalistes, des sociaux démocrates et des libéraux.

Nantes affronte son passé négrier avec son Mémorial de l'abolition de l'esclavage. De la fin du 17^{ème} siècle à 1848 450.000 Africains ont été victimes des expéditions nantaises. Selon les Nations Unies il y a encore 27 Millions d'esclaves dans le monde.

Les enquêteurs pensent tenir les meurtriers d'un policier à VITROLLES.

Corée du nord : témoignage d'un survivant rescapé du camp 14. Il y aurait entre 145.000 et 200.000 prisonniers en Corée du Nord.

20 avril – Lieux de détention : la France peut mieux faire - Le Comité européen pour la prévention de la torture dresse un bilan mitigé des conditions d'enfermement. Visite en France du 28 novembre au 10 décembre 2010 dont celle de deux établissements pénitentiaires, Maison centrale de POISSY et Centre Pénitentiaire du HAVRE.

- A POISSY le CTP invite la Direction à vérifier les quantités de nourriture (fournies par la société EUREST) servies aux détenus. Majorité des détenus menottés et entravés lors des extractions médicales. Détenu handicapé vit une situation indigne 24h sur 24 sur son fauteuil roulant ou au lit.
- Au HAVRE « usage excessif de la force dû au manque d'expérience de la majorité des surveillants ».

Interrogation à propos de l'utilité de la construction de nouvelles prisons alors qu'on souhaite développer des peines alternatives.

21 avril – Après 18 ans de prison, Dany LEPRINCE est libérable - Le Tribunal de l'Application des peines a levé sa période de sureté qui courait théoriquement jusqu'à juin 2017. Il avait fait l'objet d'un transfert au Centre National d'Evaluation de FRESNES du 8 janvier au 19 février pour des expertises.

La Commission pluridisciplinaire des mesures de sureté doit rendre un avis avant qu'une liberté conditionnelle lui soit éventuellement accordée.

L'Angleterre échoue à réduire les pouvoirs de la Cour Européenne des Droits de l'Homme Palmarès des condamnations

- 159 condamnations TURQUIE

- 121 condamnations RUSSIE
- 23 condamnations France
- 8 condamnations ANGLETERRE

22 avril – Prisons : un droit de vote plus théorique qu'effectif - Les détenus souhaitant participer au scrutin sont soumis à un véritable parcours du combattant. La population carcérale, la moins socialisée, est aussi la moins informée en dépit des efforts des associations Robin des lois, Ban Public ou l'Observatoire International des Prisons.

1^{er} avril 77304 personnes sous écrou, détenus hébergés 67161. N'ont pas le droit de vote : les mineurs 780,
les étrangers 13000,
les condamnés privés de leurs droits civiques 2000.

28 avril – Nicolas SARKOZY flatte les policiers, François HOLLANDE affiche son soutien. Le 25 avril un policier ayant abattu un délinquant en fuite en Seine Saint Denis a été mis en examen pour homicide volontaire.



Nicolas SARKOZY a proposé de créer une présomption de légitime défense pour les policiers, mesure portée par le Front National. Il ne se dit pas choqué par la « perpétuité réelle » prônée par Marine LE PEN.

Les syndicats de magistrats ont protesté contre ce nouvel épisode de la guerre entre policiers et magistrats.

L'ancien Président libérien Charles TAYLOR jugé coupable de crimes contre l'humanité (crimes commis durant la guerre civile en Sierra Léone de 1991 à 2002).

29/30 avril – Le « coupable idéal » du premier meurtre de l'ESSONNE. Michel COURTOIS est toujours écroué, alors que Yoni PALMIER est désormais mis en examen pour les quatre assassinats.

Clôture de l'instruction de l'affaire Laëtizia PERRAIS par les juges nantais. Le procès de Tony MEILHON devrait se tenir en 2013.

Une drogue de plus par semaine en Europe – Près de la moitié des nouvelles substances sont des cannabinoïdes de synthèse, les ventes en ligne explosent.

2015 - Ouverture d'un nouveau centre pénitentiaire près de RIOM : 554 places fermeture de deux établissements vétustes à RIOM

L'Etat condamné en raison des conditions de détention à la maison d'Arrêt d'ORLEANS qui détient un record de surpopulation 250%. Un constat a été réalisé par un expert, 1500 euros et 500 euros de dommages et intérêts aux deux détenus concernés.

Mutinerie à Saint Briec : 6 mois de plus sous les verrous. Un surveillant avait été blessé.

Prisons : 4 semaines de mobilisation – Depuis le 4 avril 2 syndicats F.O et la CGT dénoncent le manque de personnels.

MAI 2012

3 mai – Le dissident qui défie Pékin et Washington – Agé de 40 ans, né aveugle, il a appris le droit et est devenu avocat, il a défendu des parents luttant contre la politique de l'enfant unique. Il a été condamné à 4 ans de prison, il a été torturé. Depuis 2010 il est libre mais assigné à résidence. Il subit brimades et tabassages. Il s'est réfugié à l'ambassade des Etats-Unis.

Interrogations sur la mort d'un malfaiteur à NOISY-le-SEC – La mise en examen d'un policier le 25 avril, pour homicide volontaire a déclenché une polémique.

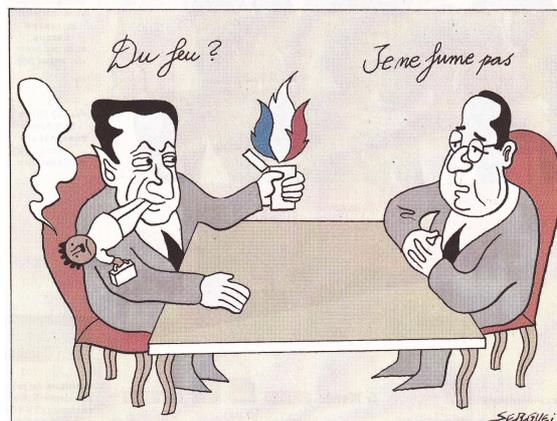
Une association de soutien aux victimes et un condamné demandent l'abrogation de la loi sur le harcèlement sexuel. Le Conseil Constitutionnel doit se prononcer le 4 mai. Le texte est jugé trop flou.

4 mai – Plusieurs prisons bloquées par des surveillants pénitentiaires – Un rassemblement est prévu le 10 mai à PARIS.

Un médecin agressé par les proches d'un malade à l'hôpital de Grenoble.

Immigration : François HOLLANDE durcit la position du P.S sur la rétention des étrangers en situation irrégulière.

Politique de l'immigration par Serguei



5 mai – Le délit de harcèlement sexuel abrogé par le Conseil Constitutionnel – « la disposition contestée méconnaît le principe de légalité des délits et des peines ainsi

que les principes de clarté et de précision de la loi, de prévisibilité juridique et de sécurité juridique ».



« 1% logement » le tribunal écarte la plupart des charges contre Thierry GAUBERT. L'ex collaborateur de M. SARKOZY est condamné pour détournement de fonds.

6/7 mai – Le dissident CHEN GUANGCHENG va pouvoir se rendre aux Etats-Unis.

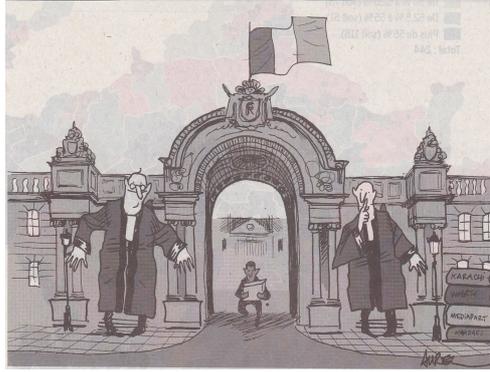
Harcèlement sexuel : après la censure, les craintes des plaignantes – Le Conseil Constitutionnel a annulé, vendredi 4 mai, une loi jugée trop imprécise, avec effet immédiat.

Prison ferme pour le physicien du CERN qui conversait avec Al-Qaïda au Maghreb : 5 ans dont un avec sursis.

Christian VAN GELOVEN est mort en août 2011 en prison – Condamné en 1994 à la Réclusion criminelle à perpétuité avec une période de sûreté de 30 ans pour avoir torturé et tué deux fillettes.

Radiation définitive de l'avocat Karim ACHOUÏ, avocat des figures du grand banditisme dont Antonio FERRARA.

9 mai – Les affaires qui menacent Nicolas SARKOZY – Le président sortant perdra le 15 juin l'immunité pénale qui le protégeait d'éventuelles convocations judiciaires - affaire BETTENCOURT, affaire KARACHI, piste lybienne, affaire des sondages de l'Elysée.



Les antécédents judiciaires rassemblés dans un seul fichier : Traitement des Antécédents Judiciaires (TAT) Il remplacera le 31/12/2013 les STIC et JUDEX.

Deux hommes qui se rendaient à la Mosquée d'AMIENS ont été roués de coups et insultés le samedi 5 mai.

Hommage à une jeune femme morte brûlée en Seine Saint Denis. Son petit ami a été mis en examen pour assassinat et incarcéré.

Mort de Mohamed MOULAY, l'homme au poignard de LE PEN – Son père a été torturé et tué par une patrouille de parachutistes commandée par Jean Marie LE PEN le 3 mai 1957. Le poignard de LE PEN (couteau des jeunes hitlériennes) a été retrouvé par Mohamed MOULAY à la suite de l'intervention des paras.

L'association Tousbranchés.com a développé un concept original de salle informatique mobile pour diffuser la maîtrise de l'informatique. Projets réalisés en partenariat avec les pouvoirs publics de LORRAINE. L'association se déplace par exemple dans les établissements pénitentiaires.

France SOIR 9/0/2012

François HOLLANDE veut désengorger les prisons.

30 avril 67161 détenus pour 57243 places – 128 prisons sur 245 sont surpeuplées.

André VALLINI sénateur, chargé des questions de justice, détaille le programme de F. HOLLANDE

1. suppression des peines planchers (instaurées en août 2007).
2. alternative à la détention en prison : développement des Travaux d'intérêt général avec ou sans bracelet électronique. Il faut punir utilement. Le parc pénitentiaire est suffisant.
3. dialoguer avec les surveillants pénitentiaires – Cela a commencé avant l'élection de F. HOLLANDE, cela se poursuivra après la nomination le 15 mai du nouveau Garde des Sceaux.

10 mai – Soupçons de viol après un bizutage chez les pompiers de Paris.

Affaire de Karachi : un document renforce les soupçons de financement illégal de la campagne de M. Balladur.

Rassemblement des policiers à l'appel de F.O (SGP) après la mise en examen d'un policier pour homicide volontaire Place du Châtelet.

11 mai – Des procureurs surchargés et déboussolés – Un groupe de travail chancellerie – syndicats préconise le recrutement de 300 magistrats du parquet. Les procureurs français gèrent 49,2% des procédures. La France compte 3 procureurs pour 100.000 habitants contre une moyenne de 10,4 en Europe Les procureurs européens traitent 502 affaires chacun contre 2673 en France.

12 mai – Place BEAUVAU, il faudra faire sans Alain BAUER – Il va démissionner de la présidence du conseil d'orientation de l'Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales (ONDRP).

A MARSEILLE, la macabre série des règlements de compte : treizième homicide depuis début 2012.

Treize pompiers de PARIS déférés au parquet pour viol et violences.

Police : Taser : le défenseur des Droits demande des poursuites disciplinaires contre deux policiers qui avaient utilisé leurs Taser pour maîtriser un sans papier décédé lors de son interpellation.

Agression au CHU de Grenoble : peine de prison ferme contre le fils de la patiente qui avait violemment agressé un médecin.

13 mai – Un nouveau de magistrats marqué à droite, en réaction à l'élection de François HOLLANDE – Baptisé « Magistrats pour le justice », il entend se battre contre une « politique de laxisme pénal ». Initiative d'Alexandre ONFRAY, 39 ans, ancien conseiller de Rachida DATI. Rappel : l'Association Professionnelle des Magistrats (1981) née avec la victoire de MITTERRAND a disparu en 2008.



15 mai – « Respect » et « séparation des pouvoirs » les attentes d'un juge d'instruction – « Ce que j'attends c'est aussi un garde des sceaux qui ait une certaine envergure » Frédéric DESAUNETTES juge d'instruction à NANTES

Médiator : Servier comparait pour « tromperie » - Moins de trois ans après le retrait du « coupe-faim », un premier procès s'ouvre devant le tribunal de NANTZERRE.

16 mai – Affaire BALLADUR : comment l'argent occulte a circulé – 71,2 Millions de Francs ont été retirés en Suisse par des intermédiaires. Une partie aurait financé la campagne de 1995.

L'offensive procédurale des avocats de Monsieur SERVIER interrompt le procès du Médiateur.

Jean Marc AYRAULT nouveau premier ministre.

17 mai – Au Mexique, la violence des cartels s'accroît à un mois et demi des élections. Début mai, 23 morts ont été trouvés à Nuevo Laredo : 9 pendus à un pont et 14 décapités.

DSK contre-attaque en réclamant un million de dollars à Nafissatou DIALLO

Mohamed MERAH avait projeté un attentat à PARIS (l'ambassade de l'Inde).

Action Directe : liberté conditionnelle pour Jean Marc ROUILLON, il a passé 24 ans en prison.

18 mai – Le nouveau gouvernement :

- Christiane TAUBIRA garde des sceaux ministre de la justice (née en 1952) candidate à l'élection présidentielle de 2002 sous les couleurs du Parti Radical de Gauche.
- Delphine BATHO ministre déléguée à la justice (39 ans) députée des Deux Sèvres proche de Madame ROYAL Vice Présidente de SOS Racisme.
- Manuel VALLS ministre de l'Intérieur auteur du livre « Sécurité, la gauche peut tout changer ».

Anciens détenus, ils veulent casser l'image positive de la prison dans les cités – Une poignée d'ex-condamnés issus des quartiers populaires parlent réinsertion aux détenus. « Nous avons fait tous deux des longues peines mais on va vous montrer que l'on peut continuer et avoir des projets une fois sortis ».

Mouloud MANSOURI Président de l'association Fu Jo Berthet ONE dessinateur de Bandes Dessinées, Yazid KHERFI « Dans les quartiers beaucoup disent que la prison est facile. On doit dévaloriser ce qu'ils valorisent ».

En Corse les enquêteurs privilégient la piste d'un groupe clandestin nationaliste après une vingtaine d'attentats. Des résidences secondaires de continentaux et d'Italiens ont été visées dans la nuit du 11 au 12 mai.

6 militants d'ultragauche en procès à PARIS – Soupçonnés d'avoir fabriqué des bombes artisanales, ils sont jugés pour acte terroriste. Ils risquent jusqu'à 10 ans de prison.

19 mai – A l'Elysée, M. HOLLANDE aspire le cabinet de Jean Pierre BEL.

Ex avocat près la Cour d'appel de MONTPELLIER, Pierre VALLEIX (ancien du cabinet d'Elisabeth GUIGOU) sera le conseiller justice du Président.

A N ANTES, l'équipée sauvage de six jeunes en rupture – Les adolescents ont foncé dans un barrage de police, deux d'entre eux ont été incarcérés.

Justice – Najat VALLAUD – BELKACEM, ministre des droits des femmes, promet un projet de loi sur le harcèlement sexuel.

20 mai – Affaire BISSONNET – Le vicomte d'Harcourt, âgé de 87 ans, condamné pour complicité d'assassinat en novembre 2011 a bénéficié d'une libération conditionnelle. Il a passé 15 mois derrière les barreaux. Les détenus de plus de 70 ans bénéficient de conditions plus favorables pour obtenir leur libération conditionnelle.

22 mai – Christiane TAUBIRA affiche la rupture avec la politique judiciaire de Nicolas SARKOZY, elle souhaite « revenir à l'esprit de l'ordonnance de 1945 » sur les mineurs. Le vendredi 18 mai elle s'est invitée à la finale du Challenge National de Basket pénitentiaire. Elle place la réinsertion et l'amélioration des conditions de vie des détenus parmi les objectifs de son ministère.

François HOLLANDE s'est engagé sur deux réformes : suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs (loi du 10 août 2011) et celle des peines planchers.

Rencontre avec Pierre JOXE qui se consacre à la défense des mineurs

Nominations : Christian VIGOUROUX nommé Directeur de Cabinet de la Ministre de la Justice (ancien directeur de cabinet d'Elisabeth GUIGOU). Adjoint : Jean François BEYNEL (ex conseiller technique chargé de la politique pénitentiaire au cabinet de Madame GUIGOU) magistrat.

Jean Louis DAUMAS annoncé comme Directeur de cabinet de Delphine BATHO. Nomination invalidée.

Chen GUANGCHENG le dissident chinois est arrivé à NEW-YORK avec sa famille.

24 mai – La Cour de Strasbourg somme LONDRES de moduler la suppression de vote pour les condamnés. 2500 plaintes de détenus anglais qui veulent voter.

Bettencourt : la piste du financement illégal de l'UMP – Le juge a acquis la certitude que M. WOERTH, trésorier de la campagne de M. SARKOZY en 2007 a reçu des espèces.

Jugement le 25 juin pour 6 accusés de terrorisme d'ultragauche.

Lettre à Delphine BATHO par Sandrine BLANCHARD « Si vous postuliez aujourd'hui à un tel logement vous ne seriez pas éligible » 1524 euros par mois pour 108 mètres carrés dans le 18^{ième} arrondissement (tarif de 30% inférieur au prix du marché locatif privé).

Cuba : Population carcérale de plus de 57000 personnes. Population totale 11.2 Millions d'habitants, taux de population carcérale 508 prisonniers pour 100.000 habitants. En France 67500 détenus pour 65 Millions d'habitants.

« Mon prof de déontologie est un voyou » Pour enseigner l'éthique des affaires, plusieurs programmes MBA font intervenir d'anciens criminels en col blanc devant

leurs étudiants. Exemple : Andrew FASTOW il était directeur financier d'ENRON, il a été condamné à 6 ans de prison pour avoir dissimulé les pertes de l'entreprise.

25 mai – Le parti socialiste organise la « protection rapprochée » de Christiane TAUBIRA. La Garde des sceaux concentre les attaques de l'UMP depuis plusieurs jours à propos de son passé autonomiste, son « laxisme » à propos de l'annonce de la suppression des tribunaux correctionnels pour mineurs notamment.

Rancœur et héritage au procès LE COUVIOUR – Josiane LE COUVIOUR est accusée d'avoir commandité l'assassinat de sa belle-mère pour une question d'argent.

Michel NEYRET, ancien numéro 2 de la PJ de LYON, est sorti de prison après 8 mois de détention provisoire.

La gaffe embarrassante d'une policière des renseignements au Palais de Justice. Elle photographiait le public d'un procès dans une salle réservée aux témoins.

Les Echos

Prisons : une équation budgétaire risquée – loi du 27 mars 2012 relative à l'exécution des peines

- 24000 nouvelles places de prison d'ici 2017
- Budget prévu 3,08 Milliards d'euros dont 2,7 dans le partenariat public – privé
- Recrutement prévu : 6900 créations de postes dont 6000 surveillants

François HOLLANDE s'est engagé à doubler le nombre de centres éducatifs fermés (40 aujourd'hui) Evaluation : 88 Millions d'euros d'ici 2017.

26 mai – Sécurité : « Les effectifs ne sont pas le problème principal » Sébastien ROCHE sociologue. A Montréal, il y a un plan stratégique et un adjoint au directeur de la police chargé des relations communautaires. En France il n'y a rien. Les mesures comme les peines planchers renforcent la récidive des mineurs.

Les chrétiens inquiets d'une stigmatisation des migrants – « Que 27% des catholiques pratiquants de moins de 35 ans aient voté Marine LE PEN justifie notre mobilisation ». Une vingtaine de mouvements catholiques et protestants ont présenté un texte le 24 mai.

L'attente sans fin de proches d'Estelle MOUZIN, disparue en 2003 à l'âge de 9 ans – Le père de la victime et les avocats de l'Association ESTELLE déplorent les lenteurs de la justice.

27 mai – Dans les griffes des pervers narcissiques – Marie France HIRIGOYEN : « Des vampires qui ont besoin de regonfler leur estime d'eux-mêmes en vidant leur victime de sa substance ». Séduction, emprise, destruction... ces manipulations peuvent pousser leur conjoint(e) au suicide. Son comportement l'empêche de devenir fou.

Le rattachement de l'immigration au ministère de l'intérieur critiqué par France Terre d'Asile et la Ligue de droits de l'homme.

29 mai – RTL estime qu'Eric ZEMMOUR est « dans son rôle de chroniqueur » - Le polémiste est accusé de racisme et de misogynie à l'encontre de Christiane TAUBIRA.

30 mai – « les tontons flingueurs » de la droite niçoise – Ils ont des surnoms pittoresques, ils affichent fortune et jolies femmes... et sont englués dans des affaires judiciaires. Rencontre avec quatre drôles d'élus locaux bien décidés à faire tomber le maire de NICE, Christian ESTROSI.

Un restaurateur corse réchappe d'une troisième tentative d'assassinat.

31 mai – Nouveau casting à la tête de la police : GAUDIN, PECHENARD et SQUARCINI sont remplacés par Bernard BOUCAULT à la Préfecture de Police, Claude BALAND à la Direction Générale de la Police Nationale, Patrick CALVAR à la Direction Centrale du Renseignement intérieur.

JUIN 2012

1^{er} juin – Josiane Le COUVIOUR, belle fille d'un industriel, est accusée d'avoir fait assassiner l'épouse de ce dernier afin de « sauvegarder » les millions de la succession. L'audience raconte aussi une histoire sociale.

Drogue : la consommation des jeunes à la hausse. Selon une étude européenne, la France affiche une dégradation des indicateurs sur le tabac, l'alcool et le cannabis. Après cinq ans d'approche répressive incertitude sur la politique des drogues. La gauche reste prudente de peur d'être accusée de laxisme.

Un projet de loi sur le harcèlement sexuel adopté pour fin septembre. Projet de loi déposé conjointement par le Ministère de la Justice et le Ministère du droit des femmes. Le texte reprendra la définition d'une directive européenne de 2002.

Sylvie ANDRIEUX, candidate P.S aux législatives, renvoyée en correctionnelle pour détournement.

2 juin – Manuel VALLS, ministre de l'Intérieur, un laïc exigeant » face aux religions – Le ministre va devoir adopter ses positions tranchées à la volonté d'apaisement du nouveau pouvoir.

Le ministre de l'Intérieur prépare un texte sur les contrôles d'identité, délivrance d'un récépissé aux personnes dont l'identité a été contrôlée.

3 juin – Reçus de contrôle d'identité : Monsieur VALLS devra convaincre des policiers hostiles. La mesure avait été promise par Monsieur HOLLANDE.

Madame Geneviève FIORASO ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche est très sévère à propos des contrats de partenariat public-privé pour rénover 12 sites universitaires (opération campus). « Les PPP coûtent cher et ne profitent qu'aux grands majors du BTP. Nous devons envisager d'autres montages juridiques et financiers moins complexes, avec l'appui de la Caisse des Dépôts ».

Prison ferme pour les parents coupables d'excision sur leurs filles

Policiers écroués pour viol d'une étudiante se livrant occasionnellement à la prostitution.

5 juin – Procès KERVIEL : 4,9 Milliards au cœur de l'audience. En première instance il avait été condamné à 3 ans de prison ferme et à 4,9 Milliards d'euros de dommages et intérêts.

Luka Rocco Magnotta traqué par la police française – Canadien qui aurait dépecé un étudiant à MONTREAL.

Trois jeunes juifs agressés à coups de marteau et de barre de fer. Le 1^{er} Ministre a condamné une agression d'une «violence insupportable».

6 juin – TAUBIRA BATHO et leur influent directeur de cabinet – Aux côtés des ministres, Christian VIGOUROUX apparaît comme l'homme fort du Ministère.

Christian VIGOUROUX Directeur de cabinet, Jean François BEYNEL Directeur adjoint, Jean Louis GERAUD Chef de cabinet, trois anciens du cabinet d'Elisabeth GUIGOU.

A l'Elysée Pierre VALLEIX conseiller justice, à Matignon Fabienne KLEIN DONATI conseillère justice, tous deux ont travaillé avec Elisabeth GUIGOU. Conseillère à la politique pénale ; Valérie SAGANT magistrat. Conseillère pénitentiaire : Pascale BRUSTON magistrat spécialiste de l'application des peines. Conseiller pénal : Philippe ASTRUC ancien directeur de l'ENAP.

Attributions de Delphine BATHO : aide aux victimes, exécution des peines et promotion des droits. Elle a aussi la main sur l'Administration Centrale, autorité sur la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces, l'Administration Pénitentiaire et la Protection Judiciaire de la Jeunesse.

« Après l'affaire MERAH, il y a eu un pic d'actes antisémites » d'après le vice président du CRIF.

7 juin – Polémique à propos du cannabis – Pour Cécile DUFLOT « le cannabis c'est comme l'alcool et le tabac ... Je sais que ce n'est pas la position du gouvernement ».

La féminisation massive de la magistrature s'arrête aux portes de la hiérarchie, près de 60% des juges sont des femmes, près de 87% à être reçues au concours 2012 de l'Ecole Nationale de la Magistrature.

Aubervilliers : les braqueurs étaient surveillés par la police. Les véhicules des braqueurs étaient équipés de balises.

Les juges d'instruction de l'affaire MERAH ont demandé la levée du secret défense, elles ont reçu les familles des victimes.

8 juin – François PUPPONI député PS de SARCELLES soupçonné d'abus de bien social, selon la police il a utilisé indûment la carte bancaire d'une société d'économie mixte (25800 euros de dépenses).

Le débat sur la dépénalisation du cannabis ravivé après les propos de Madame DUFLOT. Les positions en présence :

1. Maintien de la législation (HOLLANDE, ROYAL, VALLS, MONTEBOURG)
2. Légalisation (Eva JOLY, Jean Michel BEYLET)
3. Dépénalisation de l'usage de cannabis (Martine AUBRY)
4. Contraventionnalisation de l'usage (plus de prison, plus de garde à vue) position de François REBSAMEN en avril 2012.

La Cour de cassation interdit la prison et la garde à vue pour séjour irrégulier – Arrêt de la Chambre criminelle du 5/06/12 conforme à la décision de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 28 avril 2011. En un an, 500 étrangers sont condamnés pour défaut de titre de séjour dont 200 à de la prison ferme.

Arrestation de trois suspects après le meurtre d'un policier à CHAMBERY à l'occasion d'un cambriolage.

Un homme en fuite après l'agression antisémite de VILLEURBANNE. Le procureur estime que l'emballage médiatique de l'affaire a perturbé les investigations.

9 juin – Procès KERVIEL : passe d'armes entre la Cour et l'ex-trader. – La défense est mise à mal par la pugnacité de la présidente.

Cannabis : HOLLANDE toujours opposé à la dépénalisation ;

MARSEILLE : scènes de délabrement politique ordinaire – Insultes, menaces, corruption, clientélisme... cela se passe à MARSEILLE, en 2012, pendant la campagne électorale des législatives. « C'est simple, tous les candidats ou presque nous les avons soit mis en examen, soit convoqués dans un dossier » un magistrat marseillais.

Renaître après un traumatisme – Congrès mondial à PARIS sur la résilience. « les attaches affectives sont l'un des éléments essentiels du processus de reconstruction ». Marie ANAUT psychologue clinicienne.

Les fondements de l'ordonnance sur les mineurs – Courriel d'André CHADEAU qui fut détenu avec le procureur Paul AMOR pour faits de résistance à la prison des TOURELLES à PARIS. Dans la cour de la prison étaient rassemblés des jeunes délinquants incarcérés, leur seule occupation tourner en rond en chantant « Maréchal nous voilà » alors que les surveillants les abreuyaient d'insultes. AMOR était effondré, c'est lui qui soumettra l'ordonnance relative aux mineurs (2 février 1945) au Général de Gaulle, en qualité de Directeur de l'Administration Pénitentiaire.

Des cas d'« hikikomori » en France – Au Japon, des centaines de milliers d'adolescents et de jeunes adultes vivent reclus à domicile, refusant toute vie sociale. Le phénomène est désormais décrit dans d'autres pays.

Le psychiatre et psycho-analyste Serge TISSERON émet une hypothèse, ce comportement de repli à l'intérieur de soi éviterait l'entrée dans une pathologie psychiatrique telle qu'un effondrement dépressif ou le développement d'une phobie.

10 juin – Le financement par fondation s’installe dans l’éducation – Le lycée parisien Louis-le-Grand vient de créer une structure pour recourir aux fonds privés. « Dans le contexte de rareté du financement public, beaucoup de structures en viennent au mécénat ». Gaëlle AFERIAT Directrice de l’Association françaises des « Fundraisers ».

Meurtre d’une jeune joggeuse en ARDECHE un suspect mis en examen et écroué.

12 juin – Villiers-le Bel : les autorités jouent l’apaisement après la collision survenue le 9 juin entre une voiture de la Brigade anti criminalité (BAC) et un deux-roues. De novembre 2007 à 2012 5 ans de tensions. 25 novembre 2007 deux adolescents tués dans un accident mini moto et véhicule de police.

13 juin – Gel de l’extension de la réforme des « jurys populaires » en matière correctionnelle a annoncé le porte-parole du Ministre de la Justice.

Le compte chaotique fourni par les parents de Marina. Ils sont jugés aux assises pour avoir torturé à mort la fillette en août 2009.

Le harcèlement sexuel plus sévèrement puni. Projet de loi le 13 juin en Conseils des Ministres.

Affaire BETTENCOURT : Maître Wilhem, M Courbit et l’infirmier de la milliardaire en garde à vue.

Le père de Mohamed MERAH porte plainte pour meurtre.

Le suspect des premiers meurtres de l’ESSONNE remis en liberté. Un deuxième suspect, Yoni PALMIER a été mis en examen pour quatre meurtres.

14 juin – Pas de loi d’amnistie, selon Madame BATHO. « Cela pourrait être interprété comme un mauvais signal ». Suite à l’avis du Contrôleur général des lieux de privation de liberté Jean Marie DELARUE. Il se prononce pour une loi d’amnistie des peines « très légères » prononcées avant 2012 et non exécutées, afin de ne pas aggraver la surpopulation carcérale. 1^{er} Mai 67073 détenus, taux de surpopulation 117%.

Libération

Prison : le PS ferme la porte à l’amnistie. Entretien avec J.M. DELARUE En France 2% des détenus effectuent des longues peines. Le séjour moyen est de 10 mois. Depuis 2002 baisse de la délinquance, 30% de détenus en plus.

Manifeste « pour une prison juste et efficace » Nous devons tout d’abord créer en France une véritable peine de probation qui pourra être prononcée au lieu et place de l’emprisonnement.

15 juin – Affaire Marina : les institutrices avaient tenté de protéger la fillette de ses parents.

16 juin – PRISON : la dérive inquiétante du nombre de détenus – Dans un avis solennel, le contrôleur M. DELARUE, alerte le gouvernement. Il est nécessaire d’envisager une

amnistie pour les «peines légères » non exécutées en 2012 et qui n'ont plus grand sens. Dans deux maisons d'arrêt visitées par les contrôleurs le taux d'occupation était de 212 et 223%. « Si on jugeait aujourd'hui comme il y a 40 ans, environ moitié moins de détenus dans les prisons françaises ». Les partenariats public-privé vont grever les budgets pendant des années et mettre en péril l'adaptation des ministères aux évolutions à venir.

Les chiffres : 66915 détenus au 1^{er} juin – 57127 places
12627 personnes bénéficient d'aménagement de peine soit 20,7% des condamnés (dont 9506 sous bracelet électronique).

Le parcours chaotique d'un homme libérable en 2032. Philippe El Shennawy a fait condamner la France le 20 janvier 2011 par la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Il était fouillé jusqu'à 8 fois par jour alors qu'il était à l'isolement. El Shennawy en est à sa septième grève de la faim. Il y a 600 condamnés à perpétuité en France.

18 juin – Le médecin Antoine LAZARUS élu à la présidence de l'O.I.P – A 71 ans il succède à la journaliste Florence AUBENAS. Ancien médecin à la Maison d'Arrêt de Fleury Mérogis, il animait le Groupe multi professionnel des prisons (GMP).

19 juin – Deux femmes gendarmes tuées lors d'une intervention dans le VAR. Le meurtrier s'est emparé des armes des militaires et les a abattues. Il avait déjà été condamné pour des affaires de stupéfiants et de violences contre sa mère.

Migrations : Monsieur BAVOIS rappelle que les enfants ne doivent pas être placés en rétention.

20 juin – Procès des parents de Marina : les services sociaux n'ont repéré « aucun danger immédiat ». Le couple, aujourd'hui divorcé, encourt la réclusion criminelle à perpétuité pour la mort de la fillette à l'été 2009, à l'âge de huit ans et demi.

Les deux suicides suspects de l'affaire de KARACHI – Un informateur et un ingénieur ont été retrouvés pendus en 1995 et 1998.

Un couple de chinois avoue un double meurtre. Le bébé des deux victimes serait mort accidentellement au domicile des deux suspects d'où une dispute à l'origine de la tuerie.

21 juin – Un suspect doit être informé des faits reprochés et de ses droits. Question prioritaire de constitutionnalité à propos de « l'audition libre » durée maximale 4 heures en dehors du régime de garde à vue.

Autopsie d'un drame – Agnès MARIN, 13 ans, a été assassinée au collège lycée Cévenol en Haute Loire le 16 novembre 2011. L'adolescente est morte suppliciée par un jeune homme aux failles béantes. Mais pour les enquêteurs elle est aussi la victime d'incompétences additionnées.

23 juin – Le forcené interpellé après la prise d'otages de TOULOUSE est un déséquilibré.

Le demi-frère de la fillette a témoigné au procès de ses parents mercredi au MANS. Aurélien, âgé de 13 ans, a tenu pendant des années le rôle peu enviable d'alibi pour ses parents.

24 juin – Le remaniement ministériel : A l'écologie Delphine BATHO, qui était ministre déléguée à la justice, remplace Nicole BRICQ qui devient ministre du Commerce extérieur. Marie Hélène CARLOTTI ajoute la lutte contre l'exclusion à son ministère délégué aux personnes handicapées.



Le paradoxe KERVIEL ou comment l'ex trader a échoué à susciter la sympathie.

25 juin – La Norvège dans l'attente du verdict du procès BREIVIK – Responsable de la mort de 77 personnes il sera fixé sur son sort le 24 août. La peine maximale, s'il est sain d'esprit est de 21 ans, mais elle peut être prolongée indéfiniment s'il est jugé dangereux. Interné pour raison psychologique il pourra demander chaque année que son cas soit réexaminé.

Un adolescent de 13 ans est mort après une bagarre dans un collège de RENNES.

6 collégiens incarcérés après un viol à Saint Denis.

7 douaniers suspectés de vol d'argent liquide à l'aéroport de ROISSY.

26 juin – Le gouvernement veut faire «disparaître» la prostitution. Najat Vallaud – Belkacem, ministre des droits des femmes, annonce une conférence de consensus sur le sujet. Différents régimes pour réglementer la prostitution :

- Le prohibitionnisme : interdiction de l'activité et pénalisation de tous ses acteurs (prostituées, clients, proxénètes). Politique appliquée aux Etats Unis.
- Le règlementarisme : reconnaissance de la prostitution comme métier. Cas des Pays Bas.
- L'abolitionnisme : les prostituées sont considérées comme victimes. Les proxénètes et les clients peuvent être poursuivis. Position de la France.

Un collégien écroué pour meurtre après une bagarre à RENNES. L'autopsie du corps a montré que le décès de Kylian résultait d'une strangulation.

A l'abri des parents terribles – Près de 300 000 enfants en danger sont suivis par les services sociaux. Pour moitié ils sont retirés à leurs familles. Un enfant placé coûte

180 euros par jour à la collectivité, 90 euros en famille d'accueil. 45 euros si l'enfant reste dans sa famille avec un suivi éducatif. Coût global pour la protection de l'enfance en 2009 : 6 Milliards d'euros.

27 juin – Contrôles d'identité : M. VALLS sceptique sur les récépissés. Contrôles au faciès ; bilan contrasté des expériences étrangères.

Le défenseur des droits est de plus en plus sollicité.

Cinq jeunes gens condamnés à des peines de 6 mois à un an ferme pour « terrorisme d'ultra-gauche ».

Prison ferme pour les organisateurs d'une soirée « projet X » qui avait viré au saccage de villa dans le VAR.

28 juin – M. Valls «être de gauche ce n'est pas régulariser tous les sans papiers ». Le Ministre de l'Intérieur annonce la création d'un nouveau permis de séjour de trois ans. Une circulaire annonce l'arrêt immédiat de la rétention des familles. Fin du délit de solidarité avec les sans papiers. La Chambre criminelle de la Cour de Cassation a rendu un avis le 5 juin interdisant le placement en garde à vue d'un sans papier pour le seul motif qu'il est en situation irrégulière.



Lutte contre la corruption : le cri d'alarme de 82 magistrats spécialisés. 'La délinquance contre laquelle on lutte dans les Hauts de Seine c'est essentiellement les stupéfiants. Mais la grande délinquance n'est pas celle là, elle est à la Défense ou dans l'aménagement des berges de la Seine » Jacques GAZEUX magistrat a passé 6 an au pôle financier de PARIS.

Les parents de MARINA condamnés à 30 ans de Réclusion criminelle dont 20 ans de période de sûreté.

29 juin – Face à l'échec des politiques anti-drogue l'Amérique latine cherche de nouvelles solutions. L'URUGUAY a annoncé son intention de légaliser le marché de la marijuana, une première en Amérique latine.

Pour l'avocat général, Jérôme KERVIEL a fait preuve jusqu'au bout d'une « volonté manifeste de tromper ». Peine maximale de 5 ans requise contre l'ex trader (arrêt le 24 10 2012).

30 juin – Les têtes d'affiche de l'Assemblée Nationale

Président de la Commission des Lois : Jean Jacques URVOAS PS.

Président de la Commission des Affaires Sociales : Patricia ADAM PS.

Question : Pascal ROMAN (élu de Lille) PS.

Président du groupe socialiste : Brune Le ROUX.

Président de la gauche démocratique et républicaine André CHASSAIGNE

Roger Gérard SCHWARTZENBERG Radical de gauche

François de RUGY Ecologiste

JUILLET 2012

1^{er} juillet – Extrême droite : deux mises en examen à TOULOUSE dans la mouvance du Bloc identitaire.

Latifa Ibn Ziaten, à la mémoire de son fils tué par MERAH - Elle a créé une association : « Imad association pour la jeunesse et pour la paix. Elle voudrait notamment rencontrer de jeunes délinquants dans les prisons pour les sensibiliser aux dérives islamistes. Elle aimerait que son fils ne soit pas mort pour rien.

2 juillet – Annonce du Canard Enchaîné - Réunion des procureurs généraux par Christine TAUBIRA – Elle met fin au plan de Michel MERCIER exigeant la mise à exécution immédiates des peines de prison anciennes. La Chancellerie prépare une circulaire de politique pénale prévoyant de faire porter l'effort sur les peines alternatives, freiner les comparutions immédiates. Plus de réquisitions systématiques ni d'appels des procureurs. Elle veut mettre fin aux partenariats publics – privés.

3 juillet – A Lyon, les prostituées rejettent l'abolitionnisme. La ministre des droits des femmes Madame VALLAUD BELKACEM envisage « une conférence de consensus » comparable aux débats éthiques sur la santé.

Prisons : L'Etat condamné pour avoir échoué à éviter le suicide d'un détenu en 2009 à la Maison d'Arrêt de ROUEN – Tribunal Administratif de ROUEN.

Les policiers traquent le suspect de la tuerie dans une discothèque lilloise. Refoulé par les vigiles, l'homme est revenu avec une arme de guerre, tuant deux personnes, en blessant six autres.

Meurtre de Patricia BOUCHON : la garde à vue d'un suspect qui s'était accusé du crime a été levée après analyse ADN, il ne pouvait pas être coupable.

5 juillet – Surpopulation à la prison de VEZIN-RENNES : 48 matelas au sol.

6 juillet – Le travail en prison – Deux avocats messins viennent de saisir le conseil des prud'hommes pour qu'il transmette à la Cour de Cassation une question prioritaire de constitutionalité – délibéré le 3 octobre. Deux détenus travaillent pour la SODEXO ou pour l'Administration Pénitentiaire ?

6 juillet – Christiane TAUBIRA veut en finir avec la frénésie législative. Elle l'a déclaré devant la commission des lois de l'Assemblée Nationale. Elle compte insuffler une nouvelle politique pénale, renforcer l'indépendance de la magistrature, objectif : 6.000 places de prison au lieu de 20.000.

Libération

A RENNES des familles à l'excès - 47 détenus de VEZIN-LE-COQUET ont dénoncé la pratique systématique des fouilles en contradiction avec la loi pénitentiaire.

VILLIERS-LE-BEL - Le procès du policier impliqué dans la mort de deux adolescents en 2007 est reporté d'un an.

4 juillet – En une : Christiane TAUBIRA que l'on dit invincible. Personne n'attendait à la justice cette femme aussitôt cible de la droite. Mais la Garde des Sceaux est un as du rapport de force. Son fils arrêté en 1996 pour non port du casque et accusé d'avoir dérobé une montre et un bibelot à trois sous, traînera longtemps cette tache indélébile pour un chef d'entreprise qui refusera de l'embaucher.

Sur la voie de la réhabilitation après 15 ans de bataille judiciaire – La Cour de Révision a été saisie par deux hommes condamnés pour meurtre : avis favorable. Ils ont été trafiquants de drogue, l'un de leurs clients leur doit 40.000 francs. Il est retrouvé mort, ils constituent des suspects idéaux. Les traces d'ADN ont permis de découvrir le vrai coupable. Il n'y a eu que 7 réhabilitations depuis 1945.

Le dealer de cocaïne de Jean Luc DELARUE décrit les exigences de son client vedette. L'animateur de télévision consacrait jusqu'à 8.000 euros par mois à son addiction.

Le défenseur de droits
7 rue Saint Florentin
75409 PARIS Cedex 08
09 69 39 00 00
<http://defenseurdesdroits.fr/>

Presse locale

2 juillet – Christine TAUBIRA a assisté à un concert de l'Orchestre Nationale de LILLE à la Maison d'Arrêt de SEQUEDIN. 120 hommes puis 80 femmes ont assisté au concert.

3 juillet – Anne CHEREUL OIP - Sortir de prison avec 30 euros en poche, vous avez dit réinsertion ? pourtant son compte en prison contenait 1300 euros le fruit de son travail en détention. Il est sorti en aménagement de peine, semi liberté avec bracelet

électronique du Centre Pénitentiaire d'ANNOEULLIN, le reste de son compte lui sera remis lors de la levée d'écrou.

Juillet 2012 – La démolition de la Maison d'Arrêt de LOOS démarrera en fin d'année (fermeture le 16 octobre 2011). Nouvelle prison construite sur le site (650 à 700 places) ouverture en 2016. Le sort du Centre de Détention est toujours à l'étude.

Le Figaro

Juillet 2012 – TAUBIRA veut développer la justice « réparatrice » - BOURG en BRESSE 17^{ièmes} assises de l'Institut national d'aide aux victimes (INAVEM) Une expérimentation a eu lieu à la Maison Centrale de POISSY à partir de mi 2010, rencontres entre auteurs de crimes et victimes ou familles de victimes. Stéphane JACQUOT président fondateur de l'Association nationale pour la justice réparatrice membre de l'UMP soutient Christine TAUBIRA.

Plus d'alternatives ou plus de prisons ? - Communiqué de l'OIP. Christiane TAUBIRA envisage la construction de 6.000 places de prison supplémentaires.

5 juillet – Programme du gouvernement AYRAULT - Sécurité et justice

- Création de 1000 postes supplémentaires dans les services de sécurité intérieure et la justice.
- Signature d'une circulaire d'ici à la fin juillet abolissant les instructions individuelles au parquet.
- réforme du Conseil supérieur de la magistrature en 2013

Les plus pauvres frappés de plein fouet par la crise économique – baisse du niveau de vie de 2,1% entre 2008 et 2009.

Un homme suspecté de recruter des djihadistes sur un site internet mis en examen.

Direct Matin

4 juillet – Condamné jusqu'en 2032, il se laisse mourir en prison – Philippe El SHENNAWY en grève de la faim depuis 45 jours. 1977, braquages de banque - Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité - Commutation en peine de 20 ans - 1990 libération conditionnelle - Infraction à une interdiction de séjour - Evasions en 1997 et 2004 - 2011 condamnation de la France par la Cour Européenne des droits de l'homme.

La justice pourrait autoriser les détenus volontaires à montrer leur visage à l'écran. Tribunal Administratif de PARIS à propos du film « le déménagement ».

Répression au Centre de Détention de ROANNE – 4 juillet 2012 4 détenus refusent de rentrer en cellule, intervention de l'ERIS. Ils ont été placés au mitard. L'intervention a été filmée par des détenus.

7 juillet – La Cour de Cassation interdit la garde à vue pour les sans-papiers. La Cour entérine deux décisions de la Cour de Justice de l'Union Européenne. Il sera toujours possible de retenir un étranger durant quatre heures avant de le placer éventuellement en rétention ou l'assigner à résidence. Chaque année 60.000 étrangers étaient placés en garde à vue.

Un élève d'une école juive agressé dans un train.

8 juillet – Arrestation de l'auteur présumé du double meurtre de Lille à Girone en Espagne.

10 juillet – Ce qu'a dit Mohamed MERAH aux négociateurs – Le monde a eu accès aux retranscriptions du dialogue entre les policiers et le tueur lorsqu'il était assiégé « y avait deux issues qui s'offraient à moi : soit la prison avec la tête haute, soit la mort avec un grand sourire... ».

Une fusillade a fait dix blessés dans une boîte de nuit du Nord.

Interdire la prostitution est compliqué selon M. VALLS. En 2010 la France comptait 20.000 prostituées de rue dont 80% de femmes et 80% de personnes étrangères.

« « Antisémitisme nouveau » dans les banlieues s'inquiète Manuel VALLS.

11 juillet – « Il faut faciliter une nouvelle immigration légale en Europe » Cécilia MALMSTRÖM, commissaire européenne aux affaires intérieures « Je plaide pour un véritable partage de la charge des européens en matière d'immigration et d'asile ».

Affaire MERAH, les services de l'antiterrorisme sur la sellette – Une démocratie moderne ne devrait pas opposer l'efficacité de la lutte antiterroriste au contrôle des services de renseignement. C'est la leçon majeure de l'affaire MERAH » (éditorial en « une »)

Spécialiste d'ingénierie financière Rama CONT considère que la « fraude » sur le taux interbancaire (LIBOR) a été menée « au plus haut niveau ».

Un ex nationaliste assassiné dans le centre d'Ajaccio. Il avait réchappé déjà à deux tentatives de meurtre.

Transports : NICE écarte TRANSDEV (filiale de VEOLIA et la Caisse des dépôts) et KEOLIS (filiale de la SNCF) au profit d'une régie au profit d'une régie municipale. Christian ESTROSI indique que « l'administration d'un grand service public par la collectivité elle-même apporte de l'efficacité et la capacité de mieux répondre aux attentes de l'ensemble de nos usagers ».

12 juillet – « la justice internationale, ça marche ! » Mardi 12 juillet la Cour Pénale Internationale a prononcé sa première condamnation, 14 ans de prison contre un ancien chef de milice de la République démocratique du Congo. 121 États ont ratifié le Traité créant la CPI – Hors Traité : les États-Unis, l'Inde, la Russie, la Chine, Israël.

Rejet du pourvoi d'Yvan COLONNA par la Cour de Cassation.

Le gouvernement interdit la garde à vue des sans-papiers.

13 juillet – Strasbourg remet en question les mesures d'exception contre les prisonniers de l'ETA. La Cour européenne des droits de l'homme demande la libération immédiate d'Ines Del Rio condamnée en 1987 à 3000 ans de prison. 700 etarras sont incarcérés en Espagne.

Sans-papiers : doutes sur l'assignation à résidence – Les associations ont salué la circulaire qui met fin à la rétention des familles. Mais son efficacité est incertaine.

La loi sur le harcèlement sexuel satisfait le Sénat mais déçoit les associations de victimes. Alors qu'un millier de plaintes sont déposées chaque année, seules 80 condamnations sont prononcées. Peine maximum : 2 ans d'emprisonnement 30.000 euros d'amende.

Partenariat public – privé pour la ligne à grande vitesse : Vinci, Eiffage et Bouygues.

14 juillet – Mandat d'arrêt contre le fils du président OBIANG (Guinée équatoriale) dans l'affaire dite des biens mal acquis.

Philippe COURROYE renvoyé devant le conseil de discipline du Conseil Supérieur de la Magistrature après l'affaire des « fadettes » de deux journalistes du MONDE.

Le Sénat adopte à l'unanimité la loi sur le harcèlement sexuel. Le texte sera débattu à l'Assemblée Nationale le 24 juillet.

17 juillet – 1^{ière} page : libérable le 14 août 2032, il choisit de se laisser mourir. Condamné en 1987 pour braquage d'une banque, Philippe SHENNAWY, de sa prison, s'est confié à notre reporter Florence AUBENAS. Il a déjà passé trente sept ans en prison, il n'a jamais tué personne, il a cessé de s'alimenter depuis 2 mois.

Le film « le déménagement » le visage et la voix des détenus – Jugement du Tribunal administratif de PARIS le 13 juillet : les prisonniers ont le droit de figurer à l'écran. Film de Catherine RECHARD à propos du transfert de la vieille maison Jacques CARTIER de RENNES au Centre Pénitentiaire de VEZIN-LE-COQUETY « le confort on peut s'en passer, on ne peut pas se passer de contact ». Etienne NOËL était l'avocat de la cinéaste.

18 juillet – La Cour des Comptes dresse un bilan sévère des dix ans de rénovation urbaine. Dans les quartiers concernés, la situation économique des habitants a peu progressé. Alors que le chômage s'est accru, les emplois aidés « bénéficient de moins en moins aux habitants des quartiers ». 12.000 associations bénéficient des crédits de la politique de la ville trop souvent saupoudrés avec une « absence de contrôle ».

Un SDF caillasse une voiture de police pour retourner en prison.

Déménagement immobile pour gens du voyage – La Mairie de Brétigny sur Orge (ESSONNE) a conçu avec leur aide le relogement « en dur » des familles sédentaires.

19 juillet – Mort pour un cubi de rosé – Retour sur un drame corse que deux familles tentent de dépasser. 16 juillet 2009 un jeune homme de 19 ans est abattu d'une balle à bout portant. Son meurtrier a été jugé en 2012, condamné à 10 ans de réclusion criminelle. Pendant trois ans, jusqu'au procès, sa famille et celle du meurtrier ont tenté de se comprendre.

La banque britannique HSBC admet les pratiques de blanchiment aux Etats-Unis. Elle aurait accueilli pour 9 Millions de dollars de placements financiers suspects d'être issus du trafic de drogue. D'autres banques sont soupçonnées des mêmes pratiques.

20 juillet – Transparence financière : le Vatican reste sous surveillance malgré des progrès.

Marie Suzanne LE QUEAU prend la direction des affaires criminelles et des grâces, magistrat âgé de 52 ans.

Cannabis : police et justice expérimentent la contravention. L'idée de sanctionner la consommation d'une simple amende fait son chemin.

Un prêtre du NORD incarcéré pour avoir abusé d'une dizaine de garçons en 30 ans. L'archevêché de Lille a signalé l'affaire à la justice après réception d'une lettre anonyme. Une douzaine de religieux sont incarcérés en France pour des crimes pédophiles.

Scandale de l'Euribor - la Société Générale et le Crédit Agricole à leur tour impliqués (manipulation des taux interbancaires).

22 juillet – La tuerie du Colorado laisse ouvert le débat sur les armes – Au lendemain du massacre du cinéma d'AURORA, Barak OBAMA et Mitt ROMNEY préfèrent ne pas prendre position sur ce sujet ultrasensible.



Le roi des casinos américains embarrasse les républicains – Sheldon Adelson, accusé d'incitation à la prostitution est le principal contributeur de Mitt ROMNEY.

La Belgique va réprimer plus durement les violences contre les homosexuels, les peines maximales de prison pour coups et blessures passent de 5 à 30 ans.

BADINTER, l'abolition et la leçon faite aux détenus. L'ancien Garde des Sceaux à évoqué le combat contre la peine de mort au Centre Pénitentiaire de LIANCOURT dans l'OISE.

Un cercle de poker clandestin pour VIP démantelé par la brigade de répression du banditisme. L'un des trois organisateurs est écroué.

Affaire du cercle de jeux WAGRAM – le parquet requiert le renvoi des protagonistes pour « extorsion ».

La police démantèle un réseau de prostitution roumaine dans l'ESSONNE.

Fillette tuée à NICE : la mère a reconnu l'infanticide. Fragile psychologiquement elle a donné des « explications confuses » sur son geste.

23 juillet – La liste des évadés fiscaux de la banque suisse HSBC aurait été falsifiée. Bercy a obtenu les noms des fraudeurs bien avant la justice. 4200 personnes se sont fait connaître auprès de la cellule de régularisation de BERCY. 86 entreprises françaises seraient concernées.

Un homme de 26 ans tué dans les quartiers Nord de MARSEILLE lors d'un règlement de comptes

Libor – Euribor, Bruxelles veut pénaliser les manipulations de cours.

France : les fraudes ont atteint près de 4 Milliards d'euros en 2011.

L'équivalent de 10 fois la richesse de la France caché dans les paradis fiscaux. 17.000 Milliards d'euros actifs financiers des individus les plus riches excluant l'argent des entreprises.



25 juillet – Interrogation à CUBA à propos de la mort d'un dissident Oswaldo PAYA. Les proches demandent une enquête sur son décès attribué à un accident.

Les chauffards qui ont tué trois piétons roulaient sans permis.

Télérama

Le trublion des prisons : portrait de François KORBBER condamné à de lourdes peines, il a appris le droit pour améliorer la condition carcérale. Il poursuit sa croisade à la tête de ROBIN DES LOIS. Il souhaite créer une Bourse nationale du travail pour mettre en contact des détenus en libération conditionnelle et des employeurs.

Le magazine du Monde

Jeunes, ultraviolents et surarmés, l'ère des caïds : portrait de Jean Yves LIENARD avocat des parisiens caïds et autres voyous. Les « minots » marseillais et les « j'y va » de la banlieue parisienne tracent leur route seuls et sans drapeau.

26 juillet – Arrestations aux obsèques du dissident Oswaldo PAYA, dont Guillaume FARINAS, Prix SAKHAROV 2010 du Parlement européen.

Philippe COURROYE se dit victime d'un lynchage, il a demandé sa mise en disponibilité pour devenir avocat à PARIS.

L'Assemblée Nationale vote à l'unanimité et en une nuit le projet de loi sur le harcèlement sexuel. Le texte devrait être définitivement adopté le 31 juillet.

AJIB.FR - Ramadan 2012 – les associations humanitaires au rendez-vous de la solidarité. Le secours islamique prévoit la distribution de 5000 colis alimentaires aux détenus d'une vingtaine de prisons d'Ile de France et de province.

SANÄBIL Association Musulmane de bienfaisance et de solidarité objectif : amélioration des conditions de détention. Prise en charge de besoins matériels (lieu, envois d'horaires de prière) mandats aux détenus indigents. Accueil et hébergement sur Paris prise en charge du financement de ticket de train.

Née en mars 2010 - 11 rue de Bel Air - 77200 TORCY - 06 51 57 28 94

Internet

Comment un enfant de 12 ans s'est retrouvé à Fleury Mérogis – Condamné pour un vol avec violence sur personne vulnérable, un jeune roumain a passé plus de 15 jours en prison (Nouvel Observateur)

Prison de Villefranche sur Saône 3 détenus basques se plaignent de mauvais traitements. Le Contrôleur Général des lieux de privation de liberté a été saisi.

Déjà 33 prisons pour Farid BAHOUHAMMAD depuis 2006 détenu en Belgique.

Surpopulation, violences... les détenus n'en peuvent plus. Des détenus de GUYANNE saisissent l'Observatoire International des prisons.

Lettre de Grégory NOSIBOR détenu à ANNOEULLIN – Il lutte pour obtenir son transfert en région parisienne.

Projet de circulaire de la Ministre de la Justice qui mettrait entre parenthèses les peines planchers.

Selon la Cour des Comptes, facture d'une journée :

Détention 71,10 euros

Semi liberté 47,80 euros

Placement extérieur 40 euros

Bracelet électronique 5,40 euros

Futur palais de Justice de PARIS « Un partenariat avec BOUYGUES coûteux pour la collectivité » Partenariat public privé 27 ans coût 577 Millions d'euros – indemnisation en cas de rupture 160 Millions d'euros.

27 juillet – Mauvaise passe pour Philippe COURROYE – La situation au parquet de NANTERRE est devenue irrespirable Philippe COURROYE est en guerre ouverte contre Isabelle PREVOST-DESPREZ présidente de la 15^{ième} chambre.

Manuel VALLS veut revenir sur les critères de naturalisation – « la naturalisation doit être le moteur de l'intégration et non le résultat d'une course d'obstacles aléatoire et discriminante ».

Timothy GEITHNER minimise le rôle des régulateurs dans le scandale du LIBOR alors qu'il était interrogé par une commission parlementaire.

28 juillet – Interpellation de l'auteur présumé d'un triple meurtre, Mohamed L. 26 ans est soupçonné d'être un important trafiquant de drogue de Marseille.

Arrestation en SAVOIE d'un jeune homme de 24 ans soupçonné d'avoir tué plusieurs membres de sa famille.

29 juillet – Le jeune homme qui a tué sa famille en SAVOIE avait déjà présenté des troubles psychiatriques. Les premiers éléments de l'enquête communiqués par le parquet évoquaient « une préméditation » possible de la tuerie.

Un suspect arrêté après la mort de soldats en GUYANNE – « Manoelzinho » 25 ans a été interpellé au Brésil avec deux complices.

Concert en prison enregistré le 13 janvier 1968 au pénitencier de FOLSOM (Californie) par Johnny CASH – CASH chante la justice expéditive, les rayures autour des épaules et les chaînes autour des chevilles. Il arrive que le long chemin qui mène à la lumière et au salut passe d'une manière ou d'une autre par la case prison. Chronique télé d'Olivier ZILBERSTEIN

31 juillet – Les milles vies de l'imposteur qui dirigeait l'aéroport de LIMOGES – Jean Philippe GAILLARD a été rattrapé par la justice, après une vie de mensonges. Une expertise psychiatrique évoque « une problématique perverse, mytho maniaque ou narcissique ».

MARSEILLE : règlement de comptes à la kalachnikov – Selim BRAHIMA, 25 ans, est le 16^{ième} homme exécuté dans la ville depuis le début de l'année.

L'auteur d'une tuerie familiale à Bozel (SAVOIE) mis en examen pour assassinats et écroué.

Deux morts à l'arme blanche en Seine Saint Denis.

Réformer l'instruction, un nœud indémêlable. Des pistes pour le quinquennat qui débute Daniel SOULEZ – LARIVIERE (avocat). Il préconise la séparation des corps entre les juges et les procureurs. Pour assurer une défense correcte pour les plus

démunis, il envisage la création d'un internat, durant 5 ans et à plein temps, les jeunes avocats assureraient cette fonction sous la direction des plus anciens.

François de RUGY Ecologiste

AOÛT 2012

1^{er} août – A DUNKERQUE, climat moins tendu entre migrants et policiers. Des associations avaient dénoncé au Défenseur des droits, en 2011, le harcèlement policier. Sur le terrain, les relations semblent s'être apaisées. Il est arrivé à la police de venir la nuit aux abords des tentes en mettant la musique africaine à plein volume.

Monsieur BAUDIS demande une étude sur l'usage des flash-ball.

Cernée par les scandales la banque britannique HSBC ternit un peu plus la réputation de la City. La banque a provisionné 1,6 Milliard d'euros pour parer aux futures amendes. De grosses sommes de cartels de la drogue sont passées par cette banque. De l'argent des terrorismes et des financements iraniens auraient transités par cet établissement.

2 août – Dominique RAIMBOURG Président d'une mission parlementaire sur les moyens de lutte contre la surpopulation pénale. Mission créée par la commission des lois de l'Assemblée Nationale.

Projet de construction d'un centre pénitentiaire à LUTTERBACH près de Mulhouse confirmé par l'Agence publique pour l'immobilier de la Justice (APIJ).

30 détenus avaient obtenu la condamnation de l'Etat pour des conditions de détention indignes à la prison de NOUMEA (Nouvelle Calédonie), 60 autres détenus ont déposé un recours – 480 détenus incarcérés dans une prison de 220 places.

Le quartier Maison Centrale de SEQUEDIN fermera ses portes début août. Ouverture d'un centre national d'Evaluation (CNE) à la mi octobre. Son rôle, évaluer la dangerosité des détenus longues peines dans le cadre de leur sortie éventuelle 30 places 50 intervenants.

Journal LA CROIX

Le coût des nouvelles prisons critiqué. Jean Michel DEJENNE du Syndicat National des Directeurs de prison (SNDP) « C'est un véritable gouffre financier. Une prison de ce type coûte 10 Millions d'euros par an. Le risque c'est qu'à terme il y ait une prison à deux vitesses ».

2 août – 1^{ière} page – Manuel VALLS et les Roms : peut mieux faire ! « Chaque fois qu'une décision de justice le justifierait, il y aura démantèlement de campement ». Jusqu'en 2014 des mesures transitoires restreignent l'accès au travail des Bulgares, des Roumains et donc aux roms.

L'ex épouse de Marc DUTROUX pourrait bénéficier d'une libération conditionnelle. Elle a effectué plus de la moitié de sa peine, elle pourrait s'installer dans le monastère « Clarté Notre Dame ».

3 août – Malaise au Tribunal de grande instance de Nanterre – Le 6 mars, un magistrat se suicidait Lionel B. avait intégré la magistrature par la petite porte. Monsieur COURROYE n'avait pas manqué de le lui rappeler.

Effectifs de l'Etat, les gagnants et les perdants – 11.000 créations de postes : 500 justice, 500 police gendarmerie, 10.000 enseignement.

4 août – Octuple infanticide dans le Nord – Dominique COTTREZ remise en liberté sous contrôle judiciaire par la chambre de l'instruction de la Cour d'Appel de Douai.

Des associations s'opposent à une menace d'expulsion de campements roms près de Lille rassemblant deux cents personnes, sans solution alternative.

5 août – Un détenu de 20 ans a été retrouvé pendu dans sa cellule au centre de détention de ROANNE. Situation tendue dans l'établissement. Début juillet, une intervention musclée de l'équipe régionale d'intervention et de sécurité avait été filmée par des détenus.

« Montréal contre les prisons » Pourquoi une semaine contre les prisons (7 au 12 août) 10 août journée de commémoration des morts en prison.

A ANGERS, les détenus participent à la fête, ils deviennent acteurs du festival culturel « les accroche cœur » en septembre. Les détenus aideront à la scénographie en créant des décors au festival de théâtre.

L'agence publique pour l'immobilier de la justice vient d'annoncer qu'elle a sélectionné le groupe SPIE – Batignolles pour la construction de la nouvelle prison de VALENCE. Partenariat public privé : durée 25 ans, début des travaux 2013, 456 détenus, mise en service 2015/2016. 3 autres prisons devraient être construites RIOM, LUTTERBACH et BEAUVAIS.

5 août – Un an après les violences qui ont secoué l'Angleterre, les émeutes peuvent recommencer à tout moment. – Les habitants de TOTTENHAM critiquent l'ensemble du « système », décrivent une société hostile, qui ne leur laisse aucune chance.

Le ministre de l'Intérieur dévoile les 15 « zones de sécurité prioritaires ».



Enquête de l'IGPN après un incident au centre de rétention de MARSEILLE – tentative de suicide par absorption de médicaments et en se frappant la tête contre les murs. On lui aurait placé de force un casque sur la tête.

7 août – Début de mutinerie à la prison de Nouméa – Christiane TAUBIRA étudie l'envoi d'une mission en Nouvelle Calédonie.

Manuel VALLS définit quinze zones de sécurité prioritaire qui regroupent 24 villes.

A Londres l'enquête sur la mort de Mark DUGGAN piétine – Le décès du jeune homme avait déclenché des émeutes dans toute l'Angleterre en août 2011.

8 août – Prison ferme pour les auteurs d'une fusillade dans le Gard – Un homme aidé de sa compagne a tiré sur des jeunes musulmans en proférant des insultes racistes.

Christiane TAUBIRA prend ses distances avec les Centres Educatifs Fermés (CEF). « Il faut sortir du fantasme CEF. Il faut arrêter de dire que c'est « la » solution. Elle a ordonné un audit. Elle entend rompre avec la politique carcérale « il y a des années qu'on sait que la prison sur les courtes peines génère de la récurrence, c'est presque mécanique ».

9 août – La fin sanglante du gang corse de la Brise de mer. Maurice COSTA, un des derniers parrains supposés de la bande, a été tué mardi 7 août.

La droite polémique sur les centres éducatifs fermés. François HOLLANDE proposait de doubler le nombre de CEF en les portant à 80 durant le quinquennat. Les CEF ont été créés par une loi PERBEN de 2002. Coût 600 euros par journée et par jeune.



10 août – Nestlé, l'Oréal, SODEXO, ces sociétés qui brillent en bourse. SODEXO vaut désormais plus que Peugeot, Lagardère, Valeo et TF1 réunis.

La levée des mesures limitant l'emploi des ROMS est envisagée. La Place BEAUVAU annonce une remise à plat de tous les dispositifs d'aide à ces populations.

Mohamed MERAH était « en phase de radicalisation » dès janvier 2011 d'après la Direction centrale du renseignement intérieur.

« Le Point » 9 août 2012

Une trentaine de détenus membres de l'ETA commencent une grève de la faim dans les prisons d'Espagne et de France par solidarité avec un autre détenu gravement malade qui demande sa libération.

Internet : « indigènes de la République »

Pour la 8^{ième} fois consécutive un avis défavorable a été donné à propos de la demande de libération conditionnelle de Georges Ibrahim ABDALLAH incarcéré depuis 28 ans.

Média part

Un état des lieux des prisons en France, le site carcéropolis.

La Croix

Depuis juin 2011 des citoyens assesseurs participent aux commissions de discipline jugeant les détenus qui ont enfreint le règlement carcéral.

« Rue 89 »

Cuisiner en cellule nuit gravement à la santé des détenus. Utilisation du réchaud à pastilles. Récente condamnation de l'ETAT 12 avril 2012 : 24.000 euros de dommages et intérêts.

« Libération »

« Un Robert (le dictionnaire) m'a sauvé la vie ». Christophe de la Condamine, auteur de Journal de taule aux éditions L'Harmattan. « Seuls les livres permettent d'oublier le bruit ».

ROUEN 77 détenus l'emportent contre l'Etat – tribunal Administratif. L'avocat Etienne NOËL est à l'origine de ces procédures, il est secrétaire national de l'Observatoire International des Prisons (OIP).

« L'Humanité » en 1^{ère} page

Témoignages de 4 détenus de ROANNE

LORIENT En prison la vie moins chère pour les détenus. Les produits sont achetés au niveau national et plus au niveau des établissements – Liste des produits les plus achetés : 200, ils ont été répartis en 6 lots et lancement d'un appel d'offres aux fournisseurs. Un bémol, les prisons « privées » sont restées à l'écart de cette réforme.

11 août – La gauche gênée face aux évacuations de camps roms. La fermeté du gouvernement provoque des réactions critiques au sein du monde associatif. Seuls le Front de gauche et la Verts ont protesté.

L'énigme d'Andy F. tueur de son père, de sa mère et de ses deux frères. L'adolescent sera jugé en novembre à Ajaccio pour le meurtre de sa famille en août 2009. « Je ne sais pas pourquoi j'ai fait cela. Il y avait quelqu'un d'autre à ma place » Andy F.

Harcèlement sexuel : la chancellerie précise la marche à suivre. Les victimes devront se tourner vers le civil si une requalification des faits est impossible.

Agression : un violeur recherché en Ardèche.

12 août – Climat très tendu à la prison de NOUMEA, l'une des pires de France ; La Garde des Sceaux « envisage sérieusement » l'envoi d'une mission après un début de mutinerie le 4 août. « Des cellules de 12 m2 avec 6 détenus, un soupirail grillagé pour toute aération, des rats, des cafards... » Jean Pierre DETEIX Ligue des Droits de l'Homme - 226 places 480 détenus.

La Commission européenne place la France sous surveillance pour s'assurer du respect des garanties contre les expulsions arbitraires.

14 août – L'homme accusé de cinq agressions de fillettes en Ardèche a été incarcéré. Il avait été condamné en 2000 à un an de prison avec sursis et 3 ans de mise à l'épreuve pour une agression sexuelle sur mineure.

Le jeune père qui a tué son bébé en le jetant au sol assure « n'avoir aucun souvenir ».

Une gendarmerie de plus de 400 logements voit le jour au nord de LYON, grâce à un partenariat public – privé.

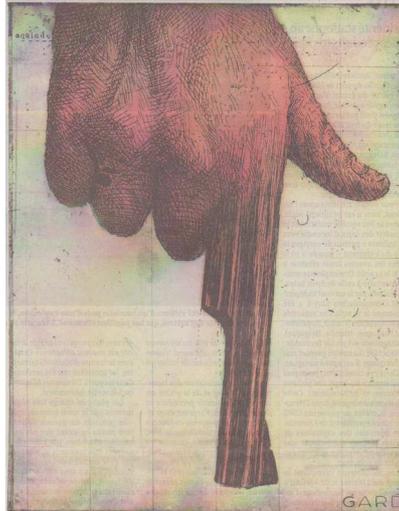
Construction 176 Millions d'euros - Le constructeur de travaux publics emmené par le groupe GCC a effectué les travaux et doit assurer l'entretien durant 30 ans contre un loyer de 12 Millions d'euros par an payé par l'Etat. Au bout de trente ans la propriété reviendra à l'Etat.

15 août – Plus de 150 prisonniers ETARRAS réclament la libération de l'un des leurs malade d'un cancer. L'ETA a proclamé fin 2011 un cessez le feu définitif après 40 ans de lutte armée qui a fait plus de 800 morts.

ROMS, « les sympathisants PS ne sont pas vent debout » d'après Jérôme FOURQUET de l'IFOP. A Lille les évacuations sont menées « sans état d'âme ».

16 août – AMIENS, l'onde de choc politique - Les émeutes du 13 août et la visite chahutée de Manuel VALS montrent qu'il n'y a pas, pour la gauche, un état de grâce dans les questions sensibles. Un gymnase et une école incendiés seize policiers blessés dont certains par des plombs de chevrotine. « Ce soir là, ils sont venus nous provoquer comme des cow-boys » témoignage d'une habitante du quartier.

A TOULOUSE, une marche des habitants d'un quartier sensible pour apaiser les tensions entre des jeunes de deux cités.



17 août – Le racisme anti Arabes se banalise dans le Gard. Début août, un couple sans histoire a tiré sur de jeunes maghrébins. Les élus et les services de l'Etat s'inquiètent. Des habitants d'Aigues Mortes n'hésitent pas à fustiger la justice trop clémente « avec les arabes » et trop dure « avec les français ».

Premières interpellations après les affrontements d'AMIENS : cinq hommes âgés de 15 à 30 ans.

Manuel VALLS annonce une réunion interministérielle sur les Roms, on y évoquera la levée des mesures limitant leur accès au travail.

Jean François COPE attaque François HOLLANDE sur la sécurité « un certain nombre de délinquants se frottent les mains ».

18 août – Editorial : « L'ordre, la loi républicaine et après ? » L'exemple d'AMIENS démontre que les quartiers dits « sensibles » le sont toujours autant.

A AMIENS Nord un malaise social profondément ancré. Rien ne paraît pouvoir apaiser le sentiment d'enfermement des jeunes qui « tiennent les murs » du quartier qui s'est embrasé dimanche et lundi. Le maire d'Amiens : « J'ai longtemps pensé que la répression n'était pas la solution » « on peut continuer à faire l'autruche mais j'ai considéré qu'à un certain niveau de violence on ne peut plus travailler ».



Un détenu de Fleury Mérogis envoie son doigt à la Ministre de la Justice. Il veut obtenir son transfert à DIJON.

Zahia et les « michetonneux » des Champs Elysées. L'affaire RIBERY BENZEMA dévoile un monde où les frontières de la prostitution sont floues et où l'argent est roi.

Une enquête après le décès d'un bébé au centre de rétention de MAYOTTE.

Débat : « Que l'on rende enfin Justice à Christiane TAUBIRA ! » Auteurs Patrick KLUGMAN et Léon-Lef FORSTER avocats à la Cour. En à peine cent jours nous assistons à un redressement où la raison reprend le dessus sur l'émotion.

19 août – La mémoire sélective de Brice HORTEFEUX sur les émeutes « il n'y a pas eu pendant tout le quinquennat de Nicolas SARKOZY d'émeutes urbaines ». Novembre 2007 deux jours d'émeutes à VILLIERS LE BEL juillet 2008 trois nuits d'incidents à FIRMINY juillet 2010 à GRENOBLE plusieurs nuits d'affrontements.

Comparutions immédiates à AMIENS : erreur de castings : Pas des caïds, des auteurs de feux de poubelles.

Débat : « l'abandon d'un travail social peu visible est la cause première de la désolation des cités. Non à une réponse seulement policière ». Philippe LABBE ethnologue et sociologue « le terreau des violences urbaines est l'injustice sociale, l'exclusion du travail et la pauvreté ; son engrais est l'ignorance ».

21 août – Probation : la méthode TAUBIRA pour vider les prisons. Un débat est annoncé à l'automne autour des moyens pour éviter la récidive des délinquants. 18 septembre : installation d'une « conférence de consensus » sur les questions de récidive et la dangerosité.

Probation : ensemble des dispositions et des mesures individuelles de suivi des délinquants condamnés en milieu ouvert hors de la prison. Il y a six fois moins de conseillers d'insertion que de surveillants. 63% des sortants de prison sans aménagement de peine sont de nouveau condamnés dans les cinq ans.

22 août – Le gouvernement veut mettre fin au saupoudrage de la politique de la ville, François LAMY après sa visite à AMIENS propose en conseil des ministres de concentrer les moyens dans les zones où les besoins sont les plus importants. Il est favorable à l'expérimentation « d'emplois francs », dispositif qui permet à des employeurs qui embauchent des jeunes issus de quartiers sensibles de bénéficier d'exonérations fiscales.

Les faux rabbins braqueurs ne bernent plus les bijoutiers du Val de Marne.

Des mafieux géorgiens traqués jusque dans la Creuse. Aidés d'enquêteurs spécialisés, les gendarmes de GUERET et LIMOGES ont démantelé un réseau de cambrioleurs très discrets appartenant à VORY V ZAKONE (les voleurs dans la loi).

ROMS : Martine AUBRY d'accord avec Manuel VALLS. Elle demande que des terrains soient trouvés pour les ROMS évacués.

Fait divers : Une enfant tuée par balle à TOULOUSE à l'occasion d'une dispute familiale.

23 août – Au Venezuela, la violence explose dans les prisons : un affrontement a fait au moins 25 morts au Centre Pénitentiaire de Yare. 3150 prisonniers s'entassent dans une prison conçue pour 750 détenus. 33 centres pénitentiaires, capacité 14.500 places pour 45.000 détenus.

Mayotte : le bébé qu'on croyait mort en rétention était décédé en mer.

Un père soupçonné d'avoir étranglé son bébé de 5 mois s'est suicidé.

Débat : l'éducation vue depuis l'œilleton de la prison, ce que l'ignorance des détenus dit sur l'école. Pierre MEHEUST professeur d'histoire géographie à Fleury Mérogis – 56% des entrants ont un niveau inférieur au CAP, plus de 12% illettrés. C'est au collège que la majorité des détenus a décroché.

24 août – Mohamed MERAH, un loup pas si solitaire. Les notes du renseignement déclassifiées révèlent les liens du tueur de TOULOUSE avec la mouvance salafiste et de nombreux échanges téléphoniques avec l'étranger.

Le gouvernement supprime la filière de criminologie défendue par Alain BAUER.

Mexique : la spirale de la barbarie

2011 : 27199 homicides 2007 – 2011 : 95632 assassinats

Taux d'homicides pour 100.000 habitants :

Honduras 82 Salvador 66 Côte d'Ivoire 56 France 1,4

L'exécutif assouplit les conditions d'accès au travail pour les ROMS. S'agissant des problèmes de relogement après expulsion, une mission de coordination a été créée.

Des plants de cannabis découverts à la Maison centrale de l'Île de Retz.

25 août – Anders Behring BREIVIK condamné à 21 ans de prison, la peine pourra être prolongée de cinq ans s'il est considéré encore comme dangereux.

Christian ESTROSI ravive la polémique sur l'insécurité à NICE. Le Maire a annoncé la création de sa propre zone de sécurité prioritaire. Police municipale : 380 agents. Près de 1.000 caméras de vidéo surveillance.

Tony MEILHON renvoyé aux Assises, meurtrier présumé de Laetitia PERRAIS en 2011.

Aux Etats-Unis, le chien est un maton comme les autres. Soumise à des restrictions budgétaires une prison remplace ses gardiens par des chiens-loups.

28 août – Evacuation de campements ROMS à EVRY et à LYON.

Un jeune homme meurt après une fusillade à MARSEILLE, il était récemment sorti de prison. Depuis janvier 18 personnes sont mortes dans des règlements de comptes

Trois policiers blessés par des tirs de plomb à GRIGNY (quartier de la Grande Borne).

Un suspect écroué après le meurtre de Clichy-la-Garenne.

La délinquance roumaine en baisse à PARIS pendant trois mois consécutifs.

Conférence de « consensus » organisée par la Ministre de la Justice à propos de la récidive le 18 septembre 2012.

Prisons : Moins de détenus en France. Au mois d'août 66.748 personnes derrière les barreaux (-0,9%) Mineurs détenus : 755 12.243 personnes bénéficient d'un aménagement de peine sous écrou - Progression 19,8% en 1 an, 47,2% en 2 ans.

Saint Quentin Fallavier : un surveillant violemment frappé par un détenu (information du 25 août).

L'avenir du Centre de rétention de sûreté installé à la prison de FRESNES fait débat (10 studios). Il n'a connu qu'un seul occupant qui n'avait pas respecté son obligation de soins.

29 août – IRAK : vingt et une personnes accusées de terrorisme ont été exécutées.

Monsieur VALLS veut une refonte des chiffres de la délinquance. La Place BEAUVEAU souhaite diversifier les outils d'évaluation de la police et de la gendarmerie. « Confondre la délinquance enregistrée avec la délinquance commise est une erreur » selon l'Observatoire National de la délinquance et de la réponse pénale.

Un mineur reconnaît être l'auteur de l'incendie d'ORGON, il avait déjà été mis en examen après une première série de départs de feu.

30 août – La libération de Michelle MARTIN, l'ex femme de DUTROUX, émeut la Belgique. Après 16 ans de prison elle a rejoint un couvent près de NAMUR.

Le scandale de l'Union des Industries et des Métiers de la Métallurgie (UIMM) sera jugé devant le tribunal. 16,5 Millions d'euros avaient été détournés entre 2000 et 2007. Monsieur GAUTIER–SAUVAGNAC a refusé jusqu'au bout de dévoiler les noms des bénéficiaires des remises d'argent liquide.

Mayotte : le Conseil d'Etat valide la rétention des familles sans papiers. Environ 5000 enfants par an passent par le Centre de Rétention Administrative (CRA).

31 août – Manuel VALLS et la gauche réussiront-ils sur la sécurité ? La ministre de l'Intérieur prépare ses zones prioritaires et s'attire les foudres de M. GUEANT.

Les sans-papiers privés de sécurité sociale en Espagne.



Madame GHALI sénatrice P.S veut l'intervention de l'armée à MARSEILLE dans les quartiers nord.

SEPTEMBRE 2012

1^{er} septembre – « les salles de shoot n'augmentent pas l'usage des drogues » Marc VALLEUR, psychiatre, explique pourquoi de tels lieux seraient utiles aux toxicomanes. Un rapport collectif de l'Institut Nationale de la santé et de la recherche médicale (INSERM) avait, en 2010, souligné les aspects positifs de ces salles.

L'exécutif rattrapé par l'urgence marseillaise – Monsieur AYRAULT convoque un comité interministériel jeudi 6 septembre. Samia GHALI, sénatrice PS des Bouches du Rhône, a lancé un appel pour l'intervention de l'armée dans les quartiers nord de MARSEILLE.

2 septembre – Bruxelles reste vigilant sur la question « la France va devoir modifier la stratégie d'intégration des roms ».

Christiane TAUBIRA hospitalisée après un « coup de fatigue » lors d'une visite à l'E.N.M.

Affaire de KARACHI : l'implication de M. SARKOZY démontrée par un témoin. – Un intermédiaire confirme le versement de commissions qui auraient pu servir au financement de la campagne BALLADUR en 1995.

4 septembre – Le criminel « irrécupérable » et le témoin de Jéhovah. Pendant 10 ans, envers et contre l'Administration Pénitentiaire, un adepte des témoins de Jéhovah a rendu visite à Michel, détenu jugé perdu pour la Société, l'accompagnant pas à pas dans sa rédemption.

Le Conseil d'Etat devrait se prononcer prochainement à propos de la demande d'aumônier pénitentiaire des témoins de Jéhovah.

La Ministre de la famille, Dominique BERTINOTTI, souhaite aider « les parents à être parents ».

Polémique entre M. VALLS et M. GAUDIN le maire de Marseille demandant que la ville toute entière soit classée zone de sécurité prioritaire.

Décès d'une psychotérapeute étranglée par un patient, placé depuis en hôpital psychiatrique.

5 septembre – Le Grand Orient de France a élu son nouveau Grand Maître : José GULINO ancien Directeur général des services techniques de la communauté d'agglomérations de LENS – LIEVIN. Il prépare un cahier de doléances où il fera des propositions sur la « réforme de l'Etat, l'accès aux soins et l'état des prisons ». Grand Orient : 50.000 membres dont 800 femmes.

Une enseignante condamnée pour avoir eu des relations sexuelles avec un de ses élèves âgé de 12 ans : 6 mois de prison ferme.

L'ancien commissaire divisionnaire Michel NEYRET comparait devant le Conseil de discipline.

6 septembre – La Commission propose la révocation du commissaire NEYRET. L'ex adjoint de la PJ de LYON bénéficie encore d'une forte aura dans les rangs policiers. La décision est entre les mains du ministre.

Coups de feu à l'entrée d'une école en Girande, à l'occasion d'une rixe familiale.

7 septembre – Quatre morts et une fillette miraculée dans une tuerie près du lac d'Annecy.

Le fils d'un ancien parrain du VAR tué d'une balle dans la tête.

Bruno CHOLET, faux taxi mais vrai récidiviste, est jugé pour le meurtre d'une jeune suédoise. A la barre, l'accusé a évoqué son parcours chaotique « Ma scolarisation s'est faite en prison Madame le Juge. J'ai quitté le placement pour le milieu carcéral ».

Matignon veut privilégier une « approche globale » à propos de l'agglomération marseillaise et pas seulement sécuritaire.

8 septembre – Belgique : durcissement des conditions de libération anticipée après l'émoi causé par la remise en liberté de l'ex épouse de DUTROUC. La partie incompressible de la peine serait allongée.

De plus en plus de pauvres, des riches toujours plus riches, des inégalités accrues.

440.000 pauvres supplémentaires entre 2009 et 2010

8,6 Millions de personnes en dessous du seuil de pauvreté (964 euros par mois)

L'épais mystère du massacre de CHEVALINE « Toutes les pistes sont envisagées, du drame familial au crime crapuleux » Eric MAILLAUD Procureur de la République.

Marseille dispose d'un préfet de police de plein exercice.

Cannabis : 24% des jeunes de 16 ans ont fumé du cannabis au moins une fois par mois en 2011.

« Monde magazine » 8 septembre 2012

MOBILE D'EVASION – Les mobiles sont légion en cellule, au point qu'on en compterait un par prisonnier. « Le pire c'est que les détenus gueulent quand on le leur confisque » » Pierre MONTREUIL du syndicat pénitentiaire des surveillants. Le détenu qui se fait prendre risque dix jours de cellule disciplinaire. Jean Marie DELARUE s'est prononcé en faveur d'une autorisation réglementaire des portables en prison.

9 septembre – Le commissaire NEYRET a été révoqué par le Ministre de l'Intérieur.

Tuerie de CHEVALINE : les enquêteurs n'excluent pas l'hypothèse d'un guet-apens.

La défense complotiste de Bruno CHOLET accusé de meurtre.

La malédiction de l'or noir n'est pas une légende : le Venezuela, l'Equateur, la Bolivie, le Mexique, Trinité et Tobago se trouvent ainsi parmi les pays les plus corrompus de l'Amérique latine.

11 septembre – La violence à l'école : filon des assurances. La couverture racket de la Matmut a permis d'engranger 15000 contrats. 460.000 enseignants ont opté pour une protection en cas d'accident ou d'agression.

A SAINT DENIS, l'habitat indigne continue de tuer (30 morts en plus de 10 ans). 1 Million de personnes dans des logements insalubres. L'hébergement de personnes vulnérables dans des conditions contraires à la dignité humaine est passible de 5 ans de prison, 150.000 euros d'amende et confiscation éventuelle des biens.

Un mémorial de la déportation au camp de Milly – 10.000 personnes ont été internées entre 1939 et 1942 constamment placées sous l'autorité du régime de VICHY.

13 septembre – Après 18 ans de prison, Dany LEPRINCE pourrait être libéré.

- 1997, condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité,
- Juillet 2010, la commission de révision des condamnations pénales l'a remis en liberté,
- Avril 2011 le Cour de révision rejette sa requête, retour en prison,
- 19 avril 2012 tribunal de l'application des peines relève la période de sûreté,
- 10 octobre 2012 le tribunal doit se prononcer sur la libération conditionnelle après avoir reçu l'avis de la commission pluridisciplinaire des mesures de sûreté.

Une vendetta corse fait trois nouvelles victimes. Les familles MATTEI et COSTA s'entretuent après avoir pactisé dans le gang de la brise de mer.

A SAINT OUEN une zone de sécurité contre le trafic de drogue. M. VALLS a lancé mardi 11 septembre son nouveau dispositif sécuritaire.

BOBBA LANDRILLE TCHOUDA – Il se consacre à des ateliers de danse dans les maisons d'arrêt « qu'est ce que je peux changer dans leur vie ? Adoucir le quotidien, positiver un peu, redonner cette part d'humanité que l'enfermement abîme ».

12 septembre – Sept arrestations dans la police du Rhône pour corruption. Les policiers avaient bénéficié de prêts de voitures, d'invitations au restaurant, de téléphones portables en rendant des services à des délinquants.

M. VALLS annonce la reconduite à la frontière de 7000 roumains ou bulgares avant fin septembre.

14 septembre – Danielle JOURDAIN – MENNINGER nommée à la tête de la Mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT). Enarque, inspectrice générale des affaires sociales.

Agression d'enseignants à POITIERS et BORDEAUX

CHEVALINE : les magistrats français à LONDRES pour « renforcer » la coopération judiciaire.

Le corps de Patricia WILSON, disparue dans l'AVEYRON mi août, reste introuvable. Le jardinier et ancien amant est mis en examen pour homicide volontaire.

15 septembre – Messieurs VALLS et CAZENEUVE cherchent le moyen de « fixer » les ROMS en ROUMANIE. Les deux ministres ont reçu un accueil plutôt glacial.

Sonia BLATMANN, une « Madame Association » à Matignon. « Conseillère technique pour les relations avec la société civile.

Christian LAZERGES, député socialiste de l'HERAULT a été nommé à la tête de la commission nationale consultative des droits de l'homme.

16 septembre – Joël MERGUI Président du Consistoire central israélite de France. Dossier abordé avec la ministre de la Justice : les menus casher pour les détenus juifs.

Devant le juge, Abdelkader MERAH a tenté de montrer un nouveau visage.

Bruno CHOLET condamné à la perpétuité, assortie d'une peine de sûreté de 22 ans pour le meurtre d'une jeune suédoise.

18 septembre – L'exécutif hésite sur le droit de vote des étrangers. Une partie du Parti Socialiste presse le gouvernement d'accélérer. Aucune urgence, rétorque le ministre de l'Intérieur.

Vincent PEILLON annonce la création d'un observatoire de la violence scolaire.

La police veut identifier les organisateurs de la manifestation anti-américaine à PARIS destinée à protester contre le film islamophobe « Innocence of Muslims ».

19 septembre – Le calvaire de NINA, victime de viols collectifs dans sa cité. 15 jeunes comparaissent pour avoir abusé de la jeune fille pendant 6 mois en 1999.

Christiane TAUBIRA ouvre le chantier de la récidive. Le Comité d'organisation présidé par Nicole MAESRACCI prépare une conférence de consensus qui se réunira en février 2013.

Le gouvernement renonce aux récépissés de contrôle d'identité.



« Le tout-carcéral augmente les risques de récidive » Christiane TAUBIRA « Nous ferons en sorte que le temps de détention soit un temps utile. Il faut évidemment des moyens ! ».

21 septembre – Les méthodes de l’incontournable Manuel VALLS – Le ministre de l’Intérieur séduit policiers et gendarmes. S’inspire-t-il de Nicolas SARKOZY ou de CLEMENCEAU ?

La justice française comparée à ses homologues européennes. Le point faible en France reste le budget consacré à la justice. La progression du budget a été absorbée par la pénitentiaire

1997 28% du budget du ministère de la Justice consacré à l’Administration Pénitentiaire
2012 40,8%.

Autre particularité française, la charge de travail des parquets : ils sont les moins nombreux en Europe avec la charge de travail la plus lourde.

22 septembre – Géorgie : une vidéo de tortures en prison fragilise le pouvoir. Deux ministres ont démissionnés à la suite du scandale. Depuis 3 ans le Défenseur public dénonçait les abus et les trous noirs du système pénitentiaire, Guiorgui TOUGOUCHI a été nommé ministre chargé du système pénitentiaire.

Hébergement d’urgence : le gouvernement annonce une rallonge de 50 Millions d’euros. 10 et 11 décembre, Conférence nationale de lutte contre la pauvreté qui devrait déboucher sur un plan de 5 ans pour l’égalité, la dignité et la lutte contre la pauvreté et l’exclusion.

Face aux caricatures, le Conseil Français du Culte Musulman appelle les musulmans à « l’indifférence ».

23 septembre – Martin HIRSCH reconnaît s’être « planté ». Le taux de pauvreté a atteint 14,1% en France en 2010, son plus haut niveau depuis 1997. « On avait prévu de prélever 1,5 Milliard d’euros sur les riches pour le RSA, mais il y eu hold-up, la moitié n’est pas allée dans la poche des plus pauvres.

A LIMOGES, le faux directeur d’aéroport condamné à un an de prison ferme.

A ORLY, la confiance retrouvée des jeunes déscolarisés dans une école de la deuxième chance. 150.000 « décrocheurs » jeunes de plus de 16 ans sans diplôme ni qualification.

Entre flics et délinquants, « les barrières étaient tombées » à VENISSIEUX. 7 policiers ont été mis en examen dans une affaire de corruption.

24 septembre – Demande d'une fouille générale à SEQUEDIN, trop de portables d'après F.O.

25 septembre – Manuel VALLS défend « la liberté de porter la kippa ». Il dénonce un nouvel antisémitisme « aussi bien à l'extrême gauche qu'à l'extrême droite ».

L'Etat approuve la création d'un fonds qatari d'au moins 100 Millions d'euros pour les zones paupérisées.

Le « Léonard de Vinci » de la manipulation mentale comparait à BORDEAUX. Thierry TILLY est accusé d'avoir maintenu une famille sous emprise de 2001 à 2009 pour l'escroquer.

Trois fusillades à l'arme automatique à PARIS et en Seine Saint Denis. Les règlements de comptes ont fait 8 blessés et pourraient être liés au trafic de stupéfiants. L'un des jeunes a été interpellé 49 fois par des policiers pour des violences et des trafics, l'autre à 45 reprises.

26 septembre – Victime d'une erreur judiciaire Loïc SECHER reçoit 800.000 euros d'indemnité pour plus de 7 ans de prison, accusé à tort de viol sur une adolescente. Il est le 7^{ième} homme dont le procès a été révisé depuis 1945.

Affaire AZF, la Cour d'Appel de TOULOUSE a estimé que la catastrophe industrielle qui a fait 31 morts est bien due à un accident chimique. L'ancien directeur a été condamné à 1 an de prison ferme, mais a écarté la responsabilité de TOTAL et e son PDG.

28 septembre – Quand M. COPE emprunte à l'extrême droite, il relance sa campagne pour l'UMP. Il dénonce le « racisme anti-blancs ».

Loïc Le Floch-Prigent, derrière les barreaux depuis la mi septembre dans une gendarmerie togolaise. L'ancien PDG d'ELF est inculpé d'escroquerie. Son sort ne semble guère émouvoir les autorités françaises.

Gueule de bois chez les handballeurs à propos d'un match truqué.

La « main-tendue » et les mises en garde de Manuel VALLS aux musulmans français, lors de l'inauguration de la nouvelle mosquée de STRASBOURG.

Trois hommes mis en examen pour trafic de kalachnikovs à PARIS.

29 septembre – Projet de loi de finances 2013, les ministères préservés : Education, Social, Intérieur, Justice. Ministère de la Justice
- 7,7 Milliards d'euros (augmentation de 3%)

- 480 postes créés en 2013
- 205 postes Protection Judiciaire de la Jeunesse
- 133 services pénitentiaires
- 100 bureaux d'aide aux victimes.

Manuel VALLS crée une procédure administrative spécifique pour remplacer la garde à vue des immigrés clandestins : une retenue de 16 heures. Le délit de solidarité, outil d'intimidation des bénévoles est supprimé.

Les habitants d'une cité de MARSEILLE chassent des Roms et mettent le feu à leur campement.

30 septembre – Faculté de LILLE - Droit et santé - un bizutage qui tourne mal.

A LILLE, démantèlement d'un réseau tzigane qui « achetait » des jeunes pour en faire des cambrioleurs. Hausse de 9% en un an des cambriolages de résidence.

Manuel VALLS assouplit par circulaire les critères de naturalisation.

Christiane TAUBIRA veut atteindre 63.000 places de prison en 5 ans. Au 1^{er} septembre 57385 places pour 66126 détenus. La ministre veut développer les aménagements de peine – 120 postes créés : 80 juges, 60 greffiers.

OCTOBRE 2012

2 octobre – A Grenoble, les auteurs d'une rixe mortelle recherchés. Deux jeunes ont été tués à ECHIROLLES victimes d'une expédition punitive.

Affaire BETTENCOURT : face au juge, Eric WOERTH se débat sans convaincre.

A Saint-Denis, derrière la façade haussmannienne, la vie sans eau. Les locataires du 39 rue Gabriel PERI ravagé par un incendie qui a fait trois morts, continuaient à payer leur loyer malgré l'insalubrité. « Les bonnes affaires » immobilières des frères LABBOUZ.

3 octobre – Renaud VAN RUYMBEKE à nouveau jugé par le Conseil Supérieur de la Magistrature, en marge de l'affaire CLEARSTREAM. Il est accusé d'avoir rencontré hors de tout cadre procédural Jean Louis GERGORIN soupçonné d'être le corbeau dans cette affaire.

Des policiers de la Brigade anti criminalité de MARSEILLE interpellés par l'Inspection Générale de la police nationale.

Un collégien condamné à 5 ans de prison dont deux ans fermes pour avoir poignardé sa professeur en 2009.

Douze personnes interpellées après le lynchage de deux jeunes à ECHIROLLES. François HOLLANDE et Manuel VALLS ont rencontré les familles des victimes.

C'est en prison que vit le héros du film « REALITY » Aniello ARENA purge une peine pour meurtre, il anime une troupe de théâtre la compagnia della FORTEZZA.

4 octobre – Echirolles sidérée par l’ultra-violente, c’est une histoire de regard qui a viré à la barbarie.

Après l’affaire MERAH, le filet antiterroriste est élargi, présentation d’un projet de loi réprimant les actes commis par des Français à l’étranger.

Procès MONFLANQUIN : le gourou Thierry TILLY avait « mis l’intelligence de VEDRINES en jachère ». L’expert psychiatre Daniel ZAGURY a décrit « l’emprise mentale » du gourou.

Douze policiers de la BAC de MARSEILLE placés en garde à vue, ils sont soupçonnés d’avoir volé des stupéfiants et des sommes d’argent à des dealers.

4 octobre – Journée Nationale Prison à initiative de la Conférence Nationale des bâtonniers - thème : « la violence en détention ».

NIMES – 192 places théoriques, 430 détenus.

5 octobre – Drame d’ECHIROLLES : huit personnes mises en examen pour assassinats.

A Strasbourg un adolescent meurt sous les coups d’un de ses adversaires lors d’un match de football en salle.

En 2008 – 2009 un peu plus de 40% des moins de 24 ans résidant dans les zones urbaines sensibles vivaient en dessous du seuil de pauvreté.

Le juge VAN RUYMBEKE n’a finalement rien fait de grave. La directrice du service judiciaire ne réclame pas de poursuite contre le juge.

6 octobre – Des policiers de la BAC de MARSEILLE devant le juge d’instruction.

MONFLANQUIN : peine maximale requise contre Thierry TILLY.

Daniel VAILLANT pour la légalisation du cannabis thérapeutique.

7 octobre – La justice ralentit la construction des prisons

- Projets maintenus : ORLEANS, VENDIN LE VIEIL, RIOM, VALENCE, BEAUVAIS, DRAGUIGNAN, MAJICAVO (MAYOTTE), DUCOS (MARTINIQUE), et PAPEARI (POLYNÉSIE).
- Prison de RODEZ livrée en 2013
- Rénovation lourdes maintenues : FLEURY MEROGIS, BAUMETTES, NANTES, NOUMEA, LA SANTE.

« Les modalités du partenariat public-privé particulièrement dispendieuses pour les finances publiques ». La Cour des Comptes avait prévenu que les loyers payés au privé pour la construction de nouveaux établissements 95 Millions d’euros en 2010 s’élèveront à 567 Millions d’euros en 2017.

Douze policiers de la BAC mis en examen et sept écroués à MARSEILLE.

Trois policiers de la BAC d'ARRAS visés par une enquête pour violence.

Madame TAUBIRA promet l'abrogation en 2014 de la taxe de 35 euros sur les procédures judiciaires.

NANTES - Nouveau Centre Pénitentiaire situé à CARQUEFOU, des ateliers de formation sont mis en place. Des détenus rémunérés 2,26 euros de l'heure travaillent aux métiers de second œuvre du bâtiment.

« LA CROIX »

« La justice restaurative » au programme des aumôniers de prison protestants.

« GENEPI »

Un détenu porte plainte contre la Maison d'Arrêt de BAYONNE « la Villa chagrin » pour des conditions de détention « dégradantes et inhumaines » Capacité théorique : 71 places – 135 détenus parfois.

GENEPI

Un détenu se pend à VIVONNE, sa famille porte plainte – 2^{ème} suicide en deux mois.

« Le Point » 6 octobre 2012

TAUBIRA brandit un sondage non publié par ses prédécesseurs

- 77% des personnes interrogées considèrent que la prison ne permet pas de lutter contre la récidive.
- 64% estiment que les aménagements de peine constituent un levier important en matière correctionnelle pour éviter la récidive.

Colloque au Sénat « Pour en finir avec la primauté de l'enfermement en matière correctionnelle : la contrainte pénale communautaire ».

« OIP » 3 octobre 2012

Le Conseil d'Etat condamne la pratique des fouilles à nu aléatoires en prison. L'Arrêt du 26 septembre 2012 suspend l'exécution d'une note de service de la Directrice du Centre Pénitentiaire de BOURG en BRESSE – Référence à l'article 57 de la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009.

9 octobre – L'inquiétante dérive djihadiste de jeunes français – 11 personnes en garde à vue après le démantèlement d'un groupe d'islamistes. Jérémie Louis Sidney tué lors de son interpellation.

« Des personnes choisissent la délinquance pour financer des filières djihadistes » Samir AMGHAR spécialiste du salafisme. Il faudrait former davantage d'aumôniers

musulmans pénitentiaires pour contrer l'islam radical en prison mais on butte depuis des années sur le manque de moyens humains et financiers.

Scandale à la Brigade anti criminalité de MARSEILLE : questions sur l'encadrement des policiers mis en cause.

11 octobre – Coup de filet islamiste : des gardes à vue de 12 suspects prolongées. Des « éléments utiles à la fabrication d'engins explosifs » ont été découverts en perquisition. Dans les affaires de terrorisme, les gardes à vue peuvent atteindre 6 jours en cas de « risques sérieux de l'imminence d'une action terroriste en France ou à l'étranger ». Disposition qui date de 2006.

Banlieues : le jeu de la politique de la ville rebattu. Le ministre François LAMY lance une consultation pour concentrer les crédits sur les quartiers les plus défavorisés.

Sondages de l'Elysée : le système BUISSON mis à jour. L'association ANTICOR a déposé plainte contre x mardi 9 octobre pour favoritisme et détournements de fonds.

Libération conditionnelle pour Dany LEPRINCE le 19 octobre avec placement sous surveillance électronique durant un an. Il devra répondre pendant 7 ans aux convocations du juge de l'application des peines.

12 octobre – Dix acquittements dans « le procès des tournantes » condamnation de quatre auteurs à des peines de prison assorties de sursis. Une seule des plaignantes s'est vu reconnaître le statut de victime de viols.

13 octobre – Faut-il supprimer les brigades anti criminalité ? Le sociologue Didier FASSIN a étudié les BAC. Une police abusive selon lui.

Viols collectifs : les féministes voient le verdict un « permis de violer » 75000 femmes adultes sont violées chaque année en France, au moins autant de mineures. 10% d'entre elles portent plainte 2% des violeurs sont condamnés d'après la Présidente du collectif féministe contre le viol.

14 octobre – A l'Assemblée des lobbyistes encore trop discrets. Malgré la réforme de 2009, des députés et des représentants d'intérêts plaident pour plus de transparence.

Le calvaire de Chantal NSAMIRIZI, esclave moderne, reconnue par la Cour Européenne des Droits de l'Homme. L'Etat Français a été condamné à 30.000 euros à son bénéfice. Chez son oncle, Chantal et sa sœur effectuent des tâches serviles et logent dans une cave sans chauffage ni fenêtre.

Le procès des Marronniers interrompu pour des soupçons de subordination de témoins. Ange FEDERICI comparait en appel devant la Cour d'Assises du Var pour trois assassinats.

Viols collectifs : le parquet de CRETEIL fait appel « C'est un message à l'égard des deux jeunes femmes qui doivent être instaurées dans leur place de victimes » a indiqué le procureur.

Un élu écologiste de PARIS en garde à vue dans une affaire de blanchiment de l'argent de la drogue.

« A la télévision » mercredi 17 octobre 2012

« Médecin chef à la SANTE » d'après le livre de Véronique VASSEUR, téléfilm de Yves RENIER.

« France 3 » Mercredi 17

Les dangers du partenariat public privé. En Angleterre le PPP est passé de mode, sur la centaine d'hôpitaux construits depuis 20 ans, 60 sont en défaut de paiement.

16 octobre – Drogues : CANNABIS Vincent PEILLON a souhaité un débat à propos de la dépénalisation du cannabis. La droite est montée au créneau : Jean François COPPE, François FILLON, Rachida DATI, François BAROIN ont jugé cette initiative irresponsable.

Sept notables parisiens soupçonnés de blanchiment d'argent. Un réseau utilisait leurs comptes en Suisse pour recycler l'argent du trafic de drogue.

Une PME face à la concurrence « déloyale » des prisons. Frédéric LAROURE, à la tête d'une société de conditionnement en Charente ne peut aligner ses coûts de production sur ceux de la main d'œuvre détenue. Salaire de ses employés : 9,40 euros bruts de l'heure, salaire des détenus : 4,10 euros bruts de l'heure (45% du salaire minimum).

A Vivonne l'activité est gérée par GEPSA filiale de COFELY elle-même filiale de GDF – SUEZ. Elle intervient dans treize établissements pénitentiaires. Fournir une activité en prison est une obligation légale depuis 2009, si le partenaire privé ne remplit pas ses obligations, il est soumis à des pénalités.

Pas de prisons neuves à SAINT VENANT et DUNKERQUE ? France 3 15 octobre 2012 Deux prisons n'apparaissent plus dans le budget 2013. Par contre sont maintenues : la Maison Centrale de VENDIN le VIEIL, le quartier courtes peines de LONGUENESSE, le centre de semi-liberté de SAINT MARTIN BOULOGNE, ces chantiers déjà lancés feront l'objet d'un financement sur 3 ans.

« Internet »

Maison d'Arrêt de PAU des surveillants mis en cause. Boitier avec pinces crocodiles pour court-circuiter l'interrupteur placé dans le mirador qui doit être actionné toutes les demi-heures. Rapport à l'inspection générale des services pénitentiaires, des poursuites disciplinaires sont engagées.

« La République des Pyrénées » 15 octobre 2012

Film « ETRE LA » de Régis SAUDER – Film à propos des psychiatres infirmiers à la prison des BAUMETTES.

« GENEPI »

Prisons de femmes - Ciné débat : « les résidentes » documentaire d'Hélène TRIGUEROS – 16 octobre cinéma l'Union à LILLE

« Rue 89 »

Aumônier musulman en prison « je ne suis pas un contrôleur de conscience » Samia BEN ACHOUBA secrétaire de l'aumônerie nationale musulmane des prisons. 2013, 15 nouveaux aumôniers musulmans pour couvrir 3 établissements pénitentiaires – Même effort prévu en 2014. « Moi je vais à la rencontre des détenus pour accompagner des hommes en reconstruction et pour garantir un droit fondamental à la liberté de culte ».

17 octobre

« Une du Monde »

« N'éludons pas le débat sur le cannabis » Le premier Ministre a tonné qu'il n'y aurait pas de dépénalisation du cannabis. La France est le pays qui dispose de la législation la plus sévère. La loi de 1970 fait de la consommation un délit passible d'une peine d'un an d'emprisonnement et de 3750 euros d'amende. La France est l'un des pays où l'usage du cannabis est le plus répandu. 39% des 15 -17 ans déclarent en avoir déjà fumé. Cela mérite un vrai débat.



Contrôle d'identité : le Défenseur des droits prône un cadre plus strict. Il propose le rétablissement du matricule des policiers et l'encadrement des palpations de sécurité.

Figure du barreau de Corse, Maître Antoine SOLLACARO a été assassiné à AJACCIO. Il est le 15^{ième} homme tué par balles en Corse depuis le début de l'année.

18 octobre – « La Corse ou la banalisation du crime » *Une du Monde*

L'Uruguay envisage de légaliser la vente de cannabis et d'en faire un monopole d'Etat.

La question de la légalisation du cannabis fait l'objet d'un âpre débat à COPENHAGUE. La municipalité a décidé d'organiser au printemps 2013 une grande conférence sur le thème de la légalisation du cannabis.

En Corse, l'ultra-violence règne depuis l'éclatement de deux systèmes criminels locaux. La Corse est la région la plus criminogène d'Europe.

Islam : la pénurie d'aumôniers de prison va perdurer. 30 postes nouveaux, cela ne suffit pas à couvrir les besoins.

Ange Toussaint FREDERICI condamné à 30 ans de prison, période de sûreté de 20 ans pour un triple homicide au Bar des Marronniers en 2006 à MARSEILLE.

19 octobre – HOLLANDE reconnaît la répression du 17 octobre 1961, il rend hommage à la mémoire des manifestants algériens tués à PARIS.

Renaud VAN RUYMBERIE blanchi de toutes poursuites disciplinaires.

Mort d'un gendarme renversé par un délinquant.

Suicide d'un surveillant dans un mirador avec son arme de service à SEYSSES (près de TOULOUSE).

20 octobre – BMERAH : l'incroyable raté des services secrets. Le renseignement savait tout du profil du tueur de TOULOUSE. Bernard SQUARCINI en difficulté.

21 octobre – Corse : le cri d'alarme du juge antiterroriste Gilbert THIEL. « Il y a encore aujourd'hui 80 attentats par an en Corse. C'est encore énorme ».

Invité de l'Union Syndicale des Magistrats, Manuel VALLS assure qu'il ne dressera pas la police contre les juges. Christiane TAUBIRA a annoncé que la collégialité des juges serait bien mise en place en 2016, dans une forme aménagée.

Un lycéen accuse la police de violences, une enquête est ouverte.

Banditisme : des armes découvertes près de BELFORT, vaste trafic de kalachnikovs.

23 octobre – Monsieur AYRAULT annonce dix mesures contre la criminalité en Corse. « les affaires économiques et financières sont à l'origine de la plupart des homicides ».

Marisol TOURAINE favorable aux salles de consommation d'ici à fin 2012. Elles existent déjà dans plusieurs pays dont la Suisse et l'Allemagne.

24 octobre – Peine de prison ferme pour une erreur de prévision. 7 experts italiens de la Commission des grands risques condamnés pour ne pas avoir prévu le séisme d'AQUILA.

KARACHI : les juges ciblent BALLADUR et BAZIRE, ils auraient été les architectes d'un vaste réseau de financement occulte à travers des contrats d'armement.

Lutte anti-corruption : l'OCDE accable la France. L'arsenal législatif ne dissuade pas les entreprises de payer pots-de-vin pour gagner des contrats à l'international.

25 octobre – MERAH : selon la police des polices la Direction Centrale du Renseignement Intérieur (DCRI) a failli. «défaillances objectives» dans le suivi du tueur de TOULOUSE.

Une majorité de députés veut inviter la presse en prison. L'ex détenu Pierre BOTTON a fait signer une pétition par 289 élus de tous bords pour qu'ils visitent inopinément les lieux d'enfermement avec les médias « deux jours de transparence ».

La semi-liberté, une bonne idée mal appliquée. «l'insuffisance du nombre de magistrats et de travailleurs sociaux rend illusoire une prise en charge individualisée ». Jean Marie DELARUE Contrôleur général des lieux de privation de liberté - Avis du 23 octobre. 1857 personnes en semi-liberté au 1^{ier} janvier 2012 (3% des détenus). 768 places sont au taux d'occupation de 241%. La Ministre de la Justice entend créer 803 places de semi-liberté en centre ville ou en périphérie avec transports en commun.

26 octobre – Sept notables, trois frères et l'argent de la drogue. Derrière l'affaire LAMBLIN se cache un circuit très rentable de blanchiment entre la France, la Suisse et le Maroc.

La Cour d'Appel de PARIS condamne Jérôme KERVIEL et sa défense « fantaisiste ». L'ex trader se pourvoit en cassation contre l'arrêt qui prévoit une peine de trois ans de prison ferme.

Absentéisme : la sanction des parents remise en cause. Un texte supprimant la loi CIOTTI, qui permet la suppression des allocations, est discuté au Sénat.

27 octobre – « Racisme anti-blancs » derrière la formule le débat qui fâche. Pour la 1^{ière} fois une association antiraciste la LICRA se porte partie civile dans un procès de « racisme » envers un blanc. Un homme de 28 ans est accusé de violences contre un jeune dans le métro parisien. Il est accusé d'avoir insulté la victime « sale blanc, sale Français ». Le MRAP soutient cette initiative. La Ligue des Droits de l'Homme s'accroche à sa ligne traditionnelle « il peut y avoir des imbécillités chroniques mais le racisme anti-blancs, en soi, cela n'existe pas ». Pierre TARTAKOWSKY Président LDH.

Double meurtre de MONTIGNY-LES-METZ : Francis HEAULME pourrait être renvoyé devant les Assises. Décision dans trois semaines de la Chambre de l'Instruction.

30 octobre – 150.000 Sans Domicile Fixe en France d'après la Cour des Comptes. 40.000 errent entre la rue et les Centres d'hébergement d'urgence. Selon la FNARS trois personnes sur quatre ayant appelé le 115 en septembre n'ont pas eu de proposition d'hébergement. L'association Droit au Logement évalue le nombre de logements vacants à 2,39 Millions en 2011.

Les campus libérés du partenariat public-privé. Les chantiers sont au point mort du fait de la complexité des PPP. « Nous avons besoin de bâtiments évolutifs et le PPP n'est pas assez souple pour cela » Yvon LARMET Vice Président de l'Université de STRASBOURG.

A BREST un adolescent se suicide après avoir été victime d'un chantage sut Internet. Le lycéen a accepté de se dénuder devant une webcam.

Le « monsieur sécurité » d'Ikea France accuse. Il affirme que l'espionnage des salariés état connu et encouragé par la direction.

31 octobre – Chronique de Gérard COURTOIS – « les SDF ou le tragique de répétition » La crise a transformé l'hébergement des sans-abri en une course poursuite sans fin entre les efforts réalisés et les besoins grandissants.

Débat : Syndicat des Commissaires de la police nationale (SCPN) « Que de chose à dire sur la logique de corruption et le favoritisme dans le domaine des marchés publics ».

NOVEMBRE 2012

2 novembre – Le Québec lance une offensive anti corruption. Portée par la première ministre Pauline MAROIS, une commission d'enquête révèle plusieurs scandales de marchés publics truqués. Des milliards de dollars canadiens auraient été détournés depuis les années 80, notamment par les entreprises du secteur BTP en collusion avec des fonctionnaires qui recevaient des pots de vin.

Clichy sous Bois : La Cour de Cassation ouvre la voie à un procès des policiers ; annulation du non-lieu des agents après la mort de deux adolescents en 2005. Ce fait avait entraîné trois semaines d'émeutes dans les banlieues.

L'accueil des roms crée de vives tensions dans la communauté urbaine de Lille. Le Maire PS de HELLEMES a été pris à partie par l'UMP et l'extrême droite lors d'une manifestation

3 novembre – Deux jeunes tués dans un nouveau règlement de comptes à MARSEILLE. (23 depuis le début de l'année).

Prévenir la violence scolaire : un métier d'avenir. Les assistants de prévention et de sécurité, créés par Vincent PEILLON à la rentrée, arrivent dans les établissements (500 en tout).

Des élus basques scandalisés par la remise à l'Espagne d'une indépendantiste française Aurore MARTIN, militante du parti BATASUNA, visée par un mandat d'arrêt européen délivré par un juge madrilène.

4 novembre – LURE, quand les services publics s'en vont. La ville de Haute Saône a perdu sa maternité, son tribunal, son régiment, son commissariat. Par contre la fermeture de la Maison d'Arrêt annoncée par Michèle ALLIOT – MARIE a été annulée par Michel MERCIER. « C'est près d'une quarantaine d'emplois pénitentiaires maintenus. Les 80 détenus sont enregistrés le temps de leur peine comme résidents. L'Etat verse 260 euros par habitant au titre de la solidarité rurale » indique le Maire.

Aux assises, le procès de l'ultra violence conjugale. Déjà condamné pour viol, Mahamadou DOUCOURE comparait pour le meurtre de son ex compagne.

« Chronique d'Hervé KEMPF » « Notre – fric c- des - Landes

Le préfet de Loire-Atlantique Bernard HAGELSTEEN avait préparé le dossier « d'appel public à la concurrence » pour réaliser l'aéroport de Notre – Dame – des – Landes. VINCI a été retenu comme concessionnaire. En avril 2011 Bernard HAGELSTEEN a rejoint la société VINCI autoroutes en qualité de conseiller du Président. « L'hybridation entre entreprises et hauts fonctionnaires sape la confiance des citoyens ».

6 novembre – L'errance des migrants, dix ans après SANGATTE. La fermeture du centre de la Croix Rouge en 2002 n'a rien réglé. Les sans papiers se sont déplacés le long du littoral. 7.000 migrants interpellés tous les ans.



Manuel VALLS estime qu'il n'a pas à s'excuser après l'extradition de la militante basque Aurore MARTIN.

7 novembre – 6 mois ferme requis contre la nounou clandestine de MARSEILLE. Elle s'occupait sans agrément de 14 enfants de 9 mois à 3 ans.

Affaire BETTENCOURT, Nicolas SARKOZY a été convoqué par les juges.

Martine AUBRY dans la tourmente de l'amiante. C'est certainement le grief qui fait bondir le plus la maire de Lille, qu'on la soupçonne d'avoir été influencée par les industriels.

Banques britanniques, la facture des scandales s'alourdit. HSBC n'aurait pas respecté les règles contre le blanchiment d'argent aux Etats-Unis : argent du cartel de la drogue mexicain, argent du terrorisme, financements iraniens.

8 novembre – La consommation du cannabis légalisée par référendum dans deux états ; le Colorado et l'Etat de Washington.

Mahamadou DOUCOURE condamné à 30 ans de prison, 20 ans de période de sureté pour le meurtre de son ancienne compagne.

18 mois ferme pour avoir frappé un professeur.

Amiante : Martine AUBRY mise en examen pour « homicides involontaires ». L'ancienne directrice des relations du travail conteste avoir tardé à prendre de mesures.

Plus de 3.000 personnes meurent chaque année de l'amiante en France. Les prévisions les plus pessimistes annoncent 100.000 morts d'ici 2025. Un organisme, le Comité permanent amiante (CPA) financé par les industriels « aurait pour but de maintenir l'usage contrôlé de l'amiante ».

9 novembre – SODEXO réduit ses effectifs. 700 postes sur 420.000 dans le monde vont être supprimés. Exercice 2011 – 2012 les ventes ont progressé de 13,6% à 18,2 Milliards d'euros. Bénéfice net en hausse de 16,4% à 525 Millions d'euros.

BFM Business récompense les meilleurs BFM AWARDS. Prix Saga familiale : Pierre BELLON SODEXO.

Annnonce des 7ièmes Rencontres parlementaires sur les prisons le 27 novembre 2012 à la Maison de la Chimie à PARIS – Partenaire SODEXO Justice services.

10 novembre – Aurore MARTIN : l'Elysée a pressé la chancellerie de réagir à la polémique. En l'absence de Madame TAUBIRA ou de son directeur de cabinet, le ministre était resté muet.

L'actuelle numéro deux de la direction centrale de la Police Judiciaire Mireille BALLESTRAZZI a été élue présidente d'INTERPOL.

Le rapport JOSPIN prône un big-bang politique. Conflits d'intérêts : transparence obligatoire. Proposition : créer une autorité de déontologie de la vie publique.

13 novembre – Monsieur VALLS « j'engage une réforme de la police des polices ». L'inspection générale des services est impliquée dans un scandale : la mise en cause de fonctionnaires classés à gauche. L'un d'eux, Yannick BLANC a été nommé préfet par Manuel VALLS. Fait rare : le Conseil Supérieur de la Magistrature lance une procédure contre le juge chargé de l'affaire.

Les habitants de Saint Ouen tentent de disputer le territoire à des dealers omniprésents « on a envie de retrouver un endroit où on ait envie de vivre » Mireille une octogénaire à l'origine d'une pétition des habitantes.

Ouverture en appel du procès des époux TIBERI, affaire des faux électeurs du 5^{ème} arrondissement.

15.000 personnes à BAYONNE pour les prisonniers basques et Aurore MARTIN – 620 prisonniers en France et en Espagne.

14 novembre – Loyers, énergie, les impayés se multiplient en France. 42% des français ont restreint leur chauffage en 2011. 3,8 Millions de ménages sont en situation de précarité énergétique.

Affaire MERAH : enquête pour apologie de terrorisme. La sœur de Mohamed MERAH a été filmée en caméra cachée, elle s'est dite fière de son frère Mohamed.

Affaire des reclus de MONTFLANQUIN 8 ans de prison pour Thierry TILLY qui avait dépouillé une famille en lui faisant croire qu'elle était l'objet d'un complot.

La FIDH dénonce l'enfer des prisons en HAÏTI : surpopulation, absence d'eau potable et d'hygiène. « Exemple : 39 détenus enfermés dans une cellule d'une vingtaine de mètres carrés avec un lit superposé double où les détenus dorment à tour de rôle ».

Malgré sa demande d'un débat public Andy F. parenticide sera jugé à huis clos par la Cour d'assises des mineurs pour avoir tué ses parents et ses deux frères en 2009.

15 novembre – Comment juger la psychiatre d'un patient meurtrier ? Le procès, pour homicide involontaire du docteur Danièle CANARELLI inquiète la profession. Des experts dénoncent « l'utopie du risque zéro ». « Désormais, la mission de l'expert médical porte moins sur l'évaluation de la responsabilité que sur celle de la dangerosité : le médecin n'a plus à faire un diagnostic mais un pronostic ».

Monsieur VALLS recadré par François HOLLANDE après son dérapage sur la droite et le terrorisme « le retour du terrorisme dans ce pays, c'est vous ».

A CUBA la police politique s'acharne contre l'opposant Antonio RODILES, animateur d'un forum de débats. Il risque la prison pour « résistance à l'autorité ».

Au BRESIL la condamnation du bras droit de LULA pour corruption provoque un séisme.

Hausse des violences physiques en collèges et lycées en 2011 – 2012. Les 10% d'établissements les plus violents concentrent 44% des incidents.

Affaire MERAH : la sœur de Mohamed MERAH porte plainte contre M6.

Affaire de JARNAC : un agent britannique Mark KENNEDY infiltré au cœur des mouvements altermondialistes a joué un rôle important dans cette affaire.

16 novembre – Monsieur VALLS annonce des renforts de sécurité en Corse. Le ministre de l'Intérieur et Madame TAUBIRA se sont rendus sur l'île après l'assassinat de Jacques NACER, Président de la Chambre de Commerce et de l'Industrie, le 14 novembre. Jacques NACER était un proche d'Alain ORSONI.

Lors des années collège, « le cannabis on y goûte tous les jours ». A Chateaufort-sur-Loire, une association mène des actions de prévention auprès des élèves, à l'âge où ils entrent en contact avec cette drogue.

Le gouvernement annonce la création de 49 nouvelles zones de sécurité prioritaires (elles s'ajoutent aux 15 zones créées en août).

17 novembre – La crise a beaucoup plus accru le chômage en banlieue qu'ailleurs. L'observatoire des zones urbaines sensibles pointe une forte aggravation des inégalités.

Les pistes de M. BAUDIS, défenseur des droits, pour améliorer les rapports policiers – migrants à CALAIS. Après une enquête minutieuse, il dresse un tableau des mauvaises pratiques policières à l'égard des étrangers, notamment lors des interpellations et des évacuations de squats.

Deux fillettes et leurs mères retrouvées mortes en Isère. Le compagnon de la mère, condamné pour violences conjugales en mai, est recherché par la police.

18 novembre – Face à face entre un père et la complice de DUTROUX. Vendredi 16 novembre Jean Denis LEJEUNE, le père de Julie, l'une des victimes de Marc DUTROUX a rencontré Michelle MARTIN, ex épouse du tueur et violeur. « J'y vais pour comprendre, pour savoir ».

En grève de la faim depuis 57 jours deux salafistes tunisiens meurent en détention. Ils étaient soupçonnés d'avoir participé à l'attaque de l'ambassade américaine à TUNIS.

A Ajaccio, Andy F. acquitté du meurtre de sa famille « pénalement irresponsable »0. Il sera hospitalisé d'office dans une unité psychiatrique.

Chloé, 15 ans, disparue depuis une semaine retrouvée vivante dans un coffre de voiture en Allemagne. Le conducteur déjà condamné en France a été interpellé.

20 novembre – faits divers – Chloé entendue par le enquêteurs. Son ravisseur présumé, âgé de 32 ans, avait déjà été condamné à 5 ans de prison dont 3 ans ferme pour agression sexuelle.

21 novembre – Appel du parquet dans l'affaire de la tuerie d'Agosta, après le verdict de la Cour d'Assises des mineurs qui avait déclaré irresponsable le jeune Andy F.

Le sentiment d'insécurité résiste à la baisse des délits. Selon l'enquête annuelle de victimation menée par l'Observatoire National de la délinquance et des réponses pénales, les Français se déclarent de moins en moins victimes d'actes de délinquance. La délinquance citée comme problème préoccupant par 13,4% des Français.

La défenseure des droits des enfants, qui dépend du défenseur des Droits, pour un « droit à l'oubli » sur le NET s'agissant des adolescents.

Depuis la loi BESSON, 25% des étrangers ont été expulsés sans voir un juge judiciaire, contre 8% auparavant. Durée maximale de la rétention est passée de 32 à 45 jours. Pour 85% des personnes, la situation s'est terminée avant la fin du 17^{ième} jour. En 2011 50.000 personnes placées en rétention (plus de la moitié en outre mer).

Vote des détenus, « Londres doit s'exécuter ». Dean Spielmann, le nouveau président de la Cour Européenne de Droits de l'Homme, espère que le Royaume-Uni acceptera l'arrêt de la Cour. 2500 requêtes de détenus anglais sont gelées actuellement. Le montant des compensations pourrait s'élever à 150 Millions d'euros. « La Cour a joué un rôle capital sur les grandes questions de société dont les droits des détenus, problème me tient particulièrement à cœur ».

23 novembre – Les failles du suivi judiciaire du ravisseur de Chloé. Mauvaise inscription dans un fichier, dossier égaré, Kamel BOUSSELAT a profité d'une série d'erreurs administratives. Il a fallu l'enlèvement de Chloé pour qu'on s'avise que le ravisseur, tombé dans un trou noir de l'Administration, n'était suivi par personne (13 condamnations depuis 2007).

4080 personnels des Services Pénitentiaires d'Insertion et de Probation sont chargés du suivi de 73780 personnes écrouées et 173063 personnes en milieu ouvert. 80% des détenus passent moins d'un an en prison. 120.000 des 600.000 condamnations en correctionnelle le sont pour conduites en état d'ivresse. 140.000 personnes condamnées à une peine avec sursis et mise à l'épreuve.

Le procès par procuration des victimes de Régis de CAMARET, jugé pour viols. L'ancien entraîneur de tennis comparait pour des viols sur deux anciennes stagiaires.

Le Nouvel Observateur Le "Manifeste des 313" : "Je déclare avoir été violée"

En France, une femme est violée toutes les 8 minutes. Le viol est un fait banal, massif. Il détruit physiquement et moralement. Et pourtant, il relève du tabou. On peut raconter dans un dîner entre amis ou à ses collègues de bureau que l'on a été victime d'un attentat, que l'on a perdu un proche ou subi un cambriolage. Avec le viol, silence radio. Cet acte touche à la sexualité et la suspicion n'est jamais loin. Le viol est un crime dans lequel la victime se sent coupable, honteuse.

Trop de stéréotypes entourent le viol. Dans l'imaginaire collectif, il se déroule dans une ruelle sombre et est perpétré par un inconnu physiquement menaçant. Dans la vraie vie, les violeurs sont le plus souvent connus de la victime et leur arme ressemble plus au chantage affectif qu'à un couteau, à la menace professionnelle ou financière qu'à un pistolet. Là se niche toute la complexité de ce crime qui s'inscrit dans un rapport de domination historique, celui du masculin sur le féminin.

Ne pas pouvoir dire ce que l'on a vécu rajoute à la violence subie et contribue à l'impunité des violeurs. Seul un viol sur huit environ fait l'objet d'une plainte. Il est temps de libérer la parole, condition sine qua non pour en finir avec le viol. Nous voulons briser le silence sur ces millions de femmes violées. Je déclare que je suis l'une d'elles. Je déclare avoir été violée. Le dire publiquement, ensemble, est un acte politique. Ce manifeste est une interpellation des pouvoirs publics et de la société tout entière pour favoriser l'émergence de notre parole, ici et maintenant".

Clémentine Autain, 39 ans, femme politique ; Frédérique Hébrard, 85 ans, écrivain et scénariste ; [Isabelle Demongeot](#), 46 ans, ex-championne de tennis ; Caroline de Haas, 32 ans, conseillère au ministère des Droits des Femmes, Marie-Laure de Villepin, 50 ans ; Geneviève Garrigos, 57 ans, présidente d'Amnesty International France ; Marie Pauline Ferrari, 51 ans, vice-consule à l'ambassade des Seychelles ; Lea Belek, 43 ans, directrice de clientèle dans la publicité ; Caroline Sinz, 49 ans, journaliste. Alice Loffredo, 26 ans, chargé de mission associative ; Sophie Paris, 43 ans, doctorante ; Sylvie Fouché, 52 ans, agricultrice ; Marie-Hélène Delteil, 51 ans, développeuse web ; Sarah Ripoché, 27 ans, assistante de distribution cinématographique ; Jessica Marosz, 20 ans, étudiante ; Françoise Madrelle, 61 ans, secrétaire ; Alessia Lamponi, 42 ans, professeur ; Alexandra Ledroyen, 32 ans, assistante ; Isabelle Giraud, 23 ans, sans emploi ; Alix Fournier, 26 ans, assistante metteur en scène ; Marie-Claude Reymond, 47 ans, graphiste ; Magalie Pailler, 39 ans, enseignante ; Suzanne Legrand, 41 ans, auteur ; Rosen Hicher, 55 ans, sans profession ; Javiera Coussieu, 33 ans, traductrice ; Béatrice Alonso, 39 ans, professeur ; Céline Moustache, 24 ans, journaliste ; Monique Bitaud, 61 ans, retraitée ; Liliane Gabel, 60 ans, écrivain et artiste ; Evelyne Bachelier, 56 ans, aide maternelle ; Emilienne Rastoll, 58 ans, retraitée ; Alexandra Coenraets, 36 ans, médiatrice ; Camille Farrie, 22 ans, demandeuse d'emploi dans le médico-social ; Marjorie Blanchet, 31 ans, assistante évaluation ; Claire Serre-Combe, 29 ans, chargée d'administration dans un théâtre ; Angeline Montoya, 37 ans, journaliste ; Vanessa Deroo, 26 ans, intérimaire ; Juliette Bozec, 25 ans, comptable ; Sophie Taillard, 38 ans, collaboratrice d'un groupe politique ; Meera Chakraverty, 45 ans, chef d'entreprise ; Chantal Biet, 59 ans, cadre supérieur dans la fonction publique territoriale ; Marie Murphy, 48 ans, enseignante ; Anne-Marie Mourrain, 39 ans, agent administratif ; Evelyne Merlier, 59 ans, retraitée ; Nathalie Le Martelot, 43 ans, sans profession ; Marie-Jeanne Douarinou, 63 ans, institutrice retraitée ; Aurélie Jost, 26 ans, étudiante ; Aude Gogny-Goubert, 28 ans, actrice ; Elodie Perrault, 30 ans, sans profession ; Françoise Guglielmini, 53 ans, sans profession ; Véronique Verger, 46 ans, sans profession ; Geneviève Celant-Auduberteau, 68 ans, présidente de la FPASVV ; Alice Boyer, 56 ans, sans emploi ; Marie-Paule Glachant, 64 ans, psychothérapeute ; Caroline Breton, 33 ans, actrice ; Jacqueline Merville, 59 ans, écrivain et peintre ; Odile Camette, 56 ans, mère au foyer ; Sabrina Le Corre, 47 ans, sans profession ; Swan Nguyen, 42 ans, auteur ; Agnès Courville, 53 ans, enseignante ; Irène Andréakos, 32 ans, accompagnatrice en développement personnel ; Odile Moulin, 39 ans, musicienne ; Elisabeth Petit, 45 ans, auteur ; Joanne Avateoglou-Textoris, 63 ans, retraitée ; Claire Launchbury, 36 ans, enseignante-chercheuse ; Louise Vallex, 22 ans, étudiante en arts appliqués ; Véronique Boulan, 56 ans, infirmière ; Luce Sportagni, 47 ans, auxiliaire de vie scolaire ; Alix Heuer, 23 ans, cadre dans une start-up web, Valérie Roblet, 22 ans, vendeuse

; Estelle Delpêche, 32 ans, ingénieur ; Nicole Besacier, 54 ans, graphiste ; Mary Genty, 49 ans, artiste ; Cécile Fustino, 41 ans, journaliste ; Agathe Vidal, 30 ans, assistant teacher ; Christelle Cochelin, 43 ans, aide à domicile ; Eliane Luigi, 67 ans, retraitée ; Geneviève Boulay, 55 ans, adjoint administratif ; Eloïse Artavole, 27 ans, sans profession ; Jodie André, 29 ans, enseignante doctorante ; Zannie Perreau-Voisin, 66 ans, secrétaire ; Corinne Reblaub, 42 ans, bibliothécaire ; Laure A., 51 ans, écrivain ; Valérie Balmès, 48 ans, entomologiste ; Nadia Aboud, 47 ans, artiste ; Nathalie Martin, 53 ans, intervenante à domicile ; Charlotte Mus, 32 ans, étudiante ; Aline Martin, 52 ans, consultante ; Nathalie Jacquemain, 40 ans, professeur ; Frédérique Foucaud, 46 ans, guide conférencière ; Viviani Raffaella, 31 ans, travailleuse sociale et formatrice ; Odile Bourin, 52 ans, violoncelliste ; Anne Monteil-Bauer, 50 ans, auteur ; Fred Phi, 43 ans, directrice artistique ; Valentine Rodet, 30 ans, musicologue ; Samantha Hoornaert, 32 ans, ingénieur ; Corinne Gervais, 41 ans, cadre supérieur ; Angélique Touguer, 39 ans, serveuse ; Luce Rempotelli, 56 ans, cadre ; Cécile Ambert, 43 ans, artiste ; Marie-Christine Hardouin, 61 ans, médiatrice scientifique ; Eve Lebrun, 33 ans, comédienne ; Dominique Breton, 29 ans, modiste ; Samya Saidi, 43 ans, sans emploi ; Estelle Rebitz, 39 ans, coordinatrice projets ; Chloé Métaireau, 26 ans, booker-manager ; Bérengère Laboutique-Viala, 43 ans, adjointe au directeur d'un service social ; Corinne Casino, 52 ans, chômeuse en fin de droits ; Claudine Rohr, 52 ans, technicienne qualifiée ; Erika Fischer, 67 ans, retraitée ; Christel Prudent, 35 ans, plasticienne ; Sylvie Constance de Pasquale, 47 ans, photographe ; Lola Sémonin, 61 ans, actrice ; Natacha Atacha Henry, 44 ans ; Nicole Serieys, 61 ans, retraitée ; Audrey Morel, 26 ans, journaliste ; Georgette Inge, 69 ans, retraitée ; Sophie Soria, 37 ans, webdesigner ; Amara Dia, 40 ans, serveuse ; Margaux Bergey, 23 ans, journaliste ; Victoria Chasle Castillo, 30 ans, comportementaliste ; Audrey Labisle, 18 ans, étudiante ; Annie Soubie, 56 ans, enseignante, retraitée ; Béatrice Gamba, 37 ans, éditrice ; Catherine Eliot, 53 ans, cadre supérieur ; Cécile Depoilly, 28 ans, assistante commerciale ; Chantal Glacet, 59 ans, cadre de santé ; Charlotte Ricart-Dépret, 33 ans, sans profession ; Viviane Gurdain, 77 ans, retraitée ; Delphine Guerin, 29 ans, assistante de notaire ; Céline Benne, 39 ans, journaliste ; Pascale Surpas, 55 ans, médecin ; Sandrine Scardigli, 36 ans, correctrice ; Catherine Cochard, 45 ans, styliste ; Suzanne Navellou, 85 ans ; Aude Colmant-Delcourt, 45 ans, scénariste ; Bleuenn Guilloux, 32 ans, chercheur ; Cécile Raspatort, 43 ans, sans emploi ; Clémence Dejammet, 24 ans, travailleur social ; Anne Monteil-Bauer, 50 ans, auteur ; Marie Blanc, 38 ans, en contrat de professionnalisation ; Lilia Malyan, 29 ans, infographiste ; Sandrine Martinez-Lopez, 33 ans, animatrice ; Chantal Maury dite Tao, 38 ans, coordinatrice artistique ; Marianne Barrault, 28 ans, élève éducatrice ; Marthe Bernard, 56 ans, kinésithérapeute ; Caroline Kiss, 43 ans, diététicienne ; Pascale Luse, 51 ans, profession non communiquée ; Gwenaëlle des Cognets-Trillat, 44 ans, journaliste-réalisatrice ; Brigitte Périllie, 58 ans, conseillère générale du canton de Vif ; Dominique Terrien, 62 ans, sans emploi ; Rayhana Obermeyer, actrice ; Katia Lecoeuche, 41 ans, juriste ; Sophie Hutin, 36 ans, metteur en scène ; Patience Priso, réalisatrice et photographe ; Tiziana Porcelli Contel, 52 ans, professeur ; Céline Robert, 42 ans, cadre commercial ; Dolorès Colmont, 55 ans, secrétaire ; Patricia Trailin, 60 ans, cadre de santé ; Claude Gillion, 57 ans, sans emploi ; Anne Goyer, 33 ans, chargée de communication ; Corinne Van Loey, 67 ans, psychologue ; Catherine Fleury, 47 ans, gérante de société ; Elodie Lévy, 19 ans, étudiante ; Aurélie Bernard, 29 ans, éducatrice spécialisée ; Gaëlle Sarroche, 35 ans, fonctionnaire ; Elisabeth Petit, 45 ans, téléconseillère ; Sandrine Rochel, 37 ans, aide-soignante ; Marilyn Feltrin, 27 ans, credit manager ; Thérèse Leduc, 58 ans, conseillère Pôle Emploi ; Emmanuelle Cesari, 52 ans, art-thérapeute ; Noelline Besson, 34 ans, designer ; Anne-Louise Vertolles, 44 ans, artisan ; Evelyne Barsamian, 58 ans, retraitée ; Dalila Zitouni, 47 ans, secrétaire-comptable ; Lucie Espinasse, 25 ans, photographe ; Mélanie Cordier, 36 ans, assistante de direction ; Marie-Ange Le Boulair, 43 ans, journaliste-réalisatrice ; Magali Perriol, 38 ans, professeur des écoles ; Perrine Grandjean, 33 ans, mère au foyer ; Céline Ormancey, 36 ans, responsable client ; Pascale Hugonet, 49 ans, artiste ; Patricia Chamaly, 41 ans, apicultrice ; Adeline Poidevin-Segura, 30 ans, rédactrice ; Marine Aubin, 25 ans, consultante ; Gloria Granada, 55 ans, citoyenne ; Cécile Lesgourgues, 54 ans, cadre ; Nathalie Dumas, 47 ans, cadre supérieur ; Nahema Hanafi, 29 ans, doctorante ; Marine Courtillat, 25 ans, étudiante ; Samia Berdjii, 34 ans, animatrice ; Samia Bensalem, 46 ans, consultante ; Alia Souarimi, 41 ans, fonctionnaire ; Maryse Smith, 58 ans, invalide ; Yoon Cachot, 29 ans, assistante commerciale ; Anne Geindre, 65 ans, cadre de santé, retraitée ; Sandra Sourdoÿère, 37 ans, fonctionnaire ; Cristal Divol, 26 ans, dessinatrice en architecture ; Stéphanie Crespin, 26 ans, animatrice sociale ; Carole Villiger, 39 ans, chercheuse en histoire contemporaine ; Karine Drignon, 35 ans, directrice de projet ; Catherine Berton, 54 ans, assistante maternelle ; Pauline Amar, 19 ans, étudiante ; Isabelle Ferchaud, 50 ans, relaxologue ; Aline Purdalas, 36 ans, sans emploi ; Céline Bulteau, 32 ans, chanteuse ; Catherine Pech, 61 ans, retraitée ; Fanta Emma Gassama de Visme, 47 ans, technicienne en informatique ; Astrid Waliszek, 55 ans, écrivain et réalisatrice ; Charlotte Beydon, 25 ans, réceptionniste ; Claire Latève, 37 ans, sans emploi ; Hélène Lhoste, 46 ans, peintre décoratrice ; Laura Jacquet, 32 ans, assistante commerciale ; Denise Tisserand, 77 ans, retraitée ; Julie Gottvalles, 31 ans, financier ; Carine Gasti-Bianchi, 36 ans, ingénieur forestier ; Claire Germouty, 47 ans, journaliste ; Aude Romary, 37 ans, musicienne ; Annette Surmand, 63 ans, retraitée ; Héloïse Marais, 32 ans, couturière ; Géraldine Cabannes, 39 ans, directrice marketing ; Emmanuelle Bonhomme, 42 ans, accompagnatrice à l'emploi ; Christine Fleurquin, 42 ans, traductrice ; Sabrina Toutsikian, 34 ans, employée ; Victorine Charlie Zoia, 20 ans, étudiante ; Justine Ambroise, 31 ans, chef de produit ; Camille Farrié, 22 ans, sans emploi ; Laura Verveur, 27 ans, assistante de régie ; Nina Benagria Guinot, 24 ans, étudiant ; Anne-Zoé Vanneau, écrivain ; Florence Duclos, 34 ans, mère au foyer ; Cécile Poulain, 30 ans, photographe ; Emmanuelle Bodu, 29 ans, contractuelle de la fonction publique ; Patricia Van Der Meersch, 58 ans, tapissière d'ameublement-décoratrice ; Bénédicte Départ, 43 ans, infirmière ; Catherine Delmombres, 65 ans, retraitée ; Sophie Gomme, 27 ans, sans emploi ; Valérie Kerleau, dite Val K., 42 ans, photographe ; Virginie Oudin-Jeaningros, 36 ans, secrétaire-assistante dentaire ; Dominique Lemarchal, 59 ans, enseignante-chercheuse ; Nicole Fayard, 55 ans, retraitée ; Sonia Kirch-Abad, 37 ans, docteur en histoire de l'art ; Sylvie Negroni, 53 ans, cadre commercial ; Valérie Rizzato, 46 ans, assistante maternelle ; Claude Henri-Elas, 67 ans, retraitée ; Héloïse Deluitroup, 43 ans, cadre ; Rose Poignon, 82 ans ; Dominique Mulot, 54 ans, enseignante ; Judith Benazra, 38 ans, graphiste ; Nathalie Ferrand, 35 ans, directrice d'école ; Stéphanie Schoene, 27 ans, artiste photographe ; Louise Dunand, 38 ans, animatrice ; Lucia Maria dos Santos Tavares, 45 ans, déléguée médicale ; Marén Berg, 65 ans, auteur-compositeur-interprète ; Eva Thomas, 70 ans, retraitée de l'Education nationale ; Céline Lapertot, 26 ans, professeur de français et écrivain ; Nathalie Vermot, 47 ans, secrétaire administrative ; Najet Sillaudron, 39 ans, mère au foyer ; Estelle Preslet, 59 ans, infirmière ; Anne Hirsch, 47 ans, journaliste ; Nathalie Cohen, 37 ans, chanteuse ; Lisa Virondeau, 25 ans, auxiliaire de vie ; Claire Massalon, 26 ans, chargée de clientèle ; Samira Saïdi, 50 ans, femme au foyer ; Louise Parallengro, 25 ans, caissière ; Karyn Avoine, conseil en communication ; Christine Wendelen-Brenta, 64 ans, décoratrice de cinéma ; Mélanie Chenault, 20 ans, étudiante ; Maud Le Moëne, 36 ans, attachée de presse ; Nathalie Bellay, 32 ans, profession non communiquée ; Mathilde Huart, 22 ans, étudiante ; Muriel Portet, 67 ans, retraitée ; Marion Plumet, 26 ans, artiste ; Chantal Flouret-Goldt, 67 ans, médiatrice ; Jane Gautheron, 37 ans, assistante juridique ; Lorelei Moutiez, sans emploi ; Jennie Desrutins, 29 ans, doctorante ; Christine Richer, 57 ans, formatrice-consultante ; Elisabeth Fazilleau, 51 ans, consultante ; Liliane Brunetti, 63 ans, professeur de langues, retraitée ; Jessica Roumeur, 28 ans, auteur et rédactrice ; Karima Belkhadri, 32 ans, sans emploi ; Véronique Riffaud, 49 ans, traductrice et correctrice littéraire ; Nadine Lofficial, 57 ans, fonctionnaire ; Sylvie Abrou, 54 ans, sans emploi ; Mireille Ginoux, 57 ans, sans profession ; Aïcha Loisiaut, 27 ans, animatrice ; Elsa Quibel, 55 ans, avocate

: Clara Levy, 29 ans, chef d'entreprise ; Aude Gogny-Goubert, 28 ans, actrice ; Audrey Robin, 30 ans, opératrice de saisie ; Patricia Dechevrens, 45 ans, invalide ; Marjorie Durieux, 31 ans, éducatrice spécialisée ; Delphine Guerin, 29 ans, assistante de notaire ; Delphine Musseau, 42 ans, assistante de réalisation ; Illana Tretz, 55 ans, intermittente du spectacle ; Elena Grinberg, 25 ans, étudiante ; Hélène Gomis, 37 ans, éducatrice de jeunes enfants ; Catherine Cochard, 45 ans, styliste ; Hélène Girardot, 50 ans, secrétaire au chômage ; Martine Airault-Vaquez, 42 ans, avocate ; Emmanuelle Dégardin-Perrault, 28 ans, aide médico-psychologique ; Myriam Louihrani, 26 ans, étudiante ; Francine Leclère, 44 ans, enseignante ; Julie Mainguet, 34 ans, professeur ; Juliette Baldit, 27 ans, éducatrice ; Anne-Lise Lerat, 33 ans, sans emploi ; Vanessa Martin, 33 ans, infographiste ; Oriane De Vathaire, 26 ans, monitrice d'équitation ; Chantal Simon, 32 ans, journaliste ; Isabelle Dhillit, 50 ans, assistante maternelle.

VIO
Dossier ELLES SE MANIFESTENT



FRÉDÉRIQUE HÉBRARD, 85 ANS, ÉCRIVAIN
Il y a quarante-deux ans, Frédérique Hébrard monte dans sa 2 CV pour rejoindre des amis. Elle se gare, sort. Un homme en treillis la braque avec un revolver. La fait remonter dans la voiture. Lui ordonne de rouler. Il lui raconte qu'il est un prisonnier évadé. Puis, il lui dit: « Je n'ai pas eu de femme depuis des mois. » Elle tente de fuir, il la rattrape, la secoue. Et la viole dans une clairière en pleine nuit. « J'essayais d'être ailleurs, de ne pas y penser. »



CLAUDINE ROHR, 52 ANS, EMPLOYÉE AU PÔLE EMPLOI
A l'âge de 6 ans, alors que sa mère est hospitalisée, Claudine entend la voix de son père qui lui demande de rappliquer, alors que toute la maison est couchée. Il la fait monter dans son lit. « Il a mis sa langue dans ma bouche, et puis il a écrasé l'oreiller sur mon visage pour ne pas que je crie. J'ai senti ses doigts dans mon sexe. Je me demandais ce que j'avais fait pour mériter pareille punition. » Et, en juillet 2002, c'est son médecin de famille qui la viole, après l'avoir droguée.

23 novembre – Quatre ans requis contre un « boss » de Marseille. Jean Luc BARESI est accusé d'extorsion de fonds au détriment d'une société de gardiennage.

24 novembre – TUNIS sous la pression des détenus salafistes. Le mouvement de la grève de la faim s'est étendu dans les prisons après 2 décès.

Monsieur OBIANG Jr privé de ses belles voitures par la justice. Le fils du Président de la Guinée équatoriale est accusé de détournement de fonds.

25 novembre – Une campagne contre les camps de rééducation chinois prend son essor après la libération d'un ancien détenu. Ren Jianyu avait été arrêté pour s'être moqué de BO KILAI, un haut responsable tombé en disgrâce. L'envoi en laojiao dépend d'un processus administratif contrôlé par la police.

Au Canada, un scandale de pédophilie rattrape une communauté catholique. Des centaines de jeunes sourds auraient été abusés de 1940 à 1982, dans un institut à MONTREAL (500 à 600).

En Corse, l'efficacité de la justice en question. La juridiction spécialisée contre le crime organisé (juridiction interrégionale spécialisée JIRS) défend son action. Monsieur VALLS et Madame TAUBIRA se rendent sur l'île.

Face au juge, M de Villepin s'est défendu pied à pied dans l'affaire Relais et Châteaux. Témoin assisté, l'ex premier ministre risquait une mise en examen pour subordination de témoins.

A MARSEILLE, la SNCF reporte son projet d'équiper de bleus une gare pour éloigner les toxicomanes.

Un homme placé en garde à vue après la fusillade d'ORLY – Ville. Un règlement de comptes.

Régis de CAMARET condamné à 8 ans de prison pour viols.

24, c'est le nombre de victimes de règlements de comptes dans la région de MARSEILLE.

27 novembre – M HOLLANDE annonce un plan pour les femmes victimes de violences visant à mieux punir les auteurs, informer et accompagner les victimes. Projet de loi cadre présenté au parlement avant l'été 2013.

Un homme tué par balles à MARSEILLE.

Mise en examen de l'adolescente qui a poussé une camarade sous le RER, elle a été écrouée à FLEURY – M2ROGIS.

Des renforts et un effort de coordination contre les dérives mafieuses en Corse. Quatre nouveaux magistrats et une quarantaine de policiers seront envoyés sur l'île. « Il y a un ancrage territorial classique de groupes qui ont la volonté de s'accaparer des réseaux économiques » Manuel VALLS.

28 novembre – La demande de levée de l'immunité de M. GUERINI cite un système « mafieux » Le dossier porte sur des malversations autour du Conseil Général des Bouches du Rhône. « Alexandre GUERINI était le trait d'union entre le « milieu » et la bonne société, entre le monde économique et le monde politique » « Jean Noël GUERINI a laissé son frère s'immiscer sans titre dans les affaires du département » selon le juge d'instruction Charles DUCHAINE.

Quatre soldats jugés à PARIS pour un meurtre commis en Côte d'Ivoire en 2005. Les conditions de la mission LICORNE et le rôle de la hiérarchie seront au cours du procès. « Quand on a pataugé dans des charniers, on a tous envie de mettre une balle dans la tête des miliciens » un officier supérieur.

En République démocratique du Congo le viol est une arme de guerre. 500.000 femmes auraient été violées en 16 ans d'après le Docteur Denis MUKWEGE. On a tenté de l'assassiner.

30 novembre – Derrière les morts d'ECHIROLLES, la haine pour ceux qui ont un job. Deux mois après le lynchage de Sofiane et de Kevin dans la banlieue grenobloise les langues se délient. Selon leurs parents, ils ont été tués parce qu'ils appartenaient au « monde du travail ».

Coup de filet parmi les « vieux routiers » du trafic international de cocaïne. Dix personnes, dont des figures du banditisme, ont été interpellées dans le Sud de la France.

DECEMBRE 2012

1ier décembre – DSK – NAFISATOU, clap de fin - Monsieur STRAUS-KAHN versera 6 Millions de dollars à Madame DIALLO. Un accord financier qui devrait être signé le 7 décembre afin d'éteindre la procédure civile.

Egalité des sexes : l'exécutif mise sur l'éducation. Contre les stéréotypes et le sexisme « d'habitude » il faut agir sur les mentalités » Madame Najet VALLAUD – BELKACEM ministre des droits des femmes. « Il me réveillait et me frappait pour que je réchauffe son repas » KENZA vit à présent à l'abri de son mari. Elle garde toujours son téléphone « grand danger » près d'elle. Cela coûte environ 2000 euros par an.

Une centaine de sans-papiers occupent depuis dimanche un temple de l'Eglise réformée de Lille.

2 décembre – Jugé pour l'espionnage de Mr Besancenot le patron de TA SER minimise son rôle.

Un homme tire sur quatre fêtards à SETE, deux morts.

Un avocat égorgé dans son étude à MARSEILLE.

4 décembre – En France 23% des jeunes sont pauvres. Un fossé se creuse entre les jeunes non diplômés 46% sont au chômage et les diplômés. « Les jeunes peu ou pas diplômés sont les laisser – pour – compte des politiques publiques.

La militarisation de la CIA suscite un débat aux Etats-Unis. Depuis 2004, la CIA a effectué 320 frappes au PAKISTAN, tuant 139 civils grâce à des drones.

L'arche de ZOE, le procès d'un fiasco humanitaire. 6 prévenus jugés à PARIS pour avoir tenté d'exfiltrer illégalement 103 enfants du Tchad pour les faire adopter.

5 décembre – Les députés renforcent la lutte contre la fraude et l'optimisation fiscale.

Affaire MERAH : un homme interpellé. Il est soupçonné d'être le troisième homme qui aurait participé au vol de scooter.

L'ex-entraîneur de tennis Régis de CAMARET fait appel de sa condamnation pour viols de deux anciennes joueuses.

20.000 « décrocheurs » de moins d'ici la fin 2013 c'est l'objectif de Vincent PEILLON (140.000 jeunes concernés).

Gérard DALONGEVILLE ex-maire d'HENIN-BEAUMONT, renvoyé en correctionnelle pour « détournement de fonds publics ».

La Cour d'Assises de PARIS juge les militaires Français responsables du meurtre d'un « coupeur de route en 2005. Jamais l'ordre de tuer n'a été explicite.

6 décembre – Des maraudes citoyennes pour aider les SDF - Des collectifs spontanés agissent en dehors du 115 et des associations traditionnelles.

Conférence nationale contre la pauvreté et l'exclusion les 11 et 12 décembre.

Evacuation d'un temple protestant à LILLE occupé par des sans-papiers en grève de la faim.

7 décembre – Editorial - Il faut un numéris clausus. Le temps des demi-mesures est passé. Il faut un véritable plan national de rénovation des prisons. Il faut cesser d'incriminer davantage de personnes qu'il n'y a de places en détention. C'est la seule solution immédiate et raisonnable pour tenter d'en finir avec ce scandale national.

1^{ière} page - A MARSEILLE, la prison de la honte. Le contrôleur général des lieux de privation de liberté s'indigne du délabrement inouï des BAUMETTES où les caïds imposent leur loi. Jean Marie DELARUE a utilisé la procédure d'urgence en cas de violation grave des droits fondamentaux. Publication au Journal Officiel des recommandations le jeudi 6 décembre. Deuxième fois qu'il recourt à cette procédure après le cri d'alarme à propos de la prison de NOUMEA en 2011.

Le Centre Pénitentiaire des BAUMETTES a été ouvert en 1936. 1769 détenus pour 1190 places. Il n'y a rien à faire aux BAUMETTES, la seule activité est la promenade jusqu'à 6 heures par jour.

La violence endémique, depuis le début de l'année :

- 14 cas de contusions multiples,
- 8 plaies profondes,
- 7 fractures diverses,
- 3 traumatismes crâniens,
- 1 viol.
- 15% des détenus indigents.

60% des établissements pénitentiaires sont en cessation de paiement depuis juillet.

Un premier rapport accablant avait été établi en 1991 par le Comité européen de prévention de la torture.

Un juge enquête sur l'argent libyen de M. TAKIEDOINE. En marge de l'affaire de KARACHI, Renaud VAN RUYMBEKE va explorer les liens financiers entre KADHAFI et les sarkhozystes.

8 décembre – Double meurtre de MONTIGNY : le parquet général estime « suffisantes » les charges contre Francis HEAULME. La chambre de l'Instruction statuera le 18 décembre sur le renvoi aux Assises du tueur en série.

Manuel VALLS entend encadrer et évaluer les contrôles d'identité par la police. Le nouveau code de déontologie place les forces de l'ordre « au service de la population ».

Procès MAHE : jusqu'à 5 ans ferme requis contre les militaires.

9 décembre – CORSE : Assassinat et « nuit bleue » un homme tué par balles le 7 décembre – 20 assassinats depuis le 1er janvier dans l'île. 24 attentats visant des résidences secondaires dans toutes les régions de l'île.

Affaire MAHE : un militaire acquitté, trois condamnés avec sursis – Meurtre d'un « coupeur de route » en Côte d'Ivoire.

Fin de l'aide au retour des ROMS : la population ROM 15 à 20.000 personnes reste constante car les expulsés reviennent systématiquement.

Drogue : les salles de consommation sous la pression des municipales. L'expérimentation doit débuter en 2013. Des villes de gauche et de droite sont volontaires.

Les chiffres de la population pénale au 1^{er} novembre 2012

67225 personnes incarcérées dont 16821 prévenues (25%) et 50404 condamnées.

Capacité opérationnelle des établissements pénitentiaires 56933.

Mineurs incarcérés 681 – 1% de la population incarcérée.

11693 personnes aménagement de peine sous écrou (+ 14,2% en 1 an, + 40,4% en 2 ans).

955 en placements à l'extérieur,

1845 en semi-liberté,

8893 en placement sous surveillance électronique.

577 personnes placées sous surveillance électronique de fin de peine.

Personnels : 30.000 agents,

4080 SPIP (73780 personnes écrouées – 173063 en milieu ouvert).

11 décembre – Ni « gourou » ni « escroc » le mystère BRETEAU au procès de l'arche de ZOE.

En CORSE, les nationalistes se rappellent au bon souvenir du gouvernement. Avec la « nuit bleue » les indépendantistes veulent remettre en avant leurs revendications éclipsées par la vague d'assassinats.

12 décembre – Un juge new-yorkais avalise la transaction qui met fin à l'affaire DSK – DIALLO.

Pauvreté : un « pacte de solidarité » adapté à la disette budgétaire – hausse du RSA socle, accès plus large à la CMU complémentaire et des mesures en faveur des jeunes.

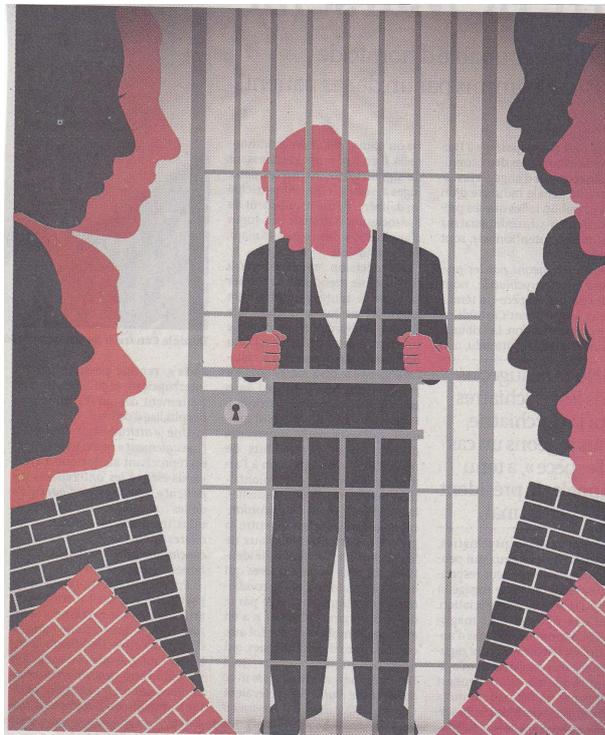
13 décembre – Vote des détenus : la Cour Européenne des Droits de l'Homme accorde un sursis à LONDRES. La Grande Bretagne refuse toujours de respecter un arrêt de la Cour remontant à 2005. 2500 requêtes déposées par des détenus britanniques. Amendes cumulées 150 Millions d'euros.

Premières arrestations dans le scandale du LIBOR – Soupçon de manipulation du taux interbancaire.

14 décembre – Prison : la peine et la mort – Philippe EL SHENNAWY n'a jamais tué personne. Après 37 ans de détention et un dernier espoir déçu. Il a tenté de se suicider.

Un juge des référés a été saisi de l'état de la prison des BAUMETTES par l'Observatoire International des Prisons (OIP) Tribunal Administratif de MARSEILLE. Deux procédures conjointes :

- Un « référé liberté » prendra des mesures dans les 48 heures « pour mettre un terme aux multiples atteintes manifestement illégales » infligées aux détenus.
- Deuxième référé, « mesures utiles » réclame la fermeture de 3 bâtiments des BAUMETTES insécurité et insalubrité sont mise en avant.



16 décembre – L'Amérique face à la folie des armes – Les Etats Unis sous le choc du massacre de l'école de NENTOWN qui a fait 28 morts dont 26 enfants.

Le juge ordonne des travaux d'urgence aux BAUMETTES :

« Chaque cellule doit disposer d'un éclairage artificiel et d'une fenêtre en état de fonctionnement ».

« Il faut procéder à l'enlèvement des débris personnels dans les parties collectives et dans les cellules ».

« Modifier immédiatement les méthodes de distribution des repas ».

La surpopulation carcérale atteint 145,8%.

18 décembre – Le procès de faux monnayeurs hors pairs - A LYON, la Cour d'Assises juge 13 personnes pour une affaire de faux billets d'une valeur totale de 16 Millions d'euros.

19 décembre – Selon l’Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) la santé des prostituées s’est dégradée depuis la loi sur le racolage passif (loi de 2003). « L’isolement et la clandestinité apparaissent comme des facteurs d’aggravation des risques en même temps qu’ils restreignent les possibilités d’accès aux dispositifs et moyens de prévention. »

20 décembre – Editorial - La psychiatrie et l’assassin : un jugement courageux – En 2004 un meurtrier Joël GAILLARD commet un assassinat, il est déclaré pénalement irresponsable. La psychiatre a été déclarée coupable d’homicide involontaire et condamnée à un an de prison avec sursis. L’instruction a fait apparaitre une succession de fautes, la psychiatre se serait enfermée dans un « déni ». Le jugement relève que « les magistrats savent que la prédictibilité et le risque zéro n’existent pas ».

Un grand jury pour rechercher un consensus sur la récidive – Les membres de la conférence désignés mardi 18 décembre, se réuniront en février 2013 pour faire des propositions au gouvernement. Un jury de professionnels et de non spécialistes.

Présidence Françoise TULKENS ancienne juge puis vice-présidente de la Cour Européenne des Droits de l’Homme jusqu’en 2012. 19 autres membres : moitié professionnels du droit, moitié non spécialistes.

Un an après leur libération 1/3 des détenus est de nouveau condamné. Au bout de 3 ans un peu plus d’un sur deux. Au bout de 5 ans 6 sur 10 ont rechuté.

En 2010, 42% des condamnés le sont pour une infraction au Code de la route. 32% de ceux condamnés pour conduite en état d’ivresse ont recommencé dans les 5 ans.

Un détenu coûte en moyenne 32000 euros par an	
Une journée en Maison d’Arrêt	85,44 euros
Une journée en Centre de détention	98,08 euros
Une journée dans une Maison Centrale	1 96,14 euros
En Etablissement Pénitentiaire pour Mineurs	496 euros
(Budget de fonctionnement et charge de personnel)	
141 établissements gestion publique, 50 en partenariat.	
Une journée sous bracelet électronique	10,43 euros
Une journée en placement extérieur	31,32 euros
Une journée en semi-liberté	59,19 euros

Déontologie de la police : M BAUDIS en demande plus – La définition des « palpations de sécurité » est trop vague dans le futur code de déontologie.

La Cour d’Appel de DOUAI confirme la mise en examen de DSK dans le dossier CARLTON. Libertinage ou proxénétisme ?

21 décembre – Délinquance : derrière l’augmentation des chiffres, les pratiques des gendarmes – Restés stables en zone de police, certains délits ont étonnamment explosé en zone gendarmerie. Il existait une zone grise chez les gendarmes, interdite désormais avec le logiciel PULSAR, qui oblige d’enregistrer tous les faits.

22 décembre – Marc MACHIN, épilogue d’un désastre judiciaire. Condamné deux fois pour meurtre avant d’obtenir la révision de son procès, il a été acquitté jeudi. « Nous avons

peur du vide. Nous avons besoin d'une vérité, cette vérité nous a été proposée »
Maitre GANIER -RAYMOND avocat de la partie civile.

Prison ferme pour des faux monnayeurs de dinars. De 4 ans à 10 ans de prison ferme.

23 décembre – Des travaux en urgence à la prison des BAUMETTES – Les bons de commande sont arrivés par brassée vendredi. L'administration refait en urgence l'électricité, la plomberie, les peintures de 40 cellules. Elle enrôle 36 détenus en renfort hygiène. L'entreprise de dératissage a été priée de mettre les bouchées doubles.

26 décembre – La militante basque Aurore MARTIN est rentrée en France après 52 jours passés en prison. Sa caution de 15000 euros a été rassemblée en 2 heures.

Philippe EL SHENNAWY détenu de 58 ans, en détention depuis 37 ans, s'est vu refuser la libération conditionnelle avant 3 ans. Il a déposé une demande de grâce auprès du chef de l'Etat.

CANNABIS le boom de la production maison – 200.000 Français cultivent leur chanvre et s'organisent en clubs. A l'opposé, les fermes de trafiquants se multiplient : de vraies usines à herbe. Les gros bonnets viennent souvent du VIETNAM et exploitent des ouvriers clandestins.

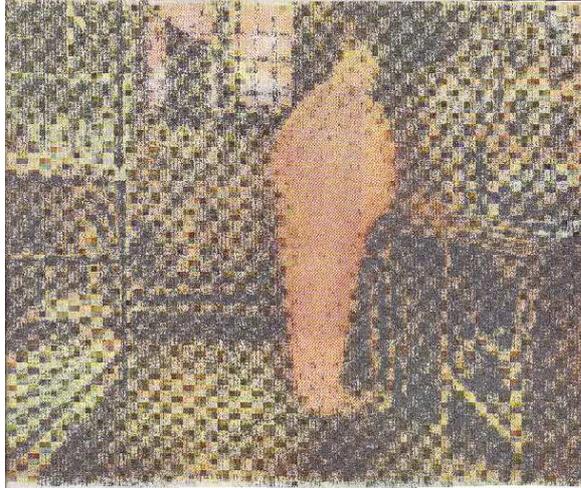
Hausse des interpellations pour usage de stupéfiants 2011 : 143.000 +6% par rapport à 2010 ! 28.000 condamnations pour usage simple.

27 décembre – Deux hommes mis en examen après la mort d'un mineur à EPEZRDAY.

Un fonctionnaire de police passé à tabac à NICE.

« Je sais aujourd'hui que je ne suis pas fou ». Catalogués « différents » et moqués pendant leur enfance, ils ont découvert à l'âge adulte qu'ils étaient atteints du syndrome d'ASPERGER, un trouble du comportement appartenant au spectre de l'autisme. Un diagnostic qui soulage certains d'entre eux. Pour Elaine HARDIMAN – TAVEAU, la violence se retrouve souvent dans le parcours de ces exclus. « il y a beaucoup d'ASPERGER dans les prisons. Plus ils sont maltraités et plus leur comportement empire ».

« Comment être encore psychiatre aujourd'hui » tribune d'Yves REMERY et Isabelle MONTET du syndicat des psychiatres d'hôpitaux. Considérant les missions de service public en psychiatrie, il restera peu de volontaires pour se risquer à s'occuper des patients les plus lourds, sauf à rouvrir en masse les asiles d'aliénés.



28 décembre – Catastrophe migratoire à MAYOTTE – L'île est débordée par l'afflux de migrants des Comores. En rétention la machine à expulser bat son plein. 500.000 euros ont été consacrés à la réfection du centre de rétention dans lequel passent chaque année 20.000 migrants.

30/31 décembre – Pétition publique - Appel pour le détenu Philippe EL SHENNAWY. Demande de grâce auprès du Président de la République.